

AGRI'SCOPIE®

ÉDITION
2015

© Marque déposée par la CRA Normandie

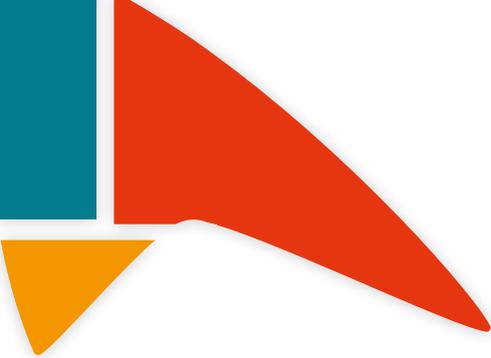


**AGRICULTURES
& TERRITOIRES**
CHAMBRES D'AGRICULTURE
MIDI-PYRÉNÉES



Midi-Pyrénées

Voir loin, les pieds sur terre



En tant que Présidents de la Chambre régionale d'agriculture Midi-Pyrénées et de CERFRANCE Midi-Pyrénées, nous sommes heureux de vous présenter Agris'scopie® Midi-Pyrénées (édition 2015).

Cette première édition marque un tournant important pour nos deux structures. Issue de la fusion du "Tableau de bord de l'agriculture" produit jusqu'ici par les Chambres d'agriculture, et de "l'observatoire économique des exploitations agricoles", par les CERFRANCE, ce nouveau document régional est le symbole d'un partenariat fort. Cette publication traduit en effet la volonté de nos deux structures de proposer une analyse plus complète et plus pertinente, ainsi qu'une vision partagée de l'agriculture régionale.

Vous y retrouverez les éléments essentiels des deux brochures préexistantes, mis en commun et analysés de manière partagée. La grande nouveauté de ce document est la mise en regard les données d'analyse économique des exploitations (campagne 2013-2014) produites par les CERFRANCE, avec les éléments de contexte et de filière collectés par les Chambres d'agriculture.

L'économie des exploitations agricoles se doit d'être aujourd'hui au centre de nos métiers d'accompagnement et de conseil auprès des agriculteurs, mais aussi au cœur des discussions stratégiques avec les filières et les pouvoirs

publics. Ainsi, en partageant notre analyse et nos observations, nous souhaitons proposer un panorama complet et solide, qui a vocation à devenir une référence pour les acteurs du monde agricole régional.

C'est avec un grand plaisir que nous nous associons à nos collègues, Présidents des Chambres départementales d'agriculture et des CERFRANCE départementaux, ainsi qu'aux représentants de nos partenaires, pour vous présenter cette nouvelle édition, marquant le début d'une belle collaboration.

Nous vous en souhaitons une bonne lecture.

Jean-Louis CAZAUBON

*Président de la Chambre
régionale d'agriculture
Midi-Pyrénées*

Hugues SAMAIN

*Président de CERFRANCE
Midi-Pyrénées*

4 PARTENARIATS

■ LA RÉGION MIDI-PYRÉNÉES

- 5 Présentation générale de la région
- 6 L'agriculture de Midi-Pyrénées
- 9 L'économie agricole en Midi-Pyrénées

■ LES FILIÈRES

- 10 Grandes cultures
- 12 *Focus : les semences*
- 13 *Focus : la polyculture*
- 14 Maraîchage et horticulture
- 16 Arboriculture
- 18 Viticulture
- 20 Apiculture
- 21 Equins
- 22 Caprin
- 26 Bovins viande
- 28 Bovins lait
- 30 Ovins viande
- 32 Ovins lait
- 34 Porcins
- 36 Volailles, palmipèdes et lapins

■ LE POINT SUR ...

- 39 Le foncier
- 40 La démographie et l'emploi en agriculture
- 41 L'installation et la transmission
- 42 Les signes de la qualité et de l'origine
- 44 Les circuits courts

45 MÉTHODE, SIGLES ET DÉFINITIONS

24-25 ■ EN PAGES CENTRALES : LES TERRITOIRES DE MIDI-PYRÉNÉES



PARTENARIATS

Ce document a été réalisé avec la collaboration de nombreux organismes régionaux, que nous tenons à remercier :

- **DRAAF Midi-Pyrénées** : Direction Régionale de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Forêt – Service Régional de l'Information Statistique et Économique Territoriale
- **ARSAMIP** : Association Régionale SAFER de Midi-Pyrénées :
SAFER Gascogne Haut-Languedoc
(www.gascogne-haut-languedoc.safer.fr)
SAFER Aveyron-Lot-Tarn
SAFER Garonne-Périgord
(www.garonne-perigord.safer.fr)
- **IRQUALIM** : Institut Régional de la Qualité Alimentaire de Midi-Pyrénées
- **Autres partenaires** : Institut de l'Élevage, Institut Français de la Vigne et du Vin, Interprofession des Vins du Sud-Ouest, GIE Promotion de l'Élevage Midi-Pyrénées, Fédération Régionale des Producteurs de Lait (FRPL), CILAISUD Caprin, Midiporc, Association des Filières Régionales Avicoles et Cunicoles De Midi-Pyrénées (AFRAC), ADAM (Association pour le Développement de l'Apiculture en Midi-Pyrénées), Chambre de Commerce et d'Industrie de Midi-Pyrénées, Observatoire du Développement Durable (ODR-INRA), Jeunes Agriculteurs Midi-Pyrénées, Agence Bio.



recensement
agricole
2010



Retrouvez le « **Agri'scopie® Midi-Pyrénées** »
sur le site internet de la Chambre Régionale
d'Agriculture Midi-Pyrénées : www.mp.chambagri.fr



Avec la contribution financière
du compte d'affectation spéciale
«développement agricole et rural»

Pour la contribution des Chambres d'agriculture de Midi-Pyrénées à cette publication

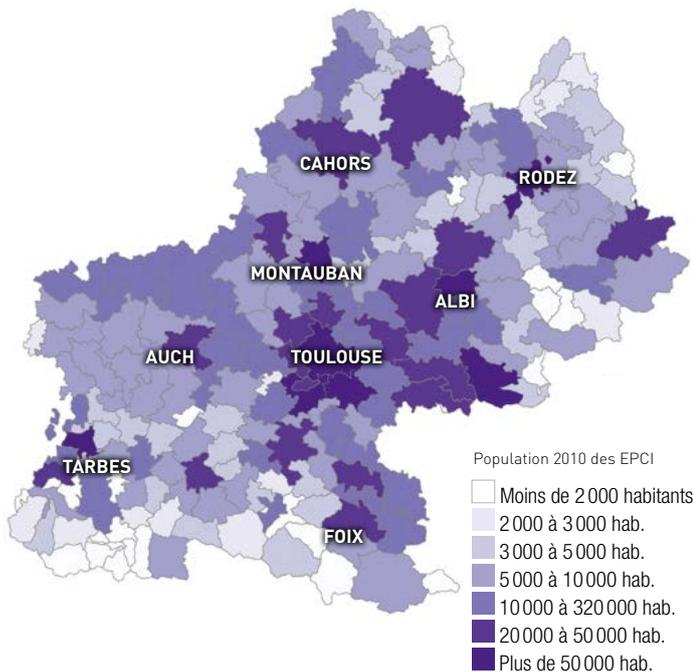
LA RÉGION MIDI-PYRÉNÉES



LES CHIFFRES

- **2 967 153 habitants** (estimation au 1^{er} janvier 2014)
- **3 020 communes, 186 EPCI** (au 1^{er} janvier 2014), **152 cantons** (au 1^{er} janvier 2014), **8 départements**
- **8.3 % du territoire national métropolitain**
- **8^e région pour le niveau de PIB :**
PIB par habitant en 2012 : 27 198 €
Part du PIB de la France métropolitaine (2012) : 4 %
- **3^e région exportatrice :**
Total des exportations en 2013 :
44 084 millions d'euros
Dont secteur agricole et agro-alimentaire : 4.5 %
Solde commercial en 2013 :
14 607 millions d'euros
Dont secteur agricole et agro-alimentaire : 3.5 %

(Sources : INSEE ; Douanes)



RÉPARTITION DE LA POPULATION PAR EPCI

(Source INSEE 2010 - Chambres d'Agriculture MP)

Avec une superficie de 45 350 km², Midi-Pyrénées est **la plus grande région de France**, et parmi les plus étendues de l'Union Européenne. Le paysage régional est caractérisé principalement par l'importance des **deux massifs montagneux qui l'encadrent** : les Pyrénées au sud et le Massif Central au nord couvrent environ 40 % du territoire. Entre les deux, la zone de plaine se décline en une grande variété de paysages. Cette géographie particulière explique un **climat contrasté et très aléatoire**, subissant régulièrement des événements extrêmes (sécheresse, inondations, grêle, gelées, etc.).

RÉPARTITION DES EMPLOIS RÉGIONAUX EN 2012

(Sources : INSEE, MSA)

	Secteurs agricole et agroalimentaire	Tous secteurs confondus	Part de l'agriculture et de l'agroalimentaire
Emplois de la production de biens	74 623 + 2.5 %	287 457 + 1 %	dans la production de biens 26 %
Emplois de la production de services marchands	22 530 + 8.6 %	532 917 + 1.3 %	dans la production de biens et services marchands 12 %
Emplois des services non marchands (administrations, santé)		388 794 + 1.3 %	
TOTAL des emplois	97 153 + 3.8 %	1 209 168 + 1.2 %	dans le total des emplois 8 %

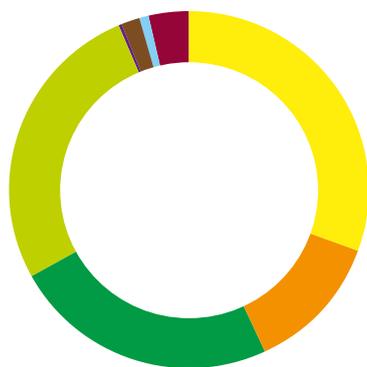
Évolution 2011/2012 en %

Au niveau démographique, le profil régional s'avère également très contrasté. 8^e région de France en termes de population, Midi-Pyrénées est **une des régions les plus attractives de France** depuis ces 30 dernières années. Avec 580 000 habitants supplémentaires depuis 1982, elle est la 4^e région ayant le plus fort taux de croissance démographique, principalement en raison du solde migratoire responsable des 2/3 de cette hausse. Pour autant, plus de la moitié de la croissance démographique annuelle est absorbée par l'aire urbaine de Toulouse (suivie des aires de Montauban et de Pamiers) dont la croissance démographique est exceptionnelle par rapport aux autres grandes villes de province. À côté de cela, une personne sur 10 vit dans une commune rurale isolée des grandes villes, soit deux fois plus que la moyenne nationale. La région est ainsi une des moins densément peuplée de l'Union Européenne (65 hab/km² - France : 120 ; UE : 116). Certaines zones rurales approchent même le seuil de désertification (moins de 30 hab/km²).

Midi-Pyrénées est la 8^e région française pour le niveau de PIB par habitant en 2012. Elle est toutefois la **1^{re} région française en termes de croissance économique** sur la décennie 2000-2010 et la 2^e en 2012 (+0.9 %). Le développement du secteur aéronautique et aérospatial a permis une croissance économique importante de la région, en particulier entre 2000 et 2006. Ces industries fournissent à elles seules 10 % des emplois et assurent plus de 80 % des exportations. Toutefois, la croissance économique liée à ce secteur reste très concentrée autour de Toulouse et n'a pas permis de dynamiser l'ensemble de la région.

Le secteur agricole et agroalimentaire joue un rôle majeur dans l'économie régionale, en particulier pour les zones rurales. **2^e secteur exportateur**, il contribue largement au chiffre d'affaires régional et constitue **un des principaux employeurs avec 97 000 emplois** en 2012 (voir tableau ci-contre). Les IAA occupent notamment une place de premier plan avec 16.5 % des effectifs industriels de la région et près de 4 000 entreprises. L'agriculture et l'agroalimentaire représentent ainsi les principales sources d'emploi et de valeur ajoutée hors de la zone urbaine de Toulouse.

L'AGRICULTURE DE MIDI-PYRÉNÉES



- **701 281 ha Céréales**
- **283 458 ha Oléagineux, protéagineux, plantes à fibre et autres cultures industrielles**
- **542 520 ha Cultures fourragères**
- **605 655 ha Surface toujours en herbe**
- **10 329 ha Légumes frais et secs, plein champ ou sous abris**
- **38 184 ha Vignes (y compris raisin de table)**
- **17 147 ha Arbres fruitiers**
- **79 177 ha Autres cultures et jachères**

UTILISATION DES SURFACES DANS LES EXPLOITATIONS AGRICOLES DE MIDI-PYRÉNÉES

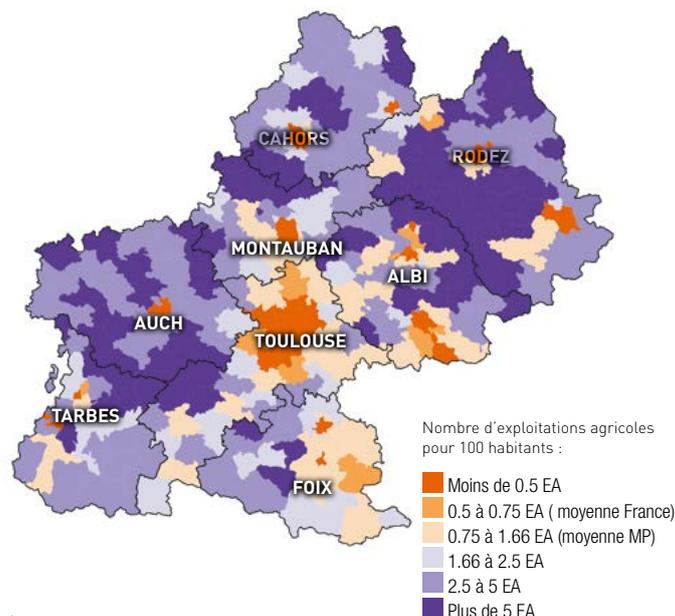
(Source Terruti 2013)

Midi-Pyrénées est la **1^{re} région agricole française** avec plus de 47 000 exploitations agricoles recensées en 2010. Comme dans le reste de la France, le nombre d'exploitations a fortement diminué et plus de la moitié a disparu en 30 ans. Néanmoins, la densité d'exploitations agricoles sur le territoire reste importante (voir carte ci-dessus). On compte en effet 1.7 exploitation agricole pour 100 habitants en moyenne sur la région, soit plus de deux fois la moyenne française. Midi-Pyrénées se classe ainsi 4^e région en termes de nombre d'exploitations rapporté à la population.

Toutefois, le maillage territorial suit les disparités liées à l'urbanisation particulièrement forte autour de Toulouse. Ainsi, le Gers est le département le plus agricole avec 4.2 exploitations pour 100 habitants en moyenne, suivi de l'Aveyron (3.3 EA/100 hab), alors que la Haute-Garonne affiche une moyenne plus basse que la moyenne nationale (0.5 EA/100 hab).

LES CHIFFRES

- **46 360 exploitations (estimation 2012) :**
- **1^{re} région avec 9.7 % des exploitations françaises**
- **2 250 272 ha : 2^e région avec 8.5 % de la SAU métropolitaine**
- **58 800 UTA : 3^e région avec 8 % de la main-d'œuvre agricole française**
- **SAU moyenne de 49 ha par exploitation contre 56 ha en France métropolitaine**
- **4^e région productrice de céréales et oléo-protéagineux avec 8 % des surfaces françaises**
- **1^{re} région productrice de semences avec 13 % des surfaces françaises**
- **7^e région viticole avec 4.5 % des surfaces en vignes à raisin de cuve**
- **4^e région productrice de fruits avec 12 % des surfaces françaises**
- **6^e région bovine avec 6.5 % des effectifs français**



Nombre d'exploitations agricoles pour 100 habitants :

- Moins de 0.5 EA
- 0.5 à 0.75 EA (moyenne France)
- 0.75 à 1.66 EA (moyenne MP)
- 1.66 à 2.5 EA
- 2.5 à 5 EA
- Plus de 5 EA

DENSITÉ D'EXPLOITATIONS AGRICOLES RAPPORTÉE À LA POPULATION*

(Source INSEE 2010 - RA 2010)

* Cette carte présente le nombre d'exploitations par canton, rapportée au nombre d'habitants (nombre d'EA pour 100 habitants). La légende permet de comparer la situation de chaque canton par rapport à la moyenne nationale : 0.75 EA pour 100 habitants ; et par rapport à la moyenne régionale : 1.66 EA pour 100 habitants.

Malgré une augmentation progressive de la taille des exploitations, **la SAU moyenne régionale reste inférieure de 11 % à la moyenne française**. Les structures de petite dimension économique (cf définition p.46), situées principalement en zone de montagne, représentent encore 45 % des exploitations recensées sur la région en 2010. Si leur nombre est en diminution, elles semblent mieux se maintenir que les exploitations moyennes dont le nombre a baissé de 26 % en 10 ans.

- **1^{re} région ovine avec 25 % des effectifs français**
- **5^e région caprine avec 11 % des effectifs français**
- **4^e région équine avec 8.5 % des effectifs français**
- **5^e région porcine avec 3 % des effectifs français**
- **6^e région en volailles et palmipèdes avec 4 % des effectifs français**
- **1 exploitation sur 10 pratique une activité de diversification***
- **1 exploitation sur 5 commercialise des produits en circuit court**
- **6 % des exploitations et 5.7 % de la SAU sont en Agriculture Biologique (ou en conversion)**
- **25 % des exploitations commercialisent des produits sous SIQO (hors AB)**

(Sources : RA 2010 - Terruti 2014 - BAEA 2012 - agence Bio 2013)

* « Diversification » inclut la transformation (hors vins), l'accueil, l'agrotourisme, les travaux à façon, la production d'énergie renouvelable et toute autre activité lucrative qui ne soit pas de la production agricole.



La région **Midi-Pyrénées présente une très grande diversité de productions agricoles sur son territoire (cf carte en pages 24-25)**. La variabilité des paysages et du climat ont permis le développement d'agricultures très variées, couvrant pratiquement la totalité des productions agricoles existantes en France. En effet, si les territoires

de montagne et de causses sont propices à l'élevage d'herbivores, les plaines et coteaux du centre de la région sont plutôt orientés vers les grandes cultures, avec des zones adaptées au développement des cultures pérennes (vigne et arboriculture).

INOSYS, UNE NOUVELLE LECTURE DU RECENSEMENT AGRICOLE

Initié en 2011, le projet INOSYS des Chambres d'Agriculture a permis d'établir une nouvelle typologie des systèmes d'exploitations agricoles. Basée sur une méthode « à dire d'expert », cette typologie a été construite avec des critères de tri objectifs, définis à partir de la réalité du fonctionnement des exploitations. Il s'agit d'une nouvelle clé d'entrée pour analyser les résultats du RA 2010.

Le Pôle permanent Économie et Prospective des Chambres d'Agriculture de Midi-Pyrénées a construit la typologie INOSYS pour la région, à partir du cadre défini nationalement. Ce travail a permis, avec l'étroite collaboration de la DRAAF, de traiter très finement les données du RA 2010 et ainsi d'aller plus loin dans le descriptif des systèmes agricoles présentés dans ce document.

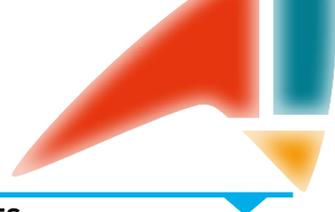
En Midi-Pyrénées, la typologie INOSYS classe 36 277 exploitations agricoles en 31 familles de production (Typologie Générale), qui se déclinent ensuite en 100 groupes (Typologie Principale) et 201 systèmes (Typologie Détaillée). Les 11 342 exploitations restantes sont considérées comme « non professionnelles » car de petite dimension économique et mobilisant moins d'un mi-temps (0.5 UTA).

CARACTÉRISTIQUES DES EXPLOITATIONS AGRICOLES (Source RA 2010/INOSYS)

Grandes orientations de production	RA 2010		RA 2000		Évolution sur la période 2000/2010	
	Nombre d'exploitations	SAU en hectares	Nombre d'exploitations	SAU en hectares	Exploitations	SAU
<i>Grandes cultures</i>	8 400	588 597	8 880	511 767	-5.4 %	+15 %
<i>Cultures permanentes et spécialisées</i>	2 784	82 490	3 285	80 275	-15.3 %	+2.8 %
<i>dont</i>						
Arboriculture	999	28 383	1 255	29 375	-20.4 %	-3.4 %
Maraichage-horticulture	689	5 280	785	4 236	-12.2 %	+24.6 %
Viticulture	1 096	48 828	1 245	46 664	-12 %	+4.6 %
<i>Polyculture</i>	1 541	69 081	2 029	85 165	-24.1 %	-18.9 %
<i>Élevage herbivore</i>	13 504	895 849	16 665	893 992	-19 %	+0.2 %
<i>dont</i>						
Bovin lait	1 352	78 209	1 844	79 940	-26.7 %	-2.2 %
Bovin viande	6 783	419 707	7 841	385 074	-13.5 %	+9 %
Élevage caprin	220	8 534	176	4 693	+25 %	+81.8 %
Élevage herbivore mixte	2 410	188 079	3 725	236 761	-35.3 %	-20.6 %
Ovins lait	1 346	113 257	1 302	95 829	+3.4 %	+18.2 %
Ovins viande	1 393	88 064	1 777	91 695	-21.6 %	-4 %
<i>Élevage granivore (porcs, volailles, palmipèdes, lapins)</i>	514	3 652	301	2 615	+70.8 %	+39.6 %
<i>Polyculture-élevage</i>	5 684	455 782	9 896	593 313	-42.6 %	-23.2 %
<i>dont</i>						
Polyculture-polyélevage	348	32 889	501	35 288	-30.5 %	-6.8 %
Polyculture-élevage herbivore	3 939	341 173	7 018	451 695	-43.9 %	-24.5 %
Polyculture-élevage granivore	1 397	81 720	2 377	106 330	-41.2 %	-23.1 %
<i>Autres élevages</i>	3 837	84 721	5 364	89 384	-28.5 %	-5.2 %
<i>dont</i>						
Élevage équin, apiculture et autres élevages divers	1 170	23 123	1 120	18 576	+4.5 %	+24.5 %
Microélevage très diversifié	2 125	23 600	3 573	35 954	-40.5 %	-34.4 %
Polyélevage	542	37 997	671	34 853	-19.2 %	+9 %
Total des exploitations du champ INOSYS	36 277	2 180 171	46 593	2 256 544	-22.1 %	-3.4 %
<i>Exploitations non professionnelles (hors champ INOSYS)</i>	<i>11 342</i>	<i>111 100</i>	<i>13 651</i>	<i>105 371</i>	<i>-16.9 %</i>	<i>+5.4 %</i>
TOTAL DES EXPLOITATIONS DU RA 2010	47 619	2 291 270	60 244	2 361 914	-21 %	-3 %

PLUS D'INFOS sur

Agreste : http://agreste.agriculture.gouv.fr/region_5/midi_pyrenees_142/index.html
Chambre régionale d'agriculture : <http://www.mp.chambagri.fr/-INOSYS-.html>



LES CHIFFRES CLÉS DE L'ÉCONOMIE DES EXPLOITATIONS AGRICOLES DE MIDI-PYRÉNÉES

(Source comptes de l'agriculture – RICA)

<i>L'économie agricole de Midi-Pyrénées (Comptes de l'Agriculture)</i>	<i>Midi-Pyrénées</i>	<i>France Métropolitaine</i>	<i>Comparaison Part MP/FR</i>
Valeur ajoutée brute régionale (en millions d'euros) - "2013"*	1 502	29 045	5,2 %
EBE régional (en millions d'euros) - "2013"	1 793	29 879	6 %
dont subventions d'exploitation (non liée au produit) - "2013"	44 %	31 %	

<i>Indicateurs de l'économie des exploitations agricoles (Comptes de l'Agriculture et RICA)</i>	<i>Midi-Pyrénées</i>	<i>France Métropolitaine</i>	<i>Comparaison Part MP/FR</i>
RCAI (€/UTANS) - "2013"	20 966	32 962	64 %
Évolution du RCAI entre "2012" et "2013"	-12 %	-2 %	
Évolution moyenne annuelle du RCAI entre "1990" et "2013"	1.1 %	2.6 %	
Productivité des surfaces (€/UTA) - "2013"	1 493	2 313	65 %
Productivité de la main-d'œuvre (€/UTA) - "2013"	67 990	97 493	70 %
Charges à l'hectare (€/ha) - "2013"	1 580	2 180	72 %
Taux d'endettement moyen des exploitations - "2013"	32 %	41 %	

* L'indication "20.." : moyenne triennale affectée à l'année indiquée ("2013" : moyenne des résultats 2011, 2012 et 2013 affectée à 2013)



Malgré le poids de son agriculture, Midi-Pyrénées ne représente que 6 % de la valeur ajoutée agricole nationale et 7 % de l'EBE alors qu'elle compte 10 % des exploitations. La productivité des exploitations agricoles de la région est assez faible et leurs résultats économiques sont globalement bas.

Historiquement, **le revenu agricole moyen (RCAI/UTANS) en Midi-Pyrénées a toujours été en dessous de la moyenne nationale** - en moyenne les 2/3 sur les 20 dernières années. Pourtant, depuis 2010, la région a légèrement comblé l'écart et dépassé les 70 %.



ANALYSE ÉCONOMIQUE DE LA FERME MIDI-PYRÉNÉES

CAMPAGNE 2013-2014 (Source : CERFRANCE Midi-Pyrénées)

Le point campagne : 2013 : Une campagne difficile !

Les aléas climatiques ont pénalisé les rendements des cultures, de la vigne et de certains fruits. Pour les grandes cultures après plusieurs années favorables, la baisse des cours et la poursuite de la hausse des charges place la campagne 2013 en dessous de la moyenne des cinq dernières années. En viticulture, la bonne tenue des cours n'a compensé que très partiellement la baisse des rendements. En arboriculture, les situations sont très contrastées selon les espèces.

Au niveau des élevages (bovins, ovins) malgré des cours supérieurs à la campagne précédente, l'augmentation des charges affecte le résultat des entreprises.

Globalement, les résultats insuffisants en 2013 ont affecté le fonds de roulement et les trésoreries. Le nombre d'entreprises se trouvant en « bonne santé financière » chute fortement.

Moins de produit végétal, plus de charges

Une grande majorité des exploitations adhérentes aux CERFRANCE figure dans les catégories « moyennes et grandes exploitations » selon la classification du recensement agricole.

8 exploitations de l'échantillon sur 10 sont spécialisées dans une production. Avec 27 % de l'effectif total, les céréaliers arrivent en première place. Malgré tout, les exploitations avec de l'élevage sont majoritaires et l'élevage bovin viande est le plus représenté ; vient ensuite la production bovin lait.

Le produit total chute de 9.5 %. Le produit grandes cultures en est le principal responsable (rendements plus faibles et prix de vente moins bien orientés).

Dans le même temps, les charges continuent de croître (+ 3.4 %) mais à un degré moindre par rapport aux précédents exercices. La moitié de la hausse provient des cotisations sociales des exploitants.

L'EBE s'est fortement dégradé, le taux de rentabilité n'atteint que 21 % soit 10 points de moins qu'en 2012. Le pourcentage des entreprises dont l'EBE est inférieur à 20 000 € passe de 15 % en 2012 à 38 % en 2013.

Un EBE insuffisant

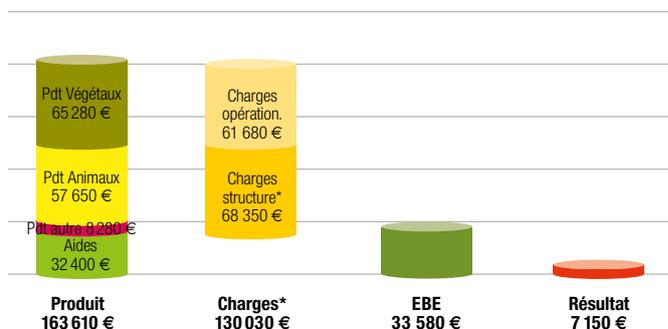
Les annuités continuent d'augmenter en 2013. Le montant de l'EBE étant faible, 63 % de celui-ci sert au remboursement de la dette. En 2014, les annuités seront tout aussi importantes puisque les nouveaux investissements (23 970 €), ont été financés par l'emprunt à hauteur de 85 %. Malgré des prélèvements privés restreints (13 550 €/UTHF), l'EBE est insuffisant pour couvrir l'ensemble des besoins. Le fonds de roulement s'est dégradé de - 8 000 € et la trésorerie nette globale de - 5 230 €. Les marges de sécurité réalisées en 2012 se trouvent en grande partie consommées à la fin de l'exercice 2013.

La trésorerie est touchée

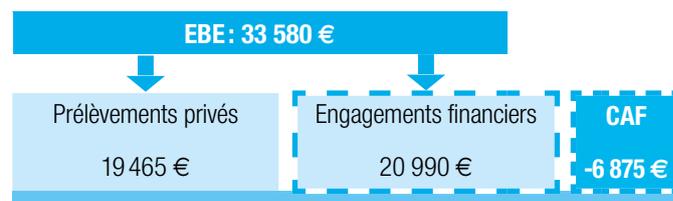
La part des entreprises se situant en sérénité a fortement chuté entre 2012 et 2013 au profit de celles positionnées en alerte et danger qui ont nettement augmenté. La forte baisse de l'EBE, plus des annuités conséquentes expliquent cette évolution. Le taux d'endettement moyen progresse de 3 points et atteint 42 % dont 17 % à court terme. Le fonds de roulement moyen couvre sept mois du cycle de charges. Cette moyenne cache des situations financières très différentes. Pour un tiers des entreprises, le fonds de roulement assure moins de trois mois du cycle de charges.

L'échantillon CERFRANCE

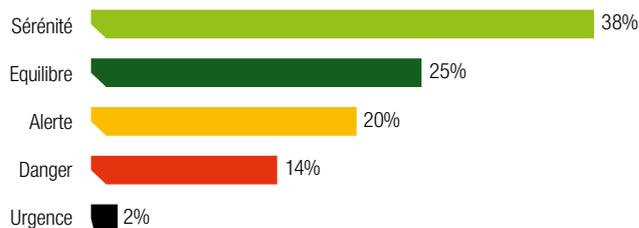
- 7 166 exploitations dont 46 % individuelles, 30 % EARL, 17 % GAEC
- SAU : 92 ha dont 42 ha de SFP et 42 ha de SCOP
- 1.4 UTH familiale / 0.4 UTH salariée



CONSTRUCTION DU RÉSULTAT ÉCONOMIQUE



UTILISATION DE L'EBE



SANTÉ FINANCIÈRE DES EXPLOITATIONS

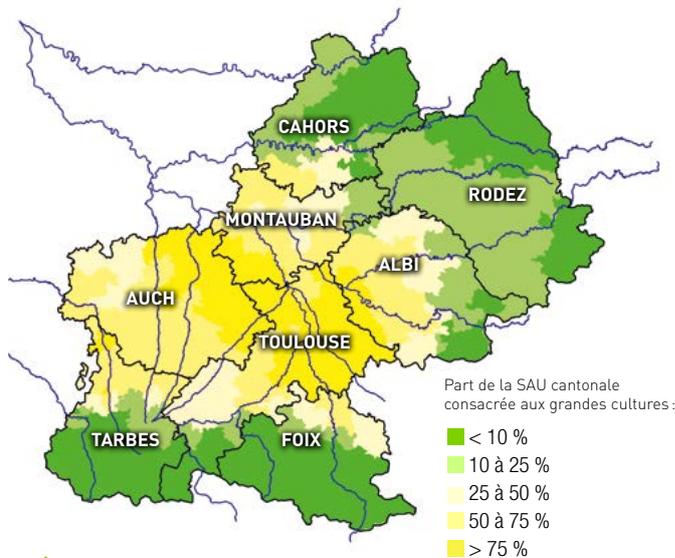
LES GRANDES CULTURES

Les grandes cultures et les semences occupent plus d'**1 million d'hectares dans la SAU régionale**. Elles sont concentrées dans les zones de plaines et de coteaux, voire de piémont. Le développement des grandes cultures est étroitement lié à leur exportation sur les marchés espagnols (maïs, blé tendre) et maghrébin (blé dur), ainsi qu'à leur utilisation locale pour l'alimentation animale (maïs) ou la transformation (farine, huile...).

En Midi-Pyrénées, 12240 exploitations ont un atelier de « grandes cultures » significatif* et concentrent 83 % des surfaces totales régionales de grandes cultures. Parmi ces exploitations, 60 % ont exclusivement des productions végétales, 31 % sont en polyculture élevage et 9 % sont spécialisées en élevage (grandes cultures essentiellement destinées à l'alimentation animale).

Composante essentielle de la production de grandes cultures dans la région, l'irrigation constitue une assurance contre les aléas climatiques, en garantissant la qualité et un haut niveau de production. En 2010, 16 % des surfaces de grandes cultures sont irriguées, et en particulier 79 % des surfaces de maïs (grain/semence), 74 % des surfaces de soja et 18 % des surfaces de sorgho.

* Définition INOSYS : plus de 20 ha de « grandes cultures », incluant les grandes cultures classiques céréales oléo-protéagineux (COP) et semences, mais aussi les cultures industrielles et cultures spéciales (betterave, houblon, tabac, ail, PPAM, semences grainières)



RÉPARTITION DES SURFACES EN GRANDES CULTURES

(Source RA 2010)

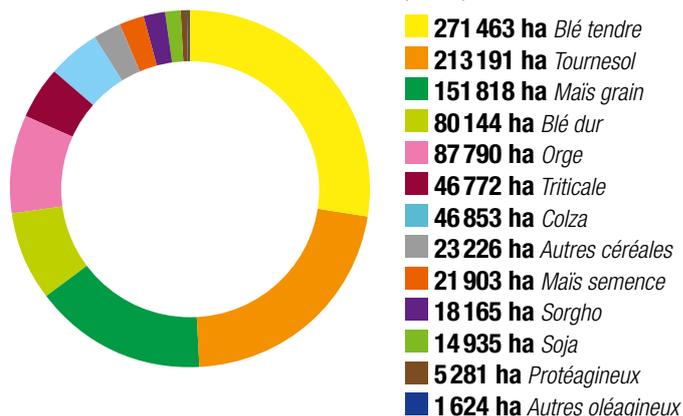
LES CHIFFRES

- **983 000 ha de grandes cultures en 2013, soit 8 % des Surfaces Françaises (SF) dont 47 000 ha de semences en 2013 dont 35 300 ha en AB (ou en conversion)**

ZOOM SUR LES CÉRÉALES ET OLÉO-PROTÉAGINEUX :

- **1^{re} région productrice de tournesol : 28 % des SF**
- **1^{re} région productrice de sorgho : 35 % des SF**
- **1^{re} région productrice de semences : 13 % des SF**
- **2^e région productrice de blé dur : 24 % des SF**
- **4.6 millions de tonnes de COP produites en 2013**
dont 87 % de céréales et 12 % d'oléagineux
- **4 300 exploitations spécialisées COP avec 5 030 UTA dont 300 salariées**
dont céréales : 728 millions d'euros
dont oléagineux : 198 millions d'euros
dont protéagineux : 4 millions d'euros
- **930 Millions d'euros, soit 23% du produit agricole de Midi-Pyrénées en 2013**
Dont céréales : 728 millions d'euros
Dont oléagineux : 198 millions d'euros
Dont protéagineux : 4 millions d'euros
- **3^e produit le plus exporté en Midi-Pyrénées avec 641 millions d'euros de COP exportés en 2013**
- **Solde commercial positif de 523 millions d'euros en 2013**
- **110 IAA (Fabrication de produits de boulangerie-pâtisserie, pâtes alimentaires) avec 1228 ETP**
- **589 établissements de commerce de gros de céréales, employant 2819 salariés**

(Sources SAA 2013, GNIS 2013, Agence BIO 2013, Comptes de l'agriculture 2013, Memento DRAAF, OBSECO CCI)



SURFACES CULTIVÉES EN GRANDES CULTURES EN 2013

(Source SAA 2013)

CARACTÉRISTIQUES DES EXPLOITATIONS AYANT DES GRANDES CULTURES*

(Source : RA 2010/INOSYS)

	Ayant un atelier grandes cultures significatif*	Dont spécialisées COP en sec	Dont spécialisées COP avec irrigation	Dont spécialisées COP et autres cultures
Nombre d'exploitations	12 240	2 404	1 899	1 895
SAU moyenne en ha	97	83	102	83
Surface moyenne en grandes cultures	65	76	93	65
SAU moyenne irriguée	14	0	33	12
UTA moyennes	1.7	1.1	1.3	1.4
UTA salariées moyennes	0.3	0.1	0.2	0.4
% surface grandes cultures du RA 2010	83%	19%	18%	13%

* >= 20 ha de « grandes cultures » : COP + semences + cultures industrielles et cultures spéciales (betterave, houblon, tabac, ail, PPAM, semences grainières)

ANALYSE ÉCONOMIQUE DES EXPLOITATIONS EN GRANDES CULTURES

CAMPAGNE 2013-2014 (Source : CERFRANCE Midi-Pyrénées)

Le point campagne : Baisse significative des revenus

Plusieurs facteurs défavorables affectent le revenu en 2013, notamment une baisse de la production et des cours.

La pluie du printemps et le faible ensoleillement pénalisent le rendement des cultures d'hiver. Les semis de tournesol et de maïs sont fortement perturbés et s'étalent sur une longue période, causant un retard de croissance que la chaleur de l'été ne permet pas de rattraper.

Malgré une demande soutenue, les cours sont en recul, du fait d'une bonne récolte en blé dans les pays de l'Est et de maïs aux USA.

Dans ce contexte difficile, les charges continuent de s'accroître, aggravant les difficultés.

Manque de rentabilité

Entre 2012 et 2013, le produit des exploitations céréalières diminue de près de 30 %, alors que charges opérationnelles et charges de structure progressent chacune de 5 %.

La charge moyenne d'engrais dépasse désormais 200 €/ha, soit une hausse de 7 %. La progression est plus forte encore (+9 %) pour les traitements, plus nombreux du fait des pluies continues. Mais la hausse la plus marquée est celle des cotisations sociales des exploitants, dont le calcul prend en compte l'année 2012 au lieu de 2009.

Avec une moyenne des revenus négative, la campagne 2013 compte parmi les moins bonnes de la décennie. Seules 35 % des exploitations affichent un revenu positif.

En raison du faible niveau de rentabilité (EBE/Produit = 13%), les ressources sont en forte baisse sur la campagne et ne laissent aucune marge de sécurité pour financer l'entreprise.

Le montant des investissements diminue de 20 % par rapport à celui de 2012, mais davantage d'emprunts sont contractés. Le taux moyen d'endettement passe de 39 à 44 % et celui des dettes à court terme de 15 à 19 %.

Faute d'une trésorerie suffisante, nombre d'exploitants ont recours à des avances de campagne. Pour les exploitations en difficulté financière, il existe deux priorités : réduire au maximum les investissements et mettre en œuvre des actions pour réduire la sensibilité de leur revenu aux fluctuations de la conjoncture.

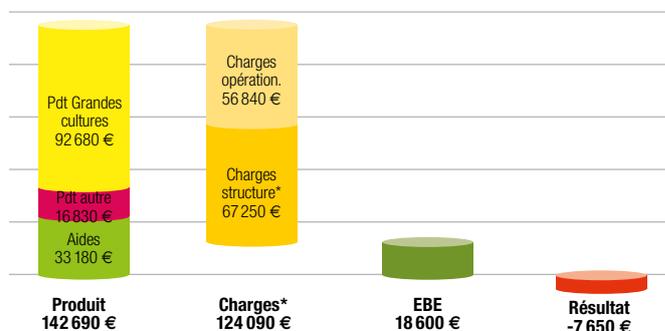
Dégradation des trésoreries

Comparée à 2012, la situation financière des exploitations céréalières se dégrade. Seulement 48 % des exploitations contre 91 % l'an passé présentent encore une situation de 'sérénité' ou d'équilibre'.

La trésorerie nette globale a perdu le 1/3 de sa valeur mais reste positive ; elle s'établit à 30 000 € environ. Le besoin en fonds de roulement a baissé, ce qui permet au fonds de roulement de couvrir 9 mois de charges, comme l'an passé. Bien que les effets négatifs de la campagne aient été en partie atténués par les excédents résultant de la campagne 2012, l'arrivée d'une nouvelle campagne comparable à 2013 risque de creuser les déficits.

L'échantillon CERFRANCE

- 1 868 exploitations spécialisées dont individuelles 52 %, EARL 29 %
- SAU : 110 ha dont 14 ha irrigués céréales : 61 ha, oléagineux et protéagineux : 35 ha, jachère : 6 ha
- 1.2 UTH familiale / 0.1 UTH salariée



CONSTRUCTION DU RÉSULTAT ÉCONOMIQUE



UTILISATION DE L'EBE



SANTÉ FINANCIÈRE DES EXPLOITATIONS

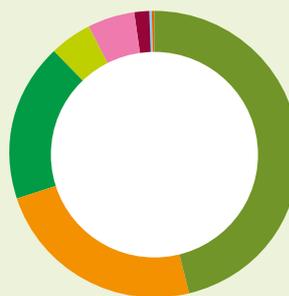
LES CHIFFRES

- 1^{ère} région productrice avec 13.5% des surfaces France
- 4 132 agriculteurs multiplicateurs en 2013
- 44 467 ha en 2012, 47 848 ha en 2013 et 54 590 ha en 2014 toujours en progression
- Balance commerciale positive

(Source : GNIS)

Progression de la production

La filière semence se caractérise par des contrats de production évitant la volatilité des prix. 1^{re} production, le maïs semence est en progression depuis 2011, Midi-Pyrénées réalisant en 2013 46 % des surfaces françaises. Les oléagineux progressent également : 51 % des surfaces de tournesol et 36 % des surfaces de colza sont produites en 2013 en Midi-Pyrénées. Les semences de céréales, avec 8 600 ha, sont également très présentes sur la région. On observe aussi un bon positionnement pour la production de semences de betteraves fourragère et sucrière, de carotte et d'oignons. Pour l'ensemble de ces cultures à haute valeur ajoutée, l'irrigation est indispensable.



- 22 182 ha Maïs
- 11 313 ha Oléagineux
- 8 590 ha Céréales
- 2 262 ha Potagères
- 2 481 ha Fourragères et gazons
- 775 ha Betteraves sucrières et chicorée
- 151 ha Protéagineux
- 63 ha Sorgho
- 32 ha Autres

SURFACE DE SEMENCES EN MIDI-PYRÉNÉES : 47 848 HA (Source Gnis, campagne 2013/2014)

ANALYSE ÉCONOMIQUE DES EXPLOITATIONS EN MAÏS SEMENCES

CAMPAGNE 2013-2014 (Source : CERFRANCE Midi-Pyrénées)

Le point campagne : Une campagne pluvieuse

En 2013, ce sont des surfaces record de multiplication qui sont mises en place dans la région (22 180 ha soit +14 % par rapport à 2012). La demande en semences de maïs est soutenue partout en Europe et dans le monde alors que l'état des stocks est au plus bas.

Les pluies importantes du printemps ont perturbé le travail des producteurs. Après des semis tardifs et répartis sur plusieurs périodes, les difficultés de castration contribuent à diminuer le potentiel des cultures. Les résultats techniques sont moyens avec toutefois des écarts entre départements.

Moins de produit et des charges toujours élevées

Le résultat courant reste positif, mais en baisse de 70 % par rapport à celui de 2012 (qui était le plus élevé de la décennie) en raison de la chute du produit grandes cultures hors semences et de la hausse de l'ensemble des charges (+5 %). Parmi ces dernières, les principaux postes concernés sont : les cotisations sociales exploitant (+24 %), les produits phytosanitaires (+10 %) et dans une moindre mesure les engrais et les semences. Le produit du maïs semence est quant à lui relativement stable grâce à l'augmentation de la surface multipliée. La culture a dégagé un produit moyen de 3 940 €/ha.

Les ressources en baisse sur la campagne 2013 ne laissent aucune marge de sécurité pour financer la modernisation de l'entreprise. L'heure est à la stabilité pour les investissements qui s'établissent à 42 000 € (nets de cessions), au même niveau qu'en 2012. Ils ont été financés à hauteur de 88 % par des emprunts. La dépendance de l'exploitation vis-à-vis de financements extérieurs s'accroît.

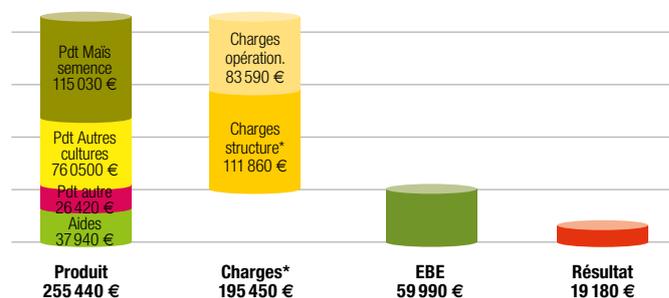
Des taux d'endettement toujours élevés

Fin 2013, 81 % des exploitations présentent un risque financier faible ou nul, contre 92 % l'an passé. La situation financière reste saine pour une majorité de producteurs, mais un écart se creuse avec quelques exploitations à risque qui étaient quasiment absentes en 2012.

Le taux d'endettement atteint 51 % dont 19 % de dettes à court terme. Le fonds de roulement couvre près de 200 jours de fonctionnement, mais il est en net recul, ainsi que la trésorerie nette.

L'échantillon CERFRANCE

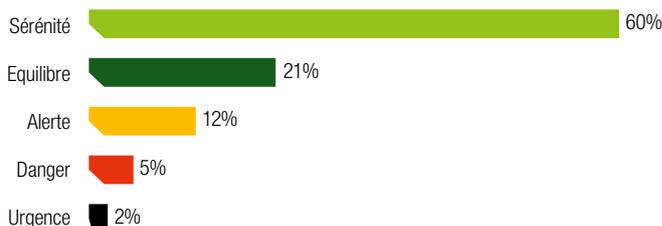
- 169 exploitations spécialisées dont 51 % EARL, 29 % individuelles, 12 % GAEC
- SAU : 109 ha dont 29 ha de maïs semence et 4 ha autres semences
- 1.4 UTH familiale / 0.8 UTH salariée



CONSTRUCTION DU RÉSULTAT ÉCONOMIQUE



UTILISATION DE L'EBE



SANTÉ FINANCIÈRE DES EXPLOITATIONS

- 1 541 exploitations, 2686 UTA dont 668 UTA Salariés
- 77 % ont un atelier GC significatif
- 44 % ont un atelier légume significatif
- 42 % ont un atelier arboricole significatif
- 39 % ont un atelier viticole significatif

(Sources RA2010/Inosys)

50 % des exploitations commercialisent en partie en circuit court

Les exploitations de polyculture occupent 3 % de la SAU et emploient 7% des salariés agricoles de Midi-Pyrénées. Elles sont caractérisées par la présence de plusieurs ateliers de différentes cultures. On les trouve surtout en Tarn-et-Garonne et dans le Gers avec la présence d'ateliers arboricole et/ou viticole. Elles sont situées majoritairement en zone irriguée et sur les terroirs viticoles et de production d'ail ou melon. La majorité d'entre elles associe aux grandes cultures un atelier de cultures pérennes ou spécialisées permettant de rechercher de la valeur ajoutée.

CARACTÉRISTIQUES DES EXPLOITATIONS DE POLY CULTURE

(Sources : RA/INOSYS)

	Polyculteurs cultures pérennes et spécialisées	Polyculteurs grandes cultures et autre atelier végétal	dont Grandes cultures et arboriculture	dont Grandes cultures et viticulture
Nombre d'exploitations	365	1 176	399	355
SAU moyenne en ha	17.5	53.3	47.9	82.7
SAU moyenne irriguée	6.8	18.1	15.3	33.3
% expl. En circuit court	46%	47%	56%	23%
SAU moyenne arboriculture	4.0	3.3	4.5	2.1
SAU moyenne viticulture	5.4	7.3	2.7	10.2
SAU moyenne maraîchage et légumes de plein champs	1.9	3.2	2.8	12.2
SAU moyenne en grandes cultures (COP + cultures industrielles)	15.5	44.4	40.0	62.3
UTA total moyenne	1.7	1.7	1.7	2.0
UTA salarié moyenne	0.5	0.4	0.4	0.6

ANALYSE ÉCONOMIQUE DES EXPLOITATIONS EN POLY CULTURE

CAMPAGNE 2013-2014 (Source : CERFRANCE Midi-Pyrénées)

Le point campagne

Les aléas climatiques de 2013 et la pluie de l'automne ont pénalisé les rendements des céréales d'hiver, de certains fruits (raisin de table, cerise, abricot, pêche...) et de la vigne. Pour les grandes cultures, la baisse des cours a amplifié la chute du produit. En arboriculture, les situations sont très contrastées selon les espèces et les périodes de récolte. Le raisin est le plus touché, le temps automnal a pénalisé la qualité et la consommation. La prune en revanche a bénéficié d'un marché porteur. Pour la vigne, malgré des cours en hausse, la perte de récolte est telle que le produit viticole diminue. Dans le même temps, les charges continuent à augmenter. Après plusieurs années plutôt bien orientées, le revenu marque un retrait très significatif.

Diminution du produit grandes cultures et charges en hausse

Bon nombre de ces structures compensent le manque de surface par des productions végétales à plus forte valeur ajoutée dont une partie est irriguée. Le maraîchage assure 16 % du produit hors aide (la culture de l'ail est prépondérante), l'arboriculture 13 % et enfin la viticulture 8 %. Les autres productions végétales sont marginales. Les aides s'élèvent à 310€ par ha et représentent 16 % du produit total. La baisse du produit végétal est à imputer en totalité aux grandes cultures. Les autres productions ont permis de modérer la chute du produit. Dans le même temps, les charges progressent de 4% (notamment cotisations sociales exploitants, salaires).

Un EBE insuffisant malgré des prélèvements privés faibles

Du fait de la forte diminution de l'EBE, le remboursement des annuités absorbe les deux tiers de l'EBE contre 30 % en 2012. Malgré des prélèvements privés restreints (11 300 € par UTH familial), la situation financière de ces exploitations s'est tendue. Le fonds de roulement s'est dégradé de 5 500 € et la trésorerie nette de 1 540 €.

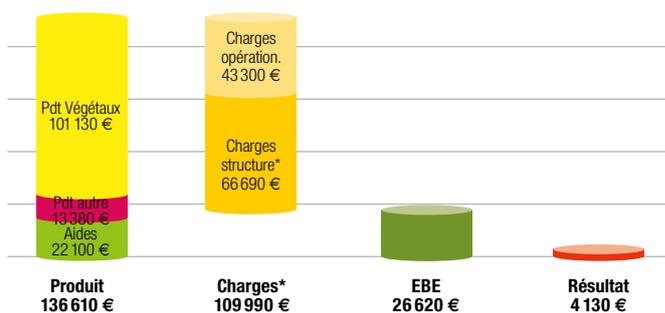
Dans le même temps, ces exploitations ont investi pour 22 200 € dont 88 % a été financé par des emprunts. Le contexte en grandes cultures étant difficile également sur la campagne 2014, bon nombre d'entreprises seront dans une situation économique comparable à celle de 2013 avec, en plus, une situation financière plus dégradée.

Une situation financière fragilisée

L'endettement total moyen a progressé de 3 points entre 2012 et 2013 et se chiffre à 46 % dont 19 % à court terme.

L'échantillon CERFRANCE

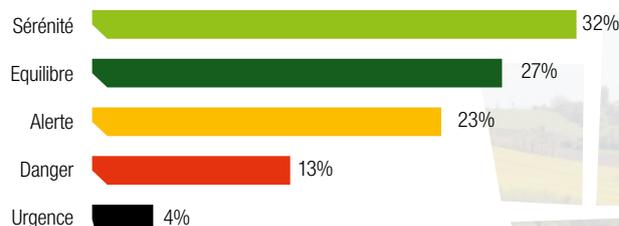
- 298 exploitations dont 48 % individuelles, 31 % EARL et 10 % GAEC
- SAU : 71 ha dont 9% sont irriguées
- 1.4 UTH familiale / 0.6 UTH salariée



CONSTRUCTION DU RÉSULTAT ÉCONOMIQUE



UTILISATION DE L'EBE



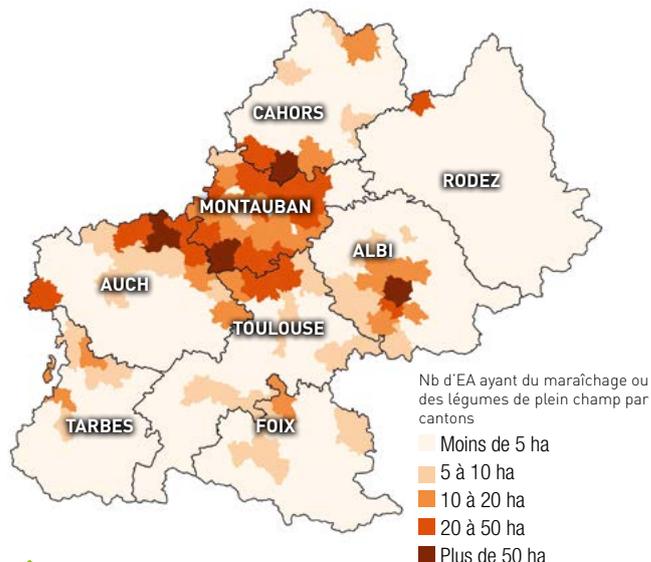
SANTÉ FINANCIÈRE DES EXPLOITATIONS

LE MARAÎCHAGE ET L'HORTICULTURE

Les cultures légumières et de pommes de terre occupent 11 750 ha avec **2 produits phares, le melon et l'ail**, et une dominante de légumes de plein champ. Les zones de production s'organisent en fonction des terroirs de Midi-Pyrénées :

- le melon en Tarn-et-Garonne, Gers et Lot. Il bénéficie d'une IGP Melon du Quercy ;
- l'ail dans 3 zones : le Tarn avec le Label Rouge Ail rose de Lautrec, le Gers et le Tarn-et-Garonne avec l'IGP Ail Blanc de Lomagne et la Haute-Garonne et le Gers avec l'ail violet de Cadours (AOP en cours) ;
- le maïs doux et les haricots verts dans le Gers et les Hautes-Pyrénées ;
- le haricot sec dans les Hautes-Pyrénées avec le Label Rouge Haricot Tarbais.

Les exploitations ayant un atelier légume significatif* (INOSYS) représentent 74 % des surfaces de légumes de la région Midi-Pyrénées. Parmi ces 1 870 exploitations, 79 % sont exclusivement orientées sur les productions végétales et 20 % en polyculture élevage. On compte uniquement 308 exploitations spécialisées maraîchage qui ne représentent que 5 % des surfaces de légumes de Midi-Pyrénées.



RÉPARTITION DES EXPLOITATIONS MARAÎCHÈRES

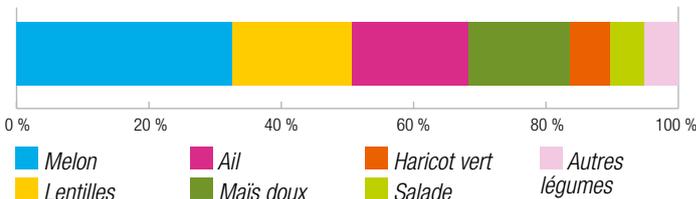
(Source : RA 2010, INOSYS)

CARACTÉRISTIQUES DES EXPLOITATIONS MARAÎCHÈRES ET HORTICOLES

(Source RA 2010/Inosys)

	Ayant maraîchage et/ou légume plein champ*	Dont spécialisées maraîchage (1)	Ayant de l'horticulture ou pépinières	Dont spécialisées horticulture pépinières (2)
Nombre d'exploitations	1 909	308	499	379
% exploitations en AB	16 %	40 %	4 %	3 %
SAU moyenne en ha	41	8	12.6	5.9
SAU moyenne en légumes ou horticulture en ha	4.0	1.6	1.5	1.8
sau moyenne irriguée en ha	9.7	2.0	2.7	2.1
UTA total moyenne	2.3	2.1	3.0	3.2
UTA Salarié moyenne	0.2	0.4	1.6	1.8

* présence de cultures légumières sous serre ou plus de 5 espèces légumières cultivées en plein champ ou plus d'1,5 ha de légumes de plein champ si moins de 5 espèces légumières.
 (1) Exploitations avec cultures légumières sous serre ou plus de 5 espèces légumières et avec plus de 2/3 de la production brutes standart liée au maraîchage
 (2) 2/3 de la production brute standard liée à l'horticulture pépinières.



RÉPARTITION DES SURFACES CULTIVÉES POUR LES PRINCIPALES ESPÈCES LÉGUMIÈRES : 11 750 HA

(Source : SAA 2013)

IMPORTS-EXPORTS SUR 5 ANS - LÉGUMES ET MELONS, RACINES ET TUBERCULES

(Source OBSECO, Douanes)

	2009	2010	2011	2012	2013
Exportations (2)	36 670	34 219	48 768	46 135	51 376
Importations (2)	42 491	50 003	58 872	70 454	93 067

(2) exprimées en milliers d'euros

LES CHIFFRES

MARAÎCHAGE

- **1 909 exploitations ont un atelier légumier significatif* dont 308 sont spécialisées**
- **11 750 ha de légumes et pommes de terre en 2013, dont 1 923 ha en AB représentant 20 % des surfaces françaises de légumes secs Bio et 5 % des surfaces de légumes frais Bio**
- **168 700 tonnes de légumes et pommes de terre produites en 2013**
- **1^{re} région française productrice d'ail : 59 % des volumes nationaux**
- **3^e région française productrice de melon : 20 % des volumes nationaux**
- **206 établissements de commerce de gros de fruits et légumes, employant 1 637 salariés**
- **66 millions d'euros pour la production de légumes et pommes de terre, soit 1.6 % du produit agricole de Midi-Pyrénées en 2013**

Dont 51 millions d'euros d'exportations

- **Solde commercial négatif en 2013 de 41,6 millions d'euros**

HORTICULTURE

- **499 exploitations ont un atelier horticulture-pépinière significatif** dont 379 sont spécialisées**
- **640 ha développés en horticulture et pépinière en 2010**
- **48 millions d'euros, soit 1.2 % du produit agricole de Midi-Pyrénées en 2013**

(Source : SAA 2013 - Agence BIO 2013 - Comptes de l'agriculture 2013 - CCI-INTERFEL)

Définition INOSYS * : plus de 1.5 ha de légumes de plein champ ou présence de cultures légumières sous serre

** : présence de cultures horticoles ou de pépinière



ANALYSE ÉCONOMIQUE DES EXPLOITATIONS MARAÎCHÈRES, HORTICOLES ET PÉPINIÈRES

CAMPAGNE 2013-2014 (Source : CERFRANCE Midi-Pyrénées)

EXPLOITATIONS MARAÎCHÈRES

Des conditions de production et de commercialisation délicates

En raison des intempéries les récoltes ont été tardives et se sont accompagnées d'une diminution des volumes commercialisés. La demande est moindre qu'en année normale sur les produits de saison comme la fraise ou l'asperge, avec une baisse de fréquentation des marchés de plein-vent. Ail : Il y a plus de production qu'en 2012, mais des lots sont déclassés surtout en ail blanc. Les prix de vente sont bas du fait d'une forte concurrence de l'ail espagnol.

Un revenu à peine positif

Dans ces exploitations très spécialisées, les ventes de légumes sont cette année en baisse de près de 20 000 € (-10 % environ) pour une exploitation moyenne. Le produit des céréales diminue également. La hausse moyenne des charges est modérée (+1 %). Les frais d'emballages par ha reculent de 8 %, et ceux de carburant de 5 %. Le coût du travail salarié est stable. Ceci compense partiellement la hausse des autres intrants et celle des cotisations MSA pour les exploitants. Le rapport EBE/produit chute à 13 %, signe d'une rentabilité insuffisante au regard des moyens financiers et humains engagés.

Des exploitations très endettées

La situation financière s'est détériorée par rapport à 2012 : une majorité d'exploitations ne dispose d'aucune capacité d'autofinancement à l'issue de la campagne.

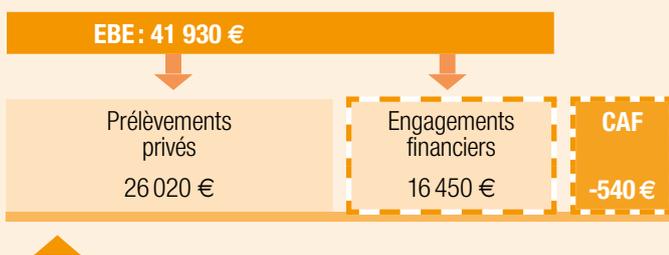
Le taux d'endettement moyen atteint 63 %, dont 30 % de dettes à court terme. Du fait de la baisse de l'EBE, 42 % des exploitations sont dans une situation financière très préoccupante, que la campagne 2014 risque d'aggraver. Face à une situation très tendue, leur priorité est de renoncer aux investissements les moins urgents.

EXPLOITATIONS HORTICOLES ET PÉPINIÈRES

L'échantillon se caractérise par la présence de fortes unités productrices (1/3 du chiffre d'affaires de l'échantillon pour 10 % des exploitations de l'échantillon). Certaines exploitations, notamment celles situées dans la périphérie des villes, commercialisent tout ou partie de leur production en direct aux particuliers.

Le climat, printanier en particulier, a une influence très directe sur le chiffre d'affaires des exploitations horticoles. La pluviométrie du printemps et de l'été 2013 explique en partie la baisse de 7 % du chiffre d'affaires en 2013, le produit horticole se situe à 235 k€, soit 58 000 €/UTH. Cela se traduit par une baisse de l'EBE de l'ordre de 18 %.

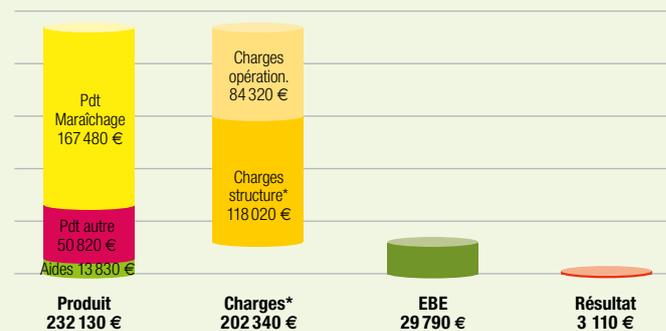
La grande majorité des exploitations de la filière (3 sur 4) reste dans une situation financière satisfaisante (Sérénité ou équilibre). 6% des exploitants ont des difficultés chroniques.



UTILISATION DE L'EBE

L'échantillon CERFRANCE

- 78 exploitations spécialisées, dont 51 % individuelles, 35 % EARL, 10 % GAEC
- SAU : 44 ha dont 8 ha de cultures maraîchères
- 1.5 UTH familiale / 2.3 UTH salariées



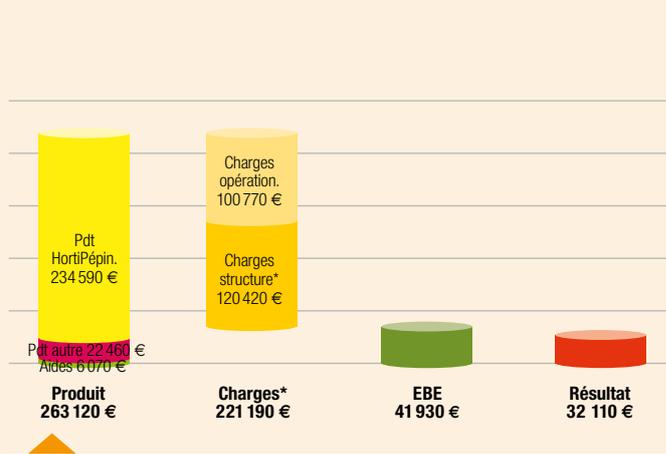
CONSTRUCTION DU RÉSULTAT ÉCONOMIQUE



UTILISATION DE L'EBE

L'échantillon CERFRANCE

- 53 exploitations dont 42 % individuelles, 23 % en EARL
- SAU : 12 ha dont 2 ha consacrés aux pépinières et/ou à l'horticulture
- 1.7 UTH familiale / 2.4 UTH salariées

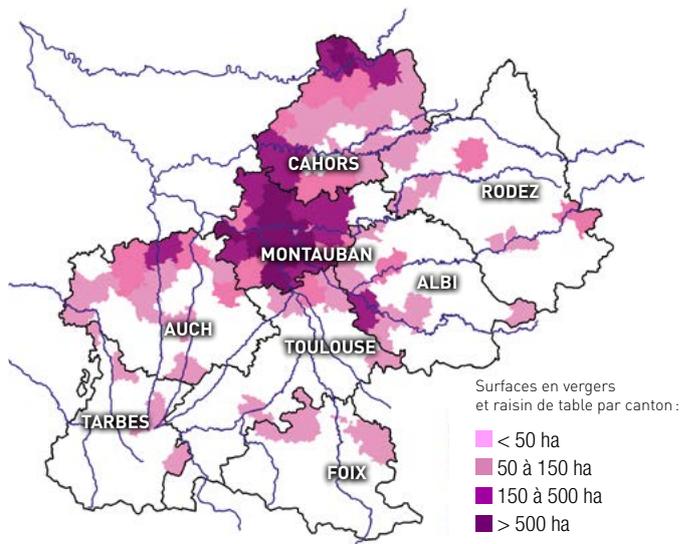


CONSTRUCTION DU RÉSULTAT ÉCONOMIQUE

L'ARBORICULTURE

Avec 12 % du verger français (y compris raisin de table), Midi-Pyrénées est la **4^e région productrice de fruits**. Elle produit l'ensemble de la gamme dans deux zones principales de production : le Tarn-et-Garonne pour les fruits frais (et la noisette), et le Lot pour la noix. La région se caractérise par une filière pommes performante et très dynamique à l'export, concentrée sur le Tarn-et-Garonne.

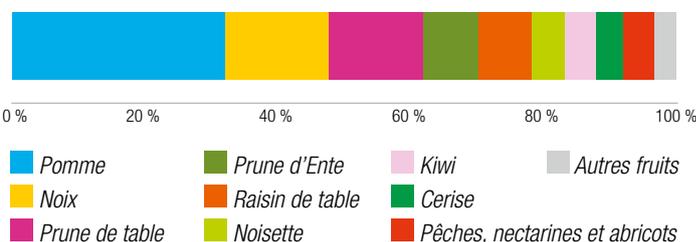
Les 1 987 exploitations ayant un atelier arboricole significatif* **représentent 96 % des surfaces fruitières de la région. Parmi ces exploitations, la majorité n'a que des productions végétales (1 511) et est plutôt spécialisée** (998)**. On compte cependant 476 exploitations qui ont un atelier animal, le plus souvent situées dans le Lot avec la noix comme culture associée.



RÉPARTITION DES SURFACES FRUITIÈRES (Source RA 2010)

Les 998 exploitations végétales spécialisées* arboriculture totalisent 4 053 UTA dont 487 UTA salariés permanents et 2 118 UTA saisonniers.

*atelier arboricole significatif : >=1 ha de verger ou de vigne à raisin de table
**spécialisées : plus de 2/3 de PBS issus productions fruitières.



SURFACES DES PRINCIPALES ESPÈCES FRUITIÈRES (Source : SAA 2013)

LES CHIFFRES

- **16 200 ha d'arbres fruitiers et vigne à raisin de table dont 32 % de pommiers, 23 % de pruniers et 23 % de fruits à coque**
dont 1 344 ha en AB ou en conversion
- **354 500 tonnes de fruits produites en 2013, dont 78 % de pommes**
- **1^{re} région productrice de prunes de table, 54 % de la production nationale**
- **2^e région productrice de pommes, 16 % de la production nationale**
- **2^e région productrice de raisin de table, 16 % de la production nationale**
- **3^e région productrice de noix, 11 % de la production nationale**
- **15 Organisations de Producteurs et 9 coopératives**
- **263 établissements de commerce de gros de fruits et légumes, employant 1 897 salariés**
- **253.9 millions d'euros, soit 6.5 % du produit agricole de Midi-Pyrénées en 2013**
dont 156 millions d'euros de fruits exportés
- **Solde commercial positif de 62 millions d'€ en 2013**
- **3 signes officiels de qualité : AOC Chasselas de Moissac, AOC Noix du Périgord, Label Rouge Reine Claude dorée ou verte**

[Sources : SAA 2013- Agence BIO 2013- Memento DRAAF - Comptes de l'agriculture 2012- CCI-INTERFEL]

CARACTÉRISTIQUES DES EXPLOITATIONS FRUITIÈRES* (Source RA 2010/Inosys)

	Plus d'1 ha de « fruitiers »	Dont spécialisées*	parmi les spécialisés celles orientées fruits à pépins **	Parmi les spécialisés celles mixtes ***	Parmi les spécialisés celles orientées fruits noyau et raisin **	Parmi les spécialisés celles orientées fruits à coque **
Nombre d'exploitations	1 987	998	221	421	243	113
SAU moyenne en ha	44.1	28.4	40.5	25.2	26.3	21.7
SAU moyenne irriguée	11.4	12.3	26.7	8.8	6.8	52.1
UTA total moyenne	3.2	4.1	9.5	3.0	2.3	1.2
UTA salariés moyennes	1.6	2.6	8.1	1.3	1.0	0.2
% exploitations avec salariés permanents	18 %	20 %	90 %	75 %	74 %	28 %
Surfaces moyennes "fruitiers"	9	13.1	23.6	10.2	9.4	11.6
% surfaces "fruitier" du RA 2010	96 %	70 %	28 %	23 %	12 %	7 %

* Exploitations avec plus de 2/3 de la production brute standard liée aux « fruitiers »

** Plus de 70% des surfaces orientées soit fruits à pépins (Pomme, Poire, Kiwi), soit fruits à noyau et raisin de table soit fruits à coque (Noix, noisette, châtaigne)

*** Mixtes fruits à pépins et fruits à noyau/raisin de table ou fruits à coque.

PLUS D'INFOS sur

Interprofession Fruits et Légumes : www.interfel.com
Centre d'Expérimentation Fruits et Légumes : www.cefel.eu

ANALYSE ÉCONOMIQUE DES EXPLOITATIONS ARBORICOLES

CAMPAGNE 2013-2014 (Source : CERFRANCE Midi-Pyrénées)

Le point campagne

2013 est une année marquée par un printemps froid et pluvieux suivie d'un automne humide avec des pertes importantes sur raisin, cerise et dans une moindre mesure sur les autres fruits à noyau. La prune de table a bénéficié d'un marché porteur ; les résultats sont bien orientés. En raisin, le contexte marché est resté défavorable sur l'ensemble de la saison, 2013 restera une année « noire ». Les rendements en pomme et noisette se sont maintenus à un bon niveau. Par contre, à partir du printemps 2014, le marché de la pomme s'est avéré tendu avec des stocks à fin juin importants engendrant des résultats hétérogènes entre exploitations.

Un produit et un EBE très fluctuants d'une entreprise à l'autre

Le chiffre d'affaires arboricole assure 89 % du produit total hors aide, soit 12 200 € par ha arboricole. Le produit total a progressé de 6 % grâce à l'arboriculture. La situation est très contrastée en fonction des productions (pomme, kiwi, cerise, prune, raisin, noix...), des variétés, du mode de conditionnement et de commercialisation. Les aides représentent moins de 4 % du produit.

Les charges opérationnelles progressent de 2 %, mais la hausse est plus conséquente pour les produits phytosanitaires (+11 %) en raison des conditions climatiques du printemps 2013. Les emballages et le coût de l'irrigation sont en repli. Le poste main-d'œuvre est le premier poste des charges hors amortissement (37 %). L'augmentation par rapport à 2012 (+7 310 €) provient d'une récolte en pomme plus abondante.

L'EBE 2013 est identique à celui de 2012. Toutefois, il existe de grandes disparités entre exploitations. Pour l'ensemble de l'échantillon, le rapport EBE/produit atteint 27 %.

Un EBE insuffisant pour presque la moitié des exploitations

Le montant des annuités demeure stable, il représente 33 % de l'EBE. Pour 46 % de l'échantillon, l'EBE 2013 est insuffisant pour couvrir l'ensemble des besoins. Pour une grande majorité des entreprises ceci provient d'une forte diminution de l'EBE entre 2012 et 2013.

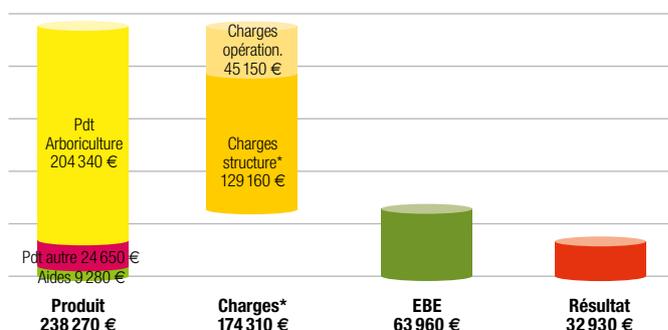
L'investissement est plus mesuré (25 800 €), financé à 80 % par des prêts, avec des écarts notables entre exploitations. 45 % d'entre elles n'a pas, ou peu, renouvelé ses équipements (- de 10 000 €) ; par contre 10 % a investi plus de 70 000 €, financé à hauteur de 65 % par le crédit. Pour la deuxième année consécutive, le fonds de roulement moyen est consolidé. Il en est de même pour la trésorerie.

Une situation financière saine pour une majorité d'entreprise

Le taux d'endettement demeure stable, il s'élève à 41 %. Les dettes CT pèsent 18 %. Le fonds de roulement couvre maintenant plus de 6 mois du cycle de charges, ceci est positif. Toutefois pour 20 % des exploitations, il demeure très insuffisant car il assure moins de 100 jours du cycle de charge. Entre 2012 et 2013, la santé financière des entreprises s'est légèrement dégradée puisque la part des structures se trouvant en alerte, danger ou urgence a progressé de 3 points. Les exploitations les plus fragilisées sont celles dont la rentabilité est faible. Elles ne parviennent pas à faire face à l'ensemble de leurs engagements.

L'échantillon CERFRANCE

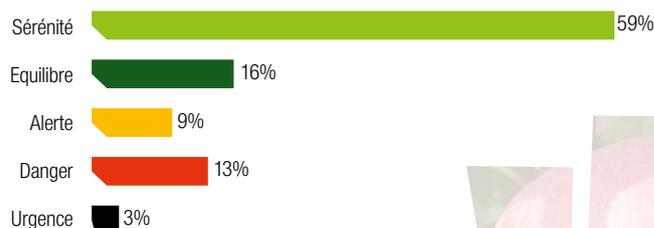
- 181 exploitations spécialisées dont 39 % EARL, 31 % individuelles et 18 % GAEC
- SAU : 35 ha dont 17 ha arboricoles
- 1.5 UTH familiale / 3.2 UTH salariées



CONSTRUCTION DU RÉSULTAT ÉCONOMIQUE



UTILISATION DE L'EBE



SANTÉ FINANCIÈRE DES EXPLOITATIONS

LA VITICULTURE

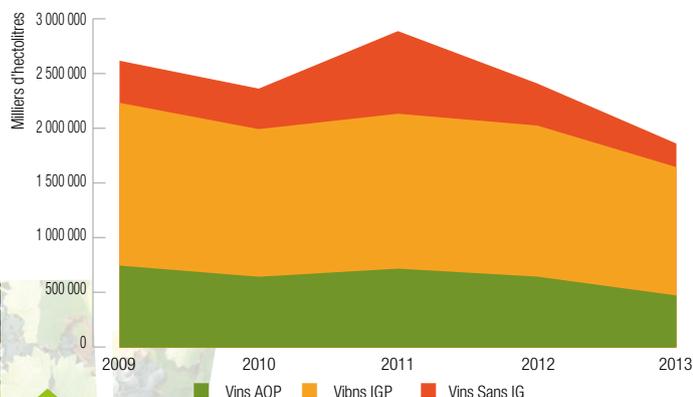
Les surfaces en vigne représentent 34 700 ha en Midi-Pyrénées, soit 4.6 % du vignoble français (7^e région viticole). Elles se localisent principalement dans le Gers (52 %), le Tarn (19 %) et le Lot (14 %). **Une grande diversité de cépages et de terroirs a donné naissance à un large panel de vins** aux caractéristiques très marquées avec de nombreuses appellations. Parmi ces derniers nous pouvons citer : en blanc IGP Côtes de Gascogne ; en rouge AOP Cahors, Côteaux du Quercy, Côtes du Brulhois, Fronton, Gaillac, Madiran, Marcillac, Saint Mont, Saint Sardos et IGP Côtes du Tarn, Comté Tolosan ainsi que l'Armagnac pour les eaux de vie. Les débouchés des vins AOP du Sud-Ouest* se font à 80 % sur le marché français, alors que 70 % des vins IGP partent à l'export.

* Les vins du Sud-Ouest sont issus de tous les vignobles de Midi-Pyrénées ou d'Aquitaine, hors Gironde (soit 12 départements).

LES CHIFFRES

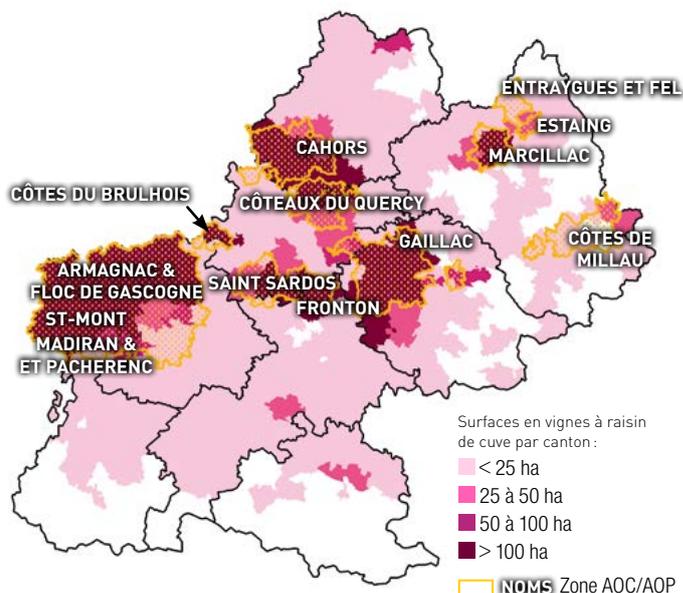
- **34 700 ha**
dont 2 033 ha en Agriculture Biologique ou en conversion
- **1.9 Millions d'hectolitres produits en 2013 dont 68% Gers, 16% Tarn, 8% Lot**
- **2.4 Millions d'hectolitres produits en moyenne 5 ans (2009-2013)**
- **Midi-Pyrénées représente 5.4 % du vin français et 10% des blancs**
- **4302 exploitations ayant de la vigne dont 2027 avec plus d'1.5 ha de vigne soit 4.2% des exploitations de Midi-Pyrénées et 97% des surfaces en vigne.**
- **141 IAA de transformation viticole employant 694 salariés**
- **162 millions d'Euros, soit 4 % du produit agricole de Midi-Pyrénées en 2013 dont 49 % issus de vins d'appellation**
- **88.5 millions d'euros de vins et eau de vie exportés en 2013 dont 77 millions d'Euros de vins**
- **14 AOP (cf carte) et 10 IGP, dont 3 IGP départementales et 1 IGP régionale (Comté Tolosan).**

(Sources : INOSYS – SAA 2013 – Agence BIO 2013, Comptes de l'agriculture 2013, DRAAF, CCI-Obsec)



ÉVOLUTION DES VOLUMES EN MIDI-PYRÉNÉES

(Source déclaration récolte-SAA2013)



RÉPARTITION DU VIGNOBLE (Source RA 2010)

Les 2 027 exploitations ayant un atelier viticole significatif* représentent 97 % des surfaces en vigne de cuve de la région. Parmi ces exploitations, la majorité n'a que des productions végétales : 1 582 dont 70 % spécialisées en viticulture. Sur l'ensemble de la région, 445 exploitations pratiquent à la fois l'élevage et la viticulture. Principalement situées dans le Gers, ces exploitations mixtes sont généralement orientées vers la production de bovins viande.

Les 1 095 exploitations spécialisées** viticulture totalisent 2 829 UTA dont 811 UTA salariés permanents et 483 UTA saisonniers.

En 2013, la déclaration de récolte de Midi-Pyrénées s'élève à 1.9 million d'hectolitres, récolte historiquement basse, dont 62 % en IGP et 25 % en AOP.

CARACTÉRISTIQUES DES EXPLOITATIONS VITICOLES*

(Source RA 2010/Inosys)

	Ayant un atelier viticole significatif*	Dont spécialisées**	Dont producteurs de vins en cave particulière	Dont producteurs de raisins vendant en coopérative ou négoce
Nombre d'exploitations	2027	1 095	496	416
SAU moyenne en ha	61.2	44.6	45.2	45.7
UTA total moyenne	2.3	2.6	3.5	1.8
UTA salariés moyennes	0.9	1.2	1.9	0.5
% exploitations avec salariés permanents	24 %	31 %	48 %	16 %
Surface moyenne en vigne à vin en ha	16.7	22.2	26.7	18.3
% surfaces vignes du RA 2010	97.1 %	69.8 %	38 %	21.9 %

*atelier vignes significatif : >=1,5 ha de vigne à raisin de cuve, volume vinifié en cave particulière / volume vinifié > 60 %

**spécialisées : plus de 2/3 de PBS issue de la production viticole, volume vinifié en coopératives ou négoce >= 80 %

PLUS D'INFOS sur

Institut Français de la Vigne et du Vin : www.vignevin.com

Interprofession des vins du Sud-Ouest : www.france-sudouest.com

ANALYSE ÉCONOMIQUE DES EXPLOITATIONS VITICOLES

CAMPAGNE 2013-2014 (Source : CERFRANCE Midi-Pyrénées)

Le point campagne : Une récolte historiquement basse

La récolte 2013 est historiquement basse, en baisse de 23 % par rapport à la moyenne 2009-2013. En effet l'année 2013 a été marquée par la conjonction de plusieurs incidents climatiques : froid et pluies au printemps, provoquant des coulures, orages de grêle en été sur certaines zones, automne pluvieux entraînant le développement de botrytis.

Les prix augmentent pour l'ensemble des catégories et le marché mondial est plutôt favorable, avec un commerce en croissance régulière et une progression des ventes à l'export en Midi-Pyrénées. Mais cela ne compense pas la baisse de volume sur les résultats économiques des exploitations.

VENTE COOPÉRATIVE ET NÉGOCE

Des conséquences immédiates... et à moyen terme

L'échantillon étudié se compose de viticulteurs coopérateurs (62 % de l'échantillon) et de vigneron ayant leur propre chai et vendant la production au négoce. A une récolte historiquement basse correspond un EBE en forte baisse en 2013 (-35 %/2012), et ce malgré une revalorisation du prix du vac. La variation du produit viticole (proche de - 800€/ ha vigne) se traduit par la même baisse au niveau de l'EBE. La conséquence directe est une diminution des volumes à commercialiser. L'impact est sensible sur la trésorerie de la campagne 2013/2014 et va se poursuivre les suivantes (en fonction des appellations et de la rapidité de commercialisation).

Un EBE trop faible

L'EBE ne couvre pas l'ensemble des besoins. On obtient donc une capacité d'autofinancement négative. Le fonds de roulement des exploitations se dégrade donc dans les mêmes ordres de grandeur.

La santé financière des exploitations se dégrade également (66 % classés en "sérénité" ou "équilibre" contre 77 % l'an dernier). La plupart des exploitations sont capables de traverser une année de faible récolte, mais si ce phénomène se reproduit, un certain nombre d'entre elles pourraient subir des difficultés sévères de trésorerie.

CAVES PARTICULIÈRES

Une baisse de résultat moindre

Les exploitations de ce groupe commercialisent une partie de leur production en bouteilles avec des circuits de commercialisation très variés. L'effet récolte se ressent sur la baisse des résultats mais dans une proportion moindre que le groupe précédent (EBE en baisse de 21 %), la commercialisation des bouteilles étant moins dépendante des volumes récoltés.

Les équilibres économiques sont très différents du groupe vac et négoce. Le produit viticole reste stable par rapport à l'an dernier (11 800€/ ha), les principaux postes de charge sont la main-d'œuvre salariée et les emballages (respectivement 24 et 16 % des frais hors amortissements).

Des situations financières très variées

Le niveau des annuités représente plus de 50 % de l'EBE avec de fortes variations entre exploitations. Le revenu disponible de l'exploitation est supérieur à 15 000 € / UTHF pour la moitié de l'échantillon, il est négatif pour un quart. La faible récolte a des conséquences sur la situation financière qui se dégrade globalement (59 % des exploitations classées en "sérénité" ou "équilibre" contre 71 % en 2012). Certains domaines, dont la trésorerie est dégradée (la moitié a une trésorerie nette globale inférieure à - 5000 €) sont très sensibles à ces fortes variations de récolte.

L'échantillon CERFRANCE

- 143 exploitations spécialisées dont 43 % individuelles, 36 % EARL
- SAU : 51 ha dont 20 ha en vigne
- 1.4 UTH familiale / 0.6 UTH salariée
- Produit viticole : 4 420 € / ha de vigne

EBE : 30 000 €

Prélèvements privés

22 940 €

Engagements financiers

17 100 €

CAF

-10 000 €

UTILISATION DE L'EBE

L'échantillon CERFRANCE

- 107 exploitations spécialisées dont 52 % EARL, 17 % individuelles, 16 % GAEC
- SAU : 49 ha dont 27 ha en vigne soit 5.6 ha vigne/ UTH
- 1.7 UTH familiale / 3.1 UTH salariées
- Produit viticole : 11 900€/ ha de vigne

EBE : 77 700 €

Prélèvements privés

46%
35 410 €

Engagements financiers

53%
41 590 €

CAF

1%
700 €

UTILISATION DE L'EBE

L'APICULTURE

Avec 90 000 ruches et 1 440 tonnes de miel produites, Midi-Pyrénées détient 12 % des ruches et réalise 13 % de la production nationale de miel. **Elle est la 3^e région apicole de France.**

Alors que la production de miel a fortement chuté à l'échelon national (-32 % entre 1989 et 2012), celle de Midi-Pyrénées est restée plutôt stable et a même légèrement augmenté sur cette même période (+3 %). L'observation des données sur cette longue période montre toutefois une tendance à la diminution du nombre de ruches dans la région depuis 2009, accompagnée d'une diminution de la production. En 2012, année particulièrement mauvaise, la production enregistre une baisse de 25 %. Spécificité de cette filière, un grand nombre de producteurs sont des apiculteurs amateurs tirant leurs revenus d'une activité non agricole. Ils détiennent peu de ruches (moins de 10) et produisent du miel en faible quantité, peu ou pas commercialisé. Ainsi, 5 520 apiculteurs amateurs ou professionnels sont recensés dans la région d'après l'ADAM (association pour le développement de l'apiculture en Midi-Pyrénées). Les apiculteurs considérés comme professionnels sont ceux pour lesquels l'apiculture représente une véritable activité économique. Pour autant, ils ne sont pas tous exploitants agricoles.

En 2010, on dénombrait 767 exploitations agricoles ayant des ruches en Midi-Pyrénées dont 247 spécialisées en apiculture. Bien que ces dernières ne représentent que 32 % des exploitations agricoles ayant des ruches en Midi-Pyrénées elles détiennent 85 % du cheptel et produisent 89 % du miel.

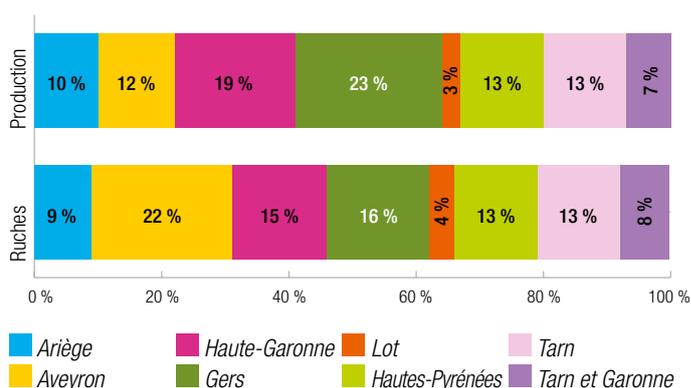
Les Hautes-Pyrénées et l'Ariège sont les départements comptant le plus d'exploitations apicoles spécialisées. Celles-ci représentent respectivement 59 % et 44 % des exploitations agricoles ayant des ruches dans ces départements.

Les circuits courts sont fortement développés dans cette filière : 71 % des apiculteurs spécialisés sont engagés au moins partiellement dans un circuit de commercialisation avec au maximum un intermédiaire. La vente directe est d'ailleurs très communément pratiquée par ces exploitations agricoles puisque 64 % d'entre elles sont concernées.

LES CHIFFRES

- **90 000 ruches (soit 12 % du cheptel national)**
- **5 520 détenteurs de ruches**
- **767 exploitations agricoles ont des ruches**
- **247 exploitations spécialisées (n'ayant que des ruches)**
- **34 produisant sous SIQO**
- **43 exploitations produisant en AB**
- **247 UTA concernés dans les exploitations apicoles spécialisées**
- **1 440 tonnes de miel produites (soit 13 % de la production nationale)**

[Source : Inosys - SAA 2013 - ADAM]



RÉPARTITION DES RUCHES ET DE LA PRODUCTION DE MIEL DANS LES EXPLOITATIONS AGRICOLES

[Source : RA 2010/INOSYS]

CARACTÉRISTIQUES DES EXPLOITATIONS APOICOLES

[Source RA 2010/Inosys]

	Ayant des ruches	Dont spécialisées	Dont spécialisées en micro-élevage	Dont spécialisées bovins viande	Dont spécialisées arboriculture	Dont spécialisées COP
Nombre d'exploitations	767	247	102	61	40	33
Nombre moyen de ruches	124	327	21	23	8	93
Production de miel moyenne (en kg)	2 384	6 579	295	366	94	1 928



ÉVOLUTION DE LA PRODUCTION DE MIEL

[Source : SAA]



L'ÉLEVAGE ÉQUIN

Avec 39 940 équidés recensés en 2012 dont 31 971 dans les exploitations agricoles, **Midi-Pyrénées détient le 4^e cheptel national**. Tous les types d'utilisation et d'activités liées au cheval et équidés sont représentés : courses de trop ou galop, activités sportives, tourisme et loisir, élevage de chevaux de trait.

2 492 structures d'élevage ont été recensées dans la région d'après les chiffres du Réseau Economique de la Filière Equine (2007). Les éleveurs de chevaux ne possèdent pas forcément de statut agricole. En 2010, on recensait 1 497 exploitations ayant des équins, dont 871 étaient spécialisées dans cet élevage.

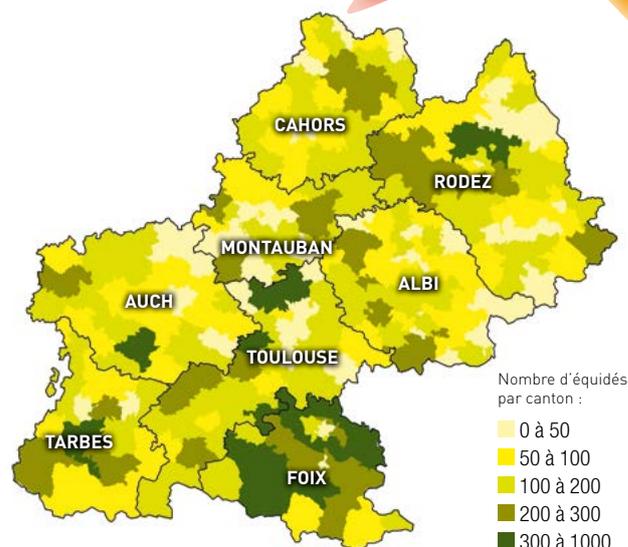
La région se caractérise par un développement important de l'élevage de chevaux de trait. Elle occupe le 2^e rang derrière l'Aquitaine pour le cheptel d'animaux de races lourdes, avec 13 % des effectifs nationaux. Près d'un éleveur sur deux produit des chevaux de trait. Cette production est localisée principalement dans les zones de piémont et de montagne, à savoir dans les Hautes-Pyrénées, l'Aveyron et l'Ariège. Elle est associée le plus souvent à un atelier complémentaire dans les exploitations agricoles : bovin viande, bovin lait, ovin... Les chevaux produits sont majoritairement destinés à la production de viande. L'élevage de chevaux de trait pour l'attelage de loisir est secondaire.

L'élevage de chevaux de sport concerne près d'un quart des élevages et produit majoritairement des chevaux de Selle français (49 %), des Anglo-arabe (20 %) et des Pur sang arabe (16 %). Les élevages de chevaux de loisir sont tenus par une majorité de non agriculteurs qui ont le plus souvent une autre activité professionnelle en parallèle. Ils représentent 14 % des élevages totaux de Midi-Pyrénées. Ces chevaux sont utilisés pour la randonnée, l'enseignement ou bien encore l'attelage.

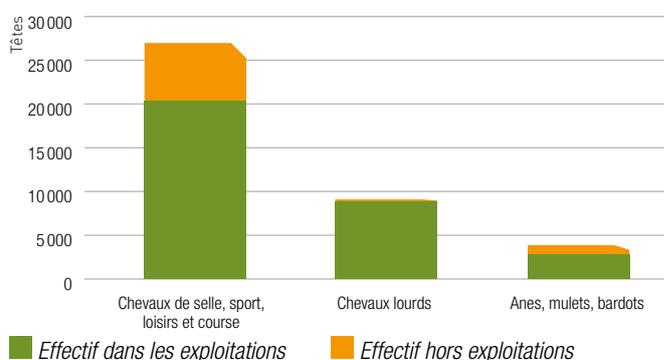
LES CHIFFRES

- **31 971 équidés dans les exploitations dont :**
 - 20 330 chevaux de selle, sport et courses
 - 8 834 chevaux lourds
 - 2 807 ânes, mulets et bardots
- **2 492 structures d'élevage**
- **1 497 exploitations ont des équidés dont 871 sont spécialisées (centres équestres, etc.)**
- **2 343 UTA concernées (dans les exploitations agricoles)**

(Sources : Inosys - SAA 2013 - Réseau Economique de la Filière Equine)



RÉPARTITION DU CHEPTEL ÉQUIN (Source RA 2010)



EFFECTIF DES ÉQUIDÉS PAR CATÉGORIE (Source SAA 2013)

L'élevage de chevaux de course est le moins représenté : 12 % des élevages de Midi-Pyrénées.

Midi-Pyrénées est par ailleurs le berceau de plusieurs races équines : le cheval de Mérens (Ariège), le cheval de Castillon, l'Anglo-arabe ou bien encore l'âne et la mule des Pyrénées.

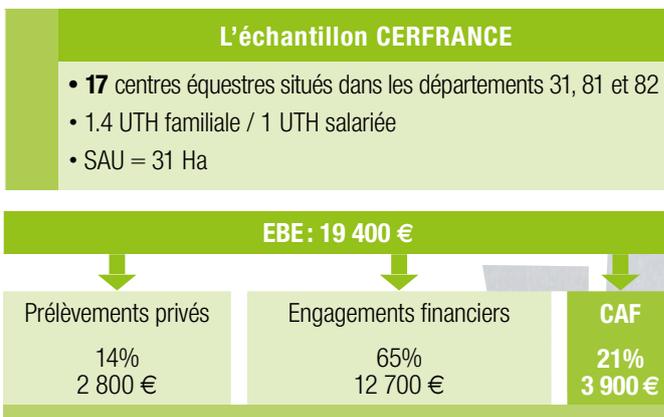
ANALYSE ÉCONOMIQUE DES CENTRES ÉQUESTRES

CAMPAGNE 2013-2014 (Source : CERFRANCE Midi-Pyrénées)

Le produit des centres équestres se situe en moyenne à 126 500 € en 2013. Dans ce chiffre, les pensions de chevaux représentent 20 % et les ventes de chevaux 12 %. À noter, une forte dispersion du produit par UTH puisque ce dernier peut fluctuer de 20 000 à 100 000 € par personne à temps plein. Cet écart peut s'expliquer en partie par le fait que certains centres équestres sont récemment créés.

Les charges, hors amortissement et frais financiers, absorbent 85 % du produit ; les plus importantes étant les aliments (20 000 € en moyenne) et les rémunérations et charges sociales des salariés.

L'EBE se situe à 19 500 €, et le résultat de l'exercice est faiblement positif. D'une manière générale, ces entreprises présentent une rentabilité insuffisante pour assurer à leurs acteurs de bonnes conditions de rémunération.



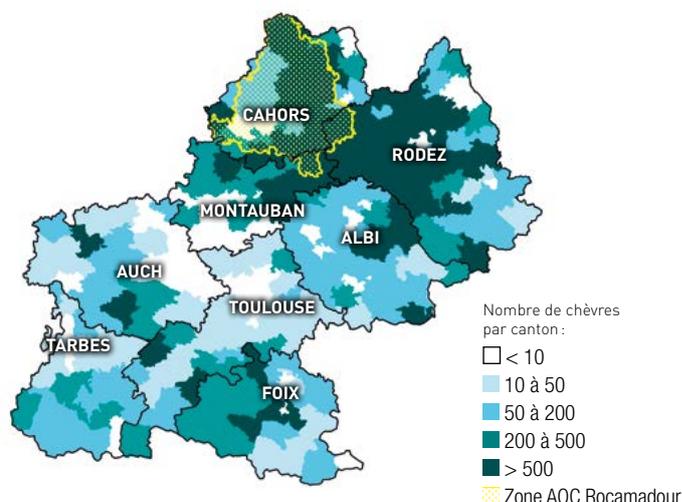
UTILISATION DE L'EBE

L'ÉLEVAGE CAPRIN

En détenant 11 % du cheptel de chèvres françaises, Midi-Pyrénées produit **11 % de la production de lait nationale**. En 2010, la filière comptait 1 237 exploitations dont 40 % sont spécialisées. La production a triplé en l'espace de 20 ans bien qu'un tassement soit intervenu en 2012, puis une diminution en 2013 en raison d'une conjoncture plus défavorable (-4 % entre 2012 et 2013).

78 % des volumes de lait produits en Midi-Pyrénées sont livrés à l'industrie. Les élevages se concentrent dans le nord de la région, plus particulièrement dans l'Aveyron, qui réalise 60 % des livraisons de Midi-Pyrénées et dans le Lot où plus de 80 % des éleveurs produisent pour l'AOC Rocamadour. Dans le sud de la région, la production est plus orientée vers la fabrication de produits fermiers : 28 % des volumes sont en effet transformés à la ferme, contre 14 % dans le nord de la région. Dans les Pyrénées, la race Pyrénéenne se développe et avec elle la production de fromages et de cabris lourds.

Hors production bio, Midi-Pyrénées bénéficie de 2 SIQO en production de lait de chèvre : le Cabécou d'Autan (label rouge) et l'AOP Rocamadour. Sur cette zone d'appellation, près de 5 millions de litres de lait sont transformés en AOP.



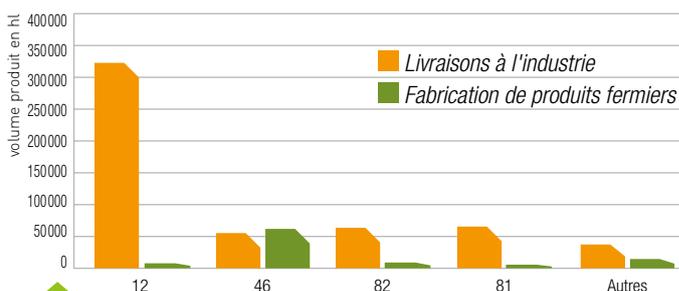
RÉPARTITION DU CHEPTEL CAPRIN (Source RA 2010)

CARACTÉRISTIQUES DES EXPLOITATIONS CAPRIN LAIT

(Source RA 2010/Inosys)

	Ayant des caprins*	Dont spécialisées livreurs	Dont spécialisées fromagers	Dont exploitations avec atelier herbivore viande	Dont polyculture-élevage
Nombre d'exploitations	532	139	81	194	46
SAU moyenne	57.6	45	25.9	69.6	61.4
UTA moyennes	2.2	1.9	2	2.2	2.4
Nombre moyen de chèvres	191	245	94	176	238

* >=50 chèvres en livraison ou >=10 chèvres en transformation



PRODUCTION DE LAIT DE CHÈVRE (Source SAA 2013)

LES CHIFFRES

- **98 504 chèvres**
- **532 exploitations ont des chèvres**
*dont 66 exploitations produisant sous signe de qualité (hors AB)
dont 54 exploitations certifiées AB (ou en conversion)*
- **1 183 UTA concernées**
- **220 exploitations spécialisées**
dont 139 livreurs et 81 fromagers
- **64.3 millions de litres produits (11 % de la production nationale)**
- **58.8 millions d'euros de valeur produite, soit 1 % du produit brut total agricole de Midi-Pyrénées (51.9 M€ (lait)+ 6.9 M€ (viande))**

(Sources : Inosys - SAA 2013 - Comptes de l'agriculture 2013)



Le point campagne

Les importations françaises ont progressé alors que les disponibilités étaient en baisse. En effet, la collecte a diminué sur l'ensemble de la France pour la seconde année consécutive sous l'influence d'une baisse des effectifs et de la productivité laitière. Le prix du lait a augmenté et les coûts de production se sont stabilisés. Cela reste malgré tout insuffisant pour éviter une nouvelle baisse du résultat.

PLUS D'INFOS sur

Institut de l'Élevage : <http://idele.fr>

Chambre régionale d'agriculture : www.mp.chambagri.fr/-Elevage-ovin-caprin.html

ANALYSE ÉCONOMIQUE DES EXPLOITATIONS CAPRINES

CAMPAGNE 2013-2014 (Source : CERFRANCE Midi-Pyrénées)

PRODUCTEURS LIVREURS DE LAIT

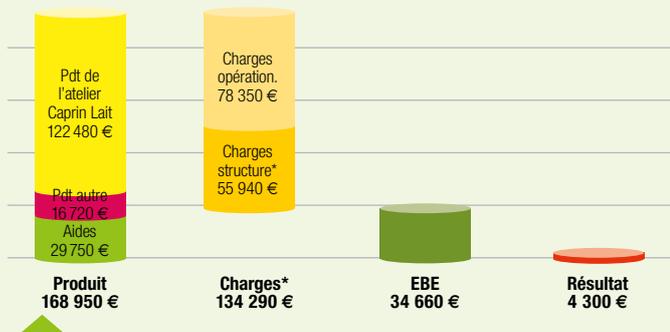
La chute du résultat n'en finit pas

Cela fait plusieurs années que le résultat des exploitations caprines diminue, et ce malgré la progression du prix du lait sur la campagne. C'est la baisse de la production laitière par chèvre (660 l. / chèvre contre plus de 720 l. en 2012) qui pénalise les résultats. Cette baisse est, entre autres, à attribuer à la qualité décevante des fourrages récoltés.

Le manque d'efficacité économique (EBE/produit = 21 %) est inquiétant. Ce ratio est supérieur à 25 % pour seulement 20 % des exploitations.

De nombreuses exploitations en danger

Le niveau de résultat est insuffisant, la capacité d'autofinancement est fortement négative. Les exploitants ont emprunté plus que le montant des investissements mais cela n'a pas suffi, la trésorerie nette globale se dégrade à nouveau. L'ensemble des critères financiers se détériore. Plus de la moitié des exploitations est dans une situation dégradée. La campagne 2014 a permis une bouffée d'oxygène pour les exploitations les plus solides mais cette conjoncture reste à confirmer.

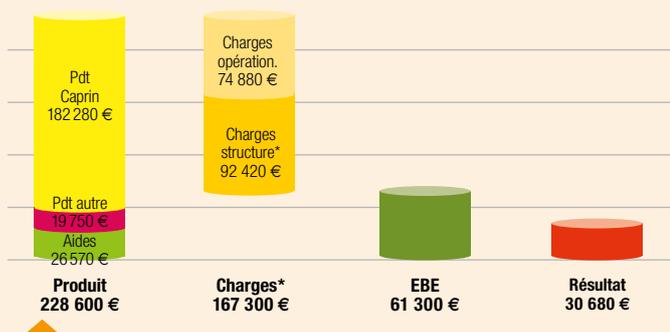


CONSTRUCTION DU RÉSULTAT ÉCONOMIQUE

PRODUCTEURS FROMAGERS

La plupart des exploitations de l'échantillon des fromagers produit sous l'appellation AOP Rocamadour avec des circuits de commercialisation solides. Elles sont nettement moins sensibles à la conjoncture laitière. Le produit caprin progresse en 2013 pour s'établir à 888 €/ chèvre. Les charges évoluent dans les mêmes proportions, ce qui induit une légère baisse de l'EBE de 6 %.

L'EBE n'est toutefois pas suffisant pour couvrir l'ensemble des besoins, 41 % des exploitations ont une CAF négative. Les exploitants puisent à nouveau sur leur réserve pour couvrir l'autofinancement des investissements. Les situations financières s'étiolent mais la situation reste correcte pour la quasi-totalité des exploitations.



CONSTRUCTION DU RÉSULTAT ÉCONOMIQUE

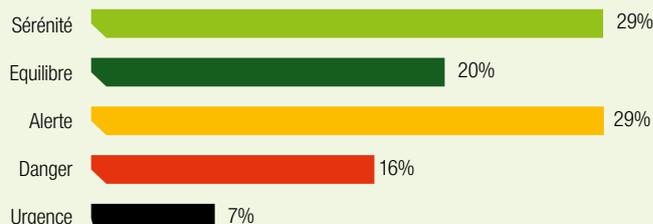
L'échantillon CERFRANCE

- 45 exploitations spécialisées dont 38 % GAEC, 31 % indiv., 31 % EARL
- SAU : 79 ha dont 68 ha de SFP
- 1.8 UTH familiale / 0.3 UTH salariée
- Troupeau moyen : 278 chèvres soit 134 chèvres par UTH
- Production : 650 l. de lait/chèvre à un prix moyen de 656€/1000l.

EBE : 34 660 €



UTILISATION DE L'EBE



SANTÉ FINANCIÈRE DES EXPLOITATIONS

L'échantillon CERFRANCE

- 29 exploitations spécialisées dont 48 % GAEC, 31 % EARL, 21 indiv.
- SAU : 89 ha dont 77 ha de SFP
- 2.1 UTH familiale / 1.1 UTH salariée
- Troupeau moyen : 205 chèvres soit 63 chèvres par UTH

EBE : 61 300 €

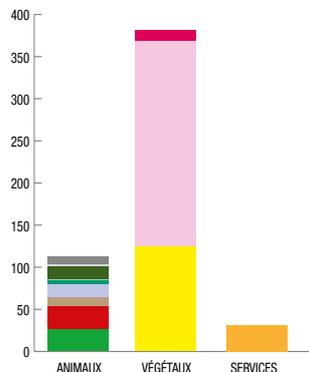


UTILISATION DE L'EBE

LES TERRITOIRES DE MIDI-PYRÉNÉES

TARN-ET-GARONNE (82)

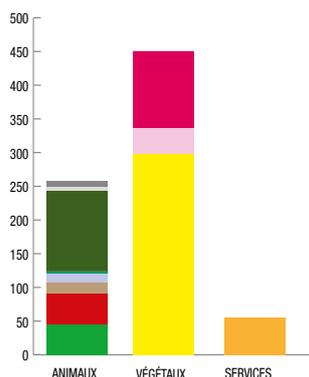
- 3 718 km² de superficie
- 247 00 habitants en 2012; 66 hab/km²
- 7% des emplois en agriculture
- 209 000 ha de SAU
- 56% du territoire en SAU
- 28% de SAU irrigable
- 5 300 exploitations
- 525 millions d'€ de chiffre d'affaires
- 14.6 K€ de revenu courant avant impôt par actif non salarié
- 1^{er} département de Midi-Pyrénées avec 304 200 T de fruits et 37 000 T de melons
- 3^e département de Midi-Pyrénées avec 2 600 T d'ail, 12 800 chèvres et 6 200 brebis laitières
- 4^e département de Midi-Pyrénées avec 576 000 T de céréales oléo-proteagineux



[Sources : INSEE, RA 2010, SAA 2013, RICA, CA]

GERS (32)

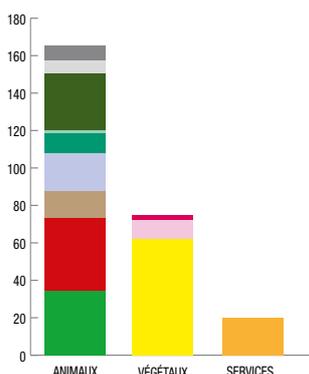
- 6 257 km² de superficie
- 189 530 habitants; 30 hab/km²
- 12% des emplois en agriculture
- 445 500 ha de SAU
- 71% du territoire en SAU
- 7 800 exploitations
- 764 millions d'€ de chiffre d'affaires
- 10.3 K€ de revenu courant avant impôt par actif non salarié
- 1^{er} département de France avec 82 000 ha de tournesol et 8 500 ha de soja
- 1^{er} département de Midi-Pyrénées avec 1.4 million de tonnes de céréales oléo-protéagineux et 1.3 million d'hectolitres de vins
- 2^e département de France et 1^{er} département de Midi-Pyrénées avec 4.5 millions de palmipèdes (oies, canards)



[Sources : INSEE, RA 2010, SAA 2013, RICA, CA]

HAUTES-PYRÉNÉES (65)

- 4 464 km² de superficie
- 228 854 habitants; 51 hab/km²
- 4% des emplois en agriculture
- 124 500 ha de SAU
- 28% du territoire en SAU
- 30% du territoire en zone montagne
- 5 150 exploitations
- 260 millions d'€ de chiffre d'affaires
- 13 K€ de revenu courant avant impôt par actif non salarié
- 3^e département de Midi-Pyrénées avec 42 000 vaches allaitantes

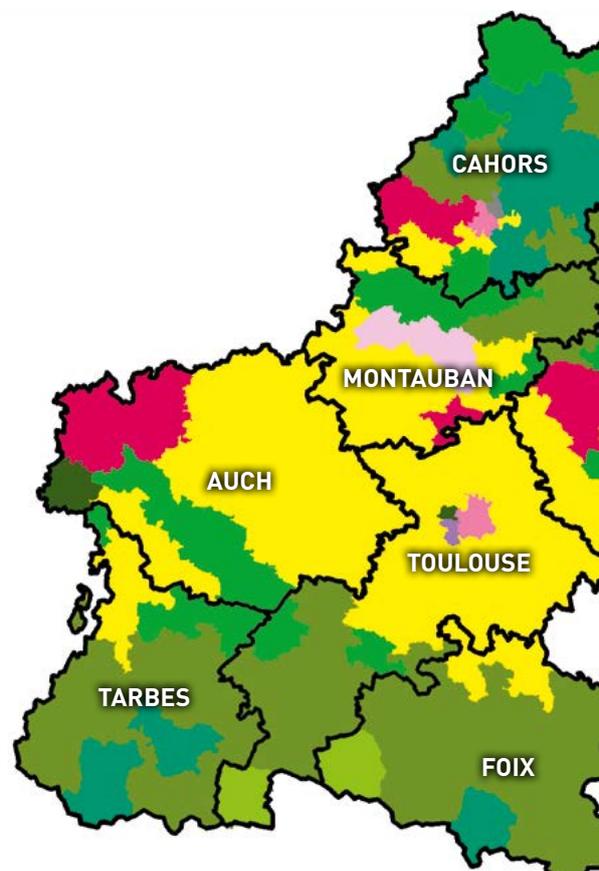


[Sources : INSEE, RA 2010, SAA 2013, RICA, CA]

LOT (46)

- 5 217 km² de superficie
- 174 346 habitants; 33 hab/km²
- 7.5% des emplois en agriculture
- 223 000 ha de SAU
- 43% du territoire en SAU
- 13% du territoire en zone montagne
- 5 100 exploitations
- 372 millions d'€ de chiffre d'affaires
- 13.6 K€ de revenu courant avant impôt par actif non salarié
- 1^{er} département de Midi-Pyrénées avec 195 300 brebis viande (2^e dep. Français); 3 500 T de noix (3^e dep. Français) et 3 500 ha de vignes AOC
- 2^e département de Midi-Pyrénées avec 17 300 chèvres et 585 000 canards

[Sources : INSEE, RA 2010, SAA 2013, RICA, CA]



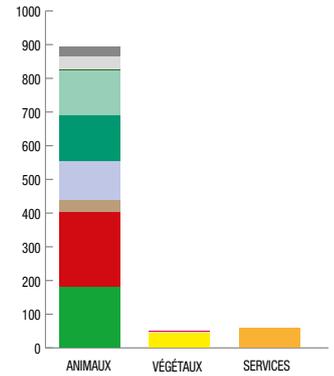
ORIENTATION AGRICOLE DES CANTONS

[Source RA2010/INOSYS]

AVEYRON (12)

- 8 735 km² de superficie
- 276 229 habitants ; 32 hab/km²
- 10% des emplois en agriculture
- 519 000 ha de SAU
- 59% du territoire en SAU
- 94% du territoire en zone montagne
- 9 100 exploitations
- 1 006 millions d'€ de chiffre d'affaires
- 18.7 K€ de revenu courant avant impôt par actif non salarié
- 1^{er} département de France avec 530 000 brebis
- 1^{er} département de Midi-Pyrénées avec 54 400 vaches laitières, 163 400 vaches allaitantes, 46 600 chèvres et 27 000 tec de viande porcine
- 2^e département de Midi-Pyrénées avec 108 300 brebis viande

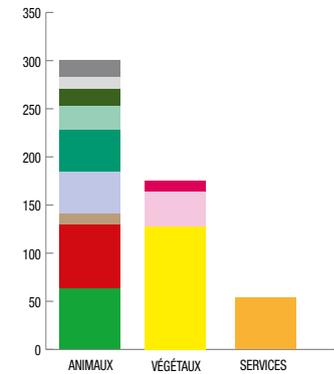
[Sources : INSEE, RA 2010, SAA 2013, RICA, CA]



TARN (81)

- 5 758 km² de superficie
- 379 000 habitants ; 66 hab/km²
- 5% des emplois en agriculture
- 297 500 ha de SAU
- 52% du territoire en SAU
- 36% du territoire en zone montagne
- 6 100 exploitations
- 530 millions d'€ de chiffre d'affaires
- 13.3 K€ de revenu courant avant impôt par actif non salarié
- 13% de l'agriculture régionale
- 2^e département de Midi-Pyrénées avec 20 500 vaches laitières, 56 400 vaches allaitantes, 103 000 brebis laitières, 5 400 tec de viande ovine et 289 000 hl de vins
- 3^e département de Midi-Pyrénées avec 101 000 brebis viande et 612 500 T de céréales oléo-protéagineux

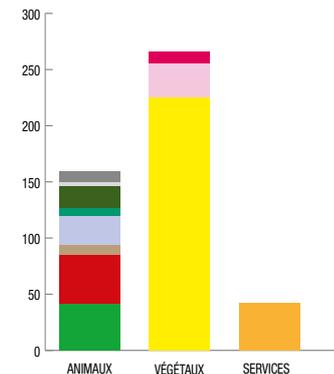
[Sources : INSEE, RA 2010, SAA 2013, RICA, CA]



HAUTE-GARONNE (82)

- 6 309 km² de superficie
- 1 279 349 habitants ; 203 hab/km²
- 1% des emplois en agriculture
- 329 000 ha de SAU
- 52% du territoire en SAU
- 6 400 exploitations
- 468 millions d'€ de chiffre d'affaires
- 9 K€ de revenu courant avant impôt par actif non salarié
- 1^{er} département de France avec 44 500 ha de blé dur
- 2^e département de Midi-Pyrénées avec 0.9 million de tonnes de céréales oléo-protéagineux

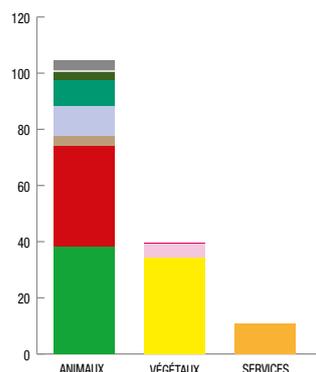
[Sources : INSEE, RA 2010, SAA 2013, RICA, CA]



ARIÈGE (09)

- 4 890 km² de superficie
- 152 366 habitants ; 31 hab/km²
- 5% des emplois en agriculture
- 131 000 ha de SAU
- 27% du territoire en SAU
- 2 700 exploitations
- 155 millions d'€ de chiffre d'affaires
- 11.8 K€ de revenu courant avant impôt par actif non salarié
- 32 500 vaches allaitantes et 7 000 vaches laitières
- 64 500 brebis viande et 3 000 brebis laitières
- 5 000 chèvres

[Sources : INSEE, RA 2010, SAA 2013, RICA, CA]



LÉGENDE DES GRAPHIQUES

- ANIMAUX :**
- Autres produits animaux
 - Porcins
 - Volailles et oeufs
 - Lait de brebis
 - Ovins
 - Lait de vache
 - Veaux
 - Gros bovins
 - Plantes fourragères autoconsommées
- VÉGÉTAUX :**
- Vins
 - Fruits et légumes
 - Céréales et oléo-protéagineux
- SERVICES :**
- Services

RÉPARTITION DU CHIFFRE D'AFFAIRES SELON LES PRODUCTIONS

[Source Comptes de l'agriculture 2013]

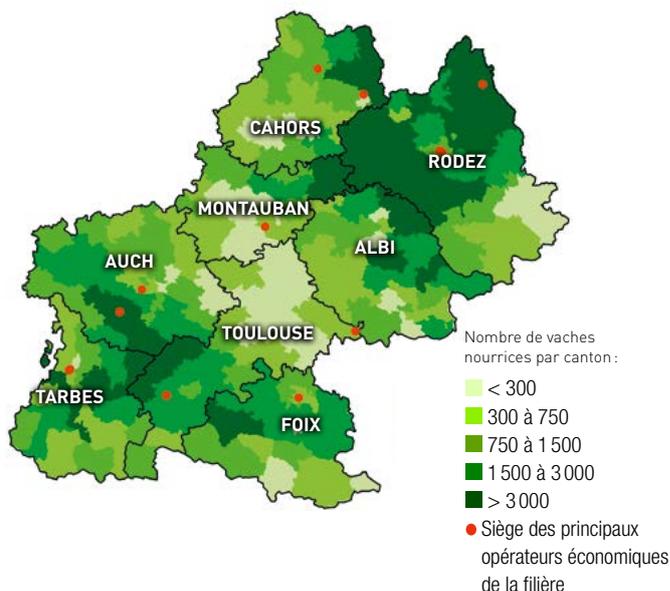
L'ÉLEVAGE BOVIN VIANDE

Avec 429 445 vaches nourrices en 2013, **Midi-Pyrénées occupe la 5^e position nationale pour le cheptel allaitant**. L'élevage bovin viande représente une des principales activités agricoles de la région. Ainsi, une exploitation sur 5 est spécialisée dans cette activité. La production est principalement concentrée en Aveyron (38 % du cheptel) et dans le piémont pyrénéen (25 %). La race limousine domine (28 % des effectifs), suivie de la race Blonde d'Aquitaine (24 %) et de la race Aubrac (10 %).

Le cheptel de mères a diminué de 15% depuis 2000. Les exploitations se sont spécialisées et agrandies. La production est restée relativement stable et s'établit à près de 83 000 tonnes équivalent carcasse en 2013, soit 5.9 % de la production de viande bovine nationale.

Les exploitations produisent en grande majorité des broutards destinés à l'exportation vers l'Italie et l'Espagne. Ils représentent 44 % des ventes d'animaux. Les broutards sont plutôt jeunes et légers au sud de la région, « repoussés » et alourdis au nord.

42 % des animaux sont engraisés sur les exploitations dont plus de la moitié en veaux gras.

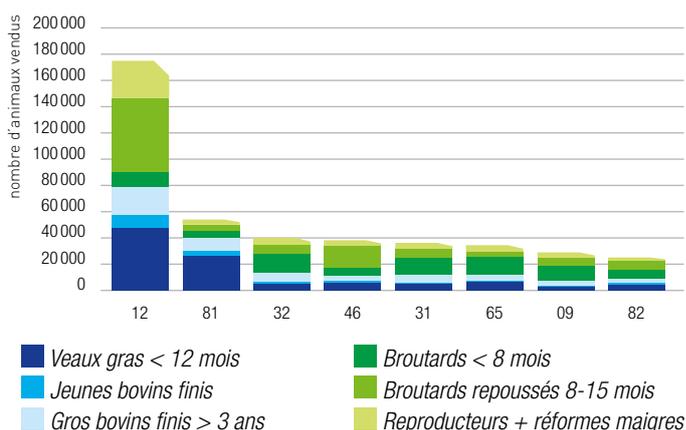


LES CHIFFRES

- **429 445 vaches allaitantes (soit 10 % du cheptel national)**
- **14 000 exploitations ont des bovins**
dont 11 554 ont des vaches allaitantes
dont 2 250 exploitations produisant sous signe de qualité (hors AB)
dont 483 exploitations certifiées AB
- **22 628 UTA concernées**
- **6 783 exploitations spécialisées**
- **82 972 tonnes équivalent carcasse produite (soit 5.9 % de la production nationale (y compris élevage laitier))**
dont 24 314 t de veaux (29 %)
- **527.6 millions d'euros de valeur produite, soit 12.9 % du produit brut total agricole de Midi-Pyrénées**

[Sources : Inosys - SAA 2013 - Comptes de l'agriculture 2013]

RÉPARTITION DU CHEPTEL BOVIN ALLAITANT [Source RA 2010]



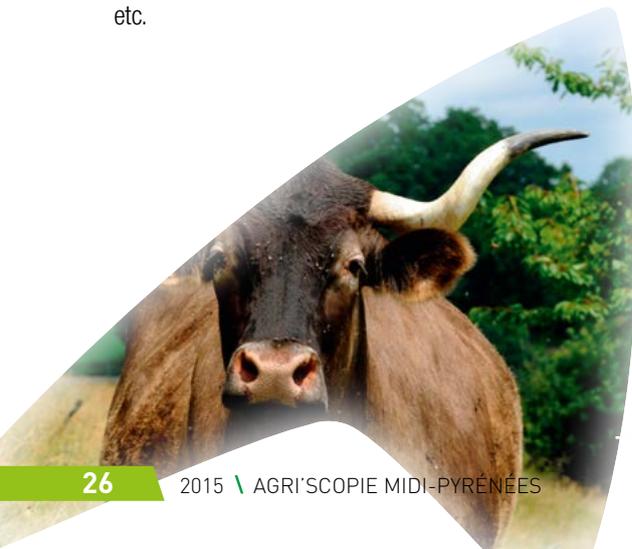
PRODUCTION PAR CATÉGORIE D'ANIMAUX VENDUS [Source IPG 2013]

La filière bovin viande régionale se caractérise également par une importante production sous signe officiel de qualité. Ainsi, une exploitation spécialisée sur quatre produit sous un signe officiel de qualité : Veaux d'Aveyron et du Ségala, Génisses Fleur d'Aubrac, Bœuf de Bazas (IGP), Bœuf fermier Aubrac, Bœuf Gascon, Veaux fermiers élevés sous la mère, Bœuf limousin Blason prestige, Bœuf Blond d'Aquitaine (Label Rouge), etc.

CARACTÉRISTIQUES DES EXPLOITATIONS BOVIN VIANDE* [Source RA 2010/Inosys]

	Ayant un atelier BV significatif*	Dont spécialisées	Dont polyculture-élevage	Dont polyélevage mixte lait-viande
Nombre d'exploitations	14 000	6 783	2 501	1 387
SAU moyenne en ha	71.5	61.9	80.9	88.3
STH + surface fourragère moyenne en ha	54.9	56.8	36.7	77.2
UTA moyennes	1.6	1.4	1.6	2.1
Nombre moyen de vaches allaitantes	31.3	41.5	0.9	24.7
UGB bovines moyennes	57.7	59.1	42.7	72

* > 10 vaches allaitantes ou > 10 bovins à l'engraissement



ANALYSE ÉCONOMIQUE DES EXPLOITATIONS BOVIN VIANDE

CAMPAGNE 2013-2014 (Source : CERFRANCE Midi-Pyrénées)

Le point campagne

2013 a été marquée par un rebond de la production mondiale grâce essentiellement au Brésil, à l'Inde et à l'Océanie. A contrario, en Europe et en France, l'érosion de la production bovine s'est poursuivie, entraînant une diminution des exportations de bovins finis et de broutards ainsi qu'une baisse des abattages de vaches et de veaux de boucherie, et dans une moindre mesure de génisses. Cette réduction de l'offre disponible a orienté les cours à la hausse en France alors que les prix mondiaux se contractaient.

Au niveau régional le repli des abattages de vaches et de veaux est très marqué (-5.3 % de bovins abattus), alors que l'on constate une augmentation des abattages de gros bovin mâles (+36 %). Cette pénurie de vaches tire les prix vers le haut (+11.2 % pour les vaches « R »). Sur le marché du broutard, on observe une baisse des exportations de 5.8 %, conséquence du manque de veaux sur le début de l'année.

Un produit qui stagne, des charges à la hausse = un EBE orienté à la baisse

La baisse de l'offre de viande sur les marchés tire les prix vers le haut amenant la hausse du produit bovin viande de 5 %. Cette hausse est annihilée par la baisse du produit végétal (-1 770 €) qui a stabilisé le produit des exploitations bovin viande.

Quelle que soit la filière, les prix unitaires sont à la hausse : 1 570 € en moyenne pour les vaches de réforme, 880 à 1 200 € respectivement pour les broutards et veaux gras.

Les charges continuent leur progression sur 2013, notamment les charges de structures pour lesquelles on constate une hausse de 7 %. Les charges opérationnelles se stabilisent grâce à une charge aliment constante et des charges vétérinaires en repli.

Les éléments cités plus haut ont pour conséquence une stabilisation voire une baisse de l'EBE. Quel que soit le système, on constate une hétérogénéité de l'EBE, avec 1/3 des exploitations qui ont un EBE < 25 000 € et 23 % qui ont un EBE > 50 000 €.

Un EBE suffisant mais une marge de manœuvre affaiblie

L'investissement progresse, financé principalement par de nouveaux emprunts, ce qui vient augmenter les annuités. Celles-ci absorbent 50 % de l'EBE. Les prélèvements privés sont constants. La marge de sécurité se voit réduite à moins de 10 % de l'EBE.

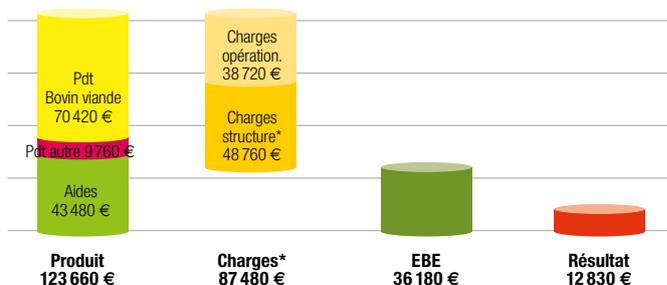
Une situation financière qui se dégrade

Le fonds de roulement est stable et couvre plus de 9 mois de charges. Le taux d'endettement est de 31 % avec un endettement court terme qui progresse, reflet d'une trésorerie qui se dégrade.

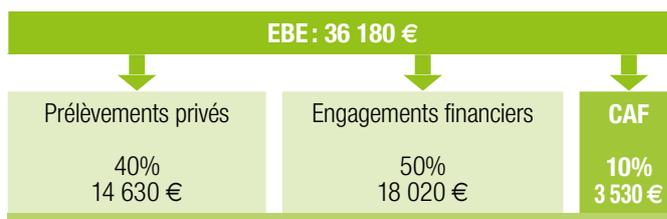
La santé financière des exploitations se détériore avec 8 % des exploitations en danger. À noter que, pour la filière bovin maigre, la part des exploitations en danger atteint 10%.

L'échantillon CERFRANCE

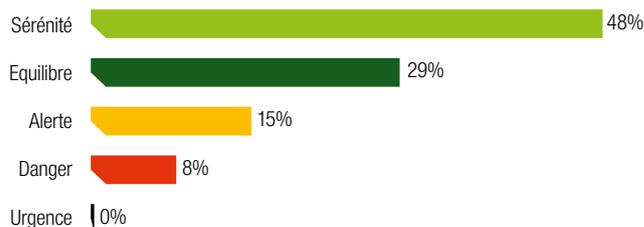
- 1 011 exploitations spécialisées dont 52 % indiv., 25 % EARL, 21 % GAEC
- SAU : 99 ha dont 89 ha de SFP
- 1.4 UTH familiale / 0.1 UTH salariée
- Troupeau moyen : 67 vaches allaitantes (VA)



CONSTRUCTION DU RÉSULTAT ÉCONOMIQUE



UTILISATION DE L'EBE



SANTÉ FINANCIÈRE DES EXPLOITATIONS

L'ÉLEVAGE BOVIN LAIT

En 2013, Midi-Pyrénées comptabilisait 134 774 vaches laitières pour une production de 792 millions de litres de lait, soit 3.3 % des volumes nationaux.

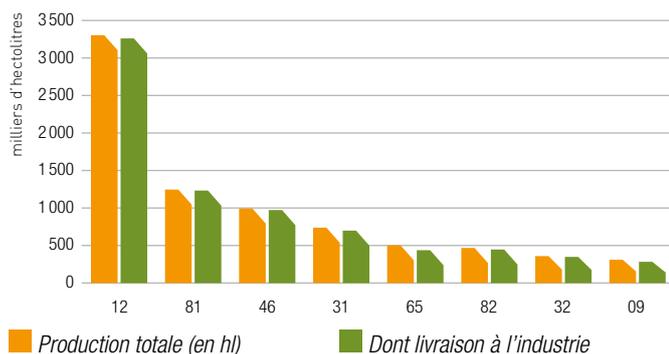
La production est concentrée dans les piémonts du Massif Central (60 % des volumes livrés) et des Pyrénées.

Le nombre d'exploitations spécialisées, 1 352 en 2010, est en diminution forte depuis ces 10 dernières années (-27 %). La région a également perdu plus de 25 % de son cheptel de vaches laitières depuis 2000.

L'activité laitière est en perte de vitesse dans l'ensemble des départements à l'exception de l'Aveyron dont la production se maintient, voire augmente ces dernières années. Ce département réalise 41 % des volumes produits en 2013.

Midi-Pyrénées est en sous-réalisation chronique avec un quota global de 1 milliard de litres de lait et une production en diminution en moyenne de 1 % par an depuis 2000.

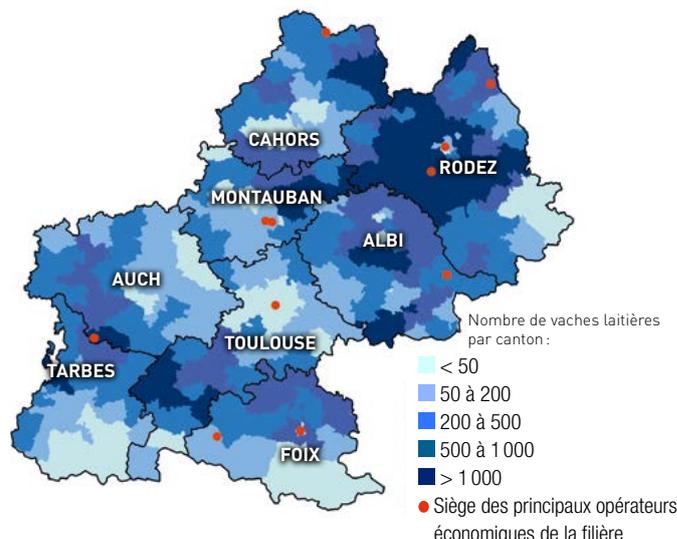
Malgré ce constat, la région demeure le leader de la production de lait de vache au sein du bassin laitier du Sud-Ouest, qui regroupe les régions Aquitaine, Languedoc-Roussillon et Midi-Pyrénées.



PRODUCTION DE LAIT DE VACHE EN 2013 [Source SAA 2013]

Le lait livré à l'industrie est en majeure partie transformé en lait de consommation (56 % des volumes produits en 2011). Viennent ensuite les produits frais et les fromages. Les produits industriels constituent une très faible part des transformations.

Les producteurs doivent faire face à une volatilité de plus en plus importante des cours du lait depuis ces dernières années. Elle entraîne un manque de lisibilité à court et moyen terme pour les éleveurs. Ces derniers doivent également se préparer à la suppression des quotas laitiers prévue en 2015.



RÉPARTITION DU CHEPTEL BOVIN LAITIER [Source RA 2010]

LES CHIFFRES

- **134 774 vaches laitières** (soit 3.6 % du cheptel national)
- **3 439 exploitations ont un atelier bovin lait** dont 147 exploitations produisant sous signe de qualité dont 97 exploitations certifiées AB
- **6 570 UTA concernées**
- **1 352 exploitations spécialisées**
- **792.6 millions de litres de lait produit** (soit 3.3 % de la production nationale) dont 97 % est livré à l'industrie
- **275.1 millions d'euros de valeur produite, soit 6.7 % du produit brut total agricole de Midi-Pyrénées**

[Sources : Inosys - SAA 2013 - Comptes de l'agriculture 2013]

CARACTÉRISTIQUES DES EXPLOITATIONS BOVIN LAIT* [Source RA 2010/Inosys]

	Ayant un atelier BL significatif*	Dont spécialisées	Dont bovin mixte**	Dont polyculteur-éleveur
Nombre d'exploitations	3 439	1 352	962	609
SAU moyenne en ha	74.7	57.8	80.2	85.9
STH + surface fourragère moyenne en ha	54.5	48.8	70.1	40.5
UTA moyennes	1.9	1.7	1.9	2
Nombre moyen de vaches laitières	39.9	41.2	36	43.3

* >= 5 vaches laitières/** Ayant un troupeau mixte lait et viande



PLUS D'INFOS sur

Institut de l'Élevage : idele.fr

Chambre régionale d'agriculture : www.mp.chambagri.fr/-Elevage-bovin-lait-.html

ANALYSE ÉCONOMIQUE DES EXPLOITATIONS BOVIN LAIT

CAMPAGNE 2013-2014 (Source : CERFRANCE Midi-Pyrénées)

Le point campagne : Une conjoncture plus favorable en 2013

Grâce à un contexte porteur, la conjoncture laitière est favorable en 2013. L'augmentation de la demande en produits laitiers observée sur le marché mondial a tiré les prix vers le haut. Cette demande devrait rester soutenue dans les années à venir et croître plus rapidement que la production, mais le contexte économique mondial incite à la prudence.

La hausse des prix n'est toutefois pas suffisante pour enrayer la chute de la production laitière en Midi-Pyrénées. Pour la 3^e année consécutive, la production recule (-6 % par rapport à la production 2012). Elle se concentre sur les départements de l'Aveyron, du Tarn et du Lot où la référence laitière progresse de 13 % en 2 campagnes, alors qu'elle diminue de 14 % dans les autres départements de la région.

Un résultat amoindri par des coûts de production élevés

L'augmentation du volume livré (+ 10 000 l.) et la hausse du prix du lait (+30 €/1 000 l.) font progresser le produit bovin lait. On constate toutefois une dégradation du volume de lait produit par vache.

Les charges restent élevées avec une progression de 10 %, portée par la hausse du poste aliment (+8 €/1 000 l.). En moyenne cette charge s'élève à 118 €/1 000 l., avec une disparité au sein du groupe ; pour 1/3 des exploitations, elle est supérieure à 130 €/1 000 l.

La maîtrise des coûts n'a pas été suffisante entraînant une baisse de l'EBE sur les exploitations.

Un EBE insuffisant

La rentabilité économique des exploitations est fragilisée par la baisse de 3 % de l'EBE.

Le niveau d'annuité reste stable par rapport à 2012. L'EBE couvre les prélèvements privés qui ont été réduits à 13.410 €/UTHF, mais les exploitations n'ont plus de marge de sécurité.

L'investissement est moindre qu'en 2012 et a été financé à plus de 90 % par de l'emprunt.

Une situation financière qui se détériore

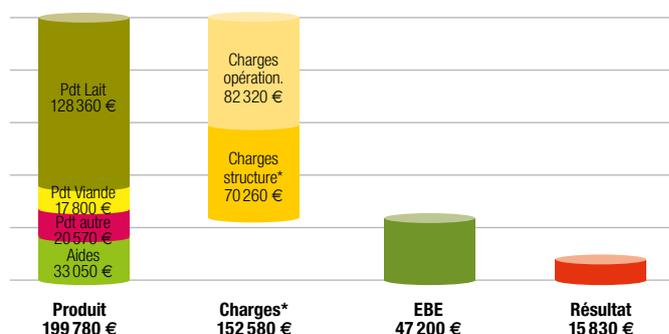
La situation financière se dégrade, 10 % des exploitations du groupe sont en danger.

Le fonds de roulement moyen couvre 123 jours de cycle de charges ; pour 4 exploitations sur 10, il couvre moins de 100 jours. La trésorerie nette se dégrade ; elle est négative pour 48 % des exploitations.

Le taux d'endettement global reste stable, mais les dettes à court terme progressent témoignant d'une dégradation de la trésorerie.

L'échantillon CERFRANCE

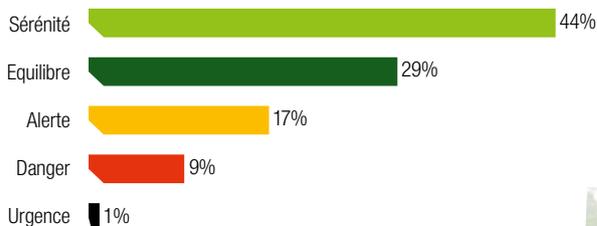
- 654 exploitations spécialisées dont indiv. 36 %, GAEC 32 %, EARL 30 %
- SAU : 82 ha dont 64 ha de SFP
- 54 vaches laitières
- 358.000 litres de lait vendus par exploitation, soit 6 600 l. par vache à un prix moyen de 358€/1000 l.
- 1.7 UTH familiale / 0.2 UTH salariée



CONSTRUCTION DU RÉSULTAT ÉCONOMIQUE



UTILISATION DE L'EBE



SANTÉ FINANCIÈRE DES EXPLOITATIONS

L'ÉLEVAGE OVIN VIANDE

Avec 16 % du cheptel national, soit 588 832 brebis nourrices, **Midi-Pyrénées est la première région de production ovine allaitante de France** et fournit le quart de la viande ovine nationale (troupeaux viande et lait confondus). La production est principalement localisée dans le nord de la région et plus particulièrement dans le Lot qui détient le tiers des effectifs de mères.

1 393 élevages sont spécialisés et possèdent plus de 50 % des effectifs. Plus de 600 autres élevages combinent un atelier bovin viande avec un atelier ovin viande.

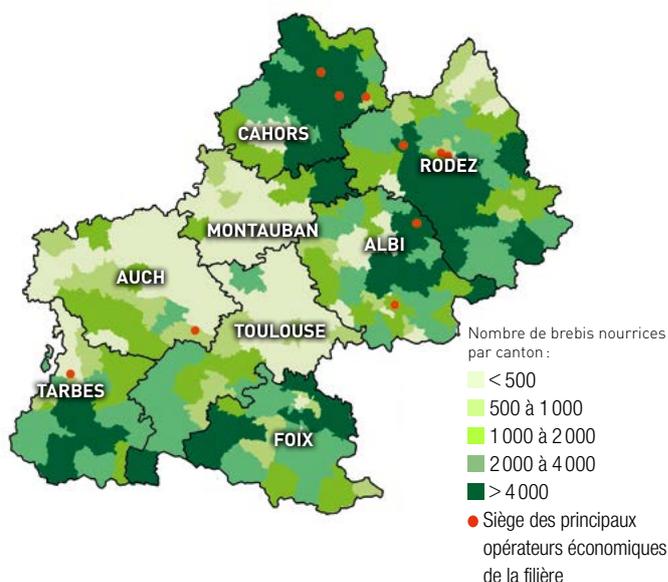
Le nombre d'éleveurs a fortement diminué en l'espace de 10 ans (-21.6 %), tout comme le nombre de brebis nourrices (-31 % entre 2000 et 2013). La production a, elle, chuté de près de 22 %.

Un nombre encore important d'exploitations conserve des troupeaux modestes (moins de 50 brebis nourrices) bien que la taille moyenne des troupeaux s'accroisse régulièrement (136 brebis en 2012). Le Lot dispose du troupeau moyen le plus important (237 brebis) alors que le bassin sud dispose du plus petit (99 brebis).

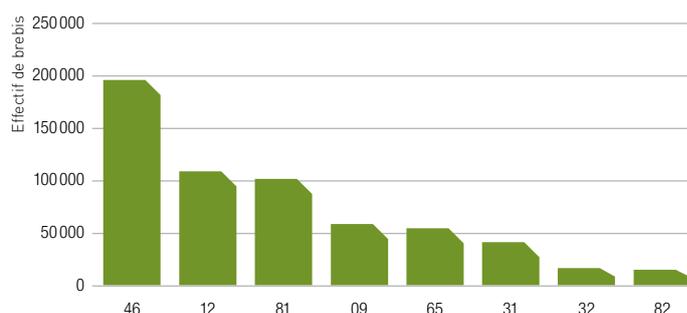
La filière est fortement organisée dans la région. Elle comptait, en 2013, trois associations d'éleveurs et sept organisations commerciales (coopératives et SICA).

Elle accorde une place importante aux signes officiels de qualité et à la production d'agneaux labellisés (150 533 en 2013). Un grand nombre de SIQO a en effet été mis en place :

- **En Label Rouge** : Agneau fermier des pays d'Oc, Agneau Lou Pailhol, Agneau fermier « Sélection des bergers » et Agneau laiton, ainsi que l'Agneau fermier du Quercy également certifié IGP ;
- **En IGP** : Agneau de l'Aveyron ;
- **En AOP** : Mouton Barèges-Gavarnie.



RÉPARTITION DU CHEPTEL OVIN ALLAITANT (Source RA 2010)



NOMBRE DE BREBIS ALLAITANTES (Source SAA 2013)

LES CHIFFRES

- **588 832 brebis nourrices (soit 16 % du cheptel national)**
- **2 938 exploitations ont des brebis nourrices**
Dont 1 007 exploitations produisant sous signe de qualité
Dont 162 exploitations en AB (ou en conversion)
- **4 583 UTA concernées**
- **1 393 exploitations spécialisées**
- **28 181 tonnes de viande produite (soit 25 % de la production nationale)**
- **252.1 millions d'euros de valeur produite**

(Sources : INOSYS - SAA 2013 - Comptes de l'agriculture 2013)

CARACTÉRISTIQUES DES EXPLOITATIONS OVIN VIANDE* (Source RA 2010/Inosys)

	Ayant un atelier OV significatif*	Dont spécialisées	Dont mixtes bovin viande - ovine viande	Dont polyculteur-éleveur
Nombre d'exploitations	2 938	1 393	617	423
SAU moyenne en ha	73.4	63.2	64.5	79.5
STH + surface fourragère moyenne en ha	62.4	58.2	59.3	48.8
UTA moyennes	1.6	1.3	1.5	1.6
Nombre moyen de brebis nourrices	212.2	234.6	171.8	219.4
UGB ovines moyennes	39.6	39.7	29.2	37

* >= 50 brebis nourrices



ANALYSE ÉCONOMIQUE DES EXPLOITATIONS OVIN VIANDE

CAMPAGNE 2013-2014 (Source : CERFRANCE Midi-Pyrénées)

Le point campagne : Des prix records, mais...

L'année 2013 se caractérise par des prix de vente records au second semestre. Ces prix n'ont pourtant pas permis d'enrayer la diminution du cheptel et un nouveau recul de la production. En parallèle, les coûts de production ont également augmenté.

La Nouvelle-Zélande et l'Australie ont diminué leurs exportations vers l'Europe pour répondre à la demande asiatique (Chine notamment). La diminution des importations ainsi que la baisse de la production nationale ont entraîné un nouveau recul de la consommation de viande ovine.

Le prix de l'agneau en hausse... mais moins de disponibilités

Malgré le prix de l'agneau qui s'établit à 112 € en moyenne contre 108 € l'an dernier, le résultat économique baisse fortement en 2013 (-35 %) pour atteindre son niveau le plus bas de l'après réforme 2010. Les raisons sont multiples : baisse du produit des céréales, progression de l'ensemble des frais de structure de près de 5 % et surtout maintien du produit ovine à 129 €/ brebis malgré la hausse des prix. Le nombre d'agneaux vendus est en forte baisse ; on peut probablement l'imputer au virus de Schmallenberg, mais aussi à la mauvaise qualité des fourrages. Outre la productivité numérique, un des critères essentiel de performance de l'élevage reste le coût alimentaire (47 €/ brebis hors cessions). L'écart de coût alimentaire entre les exploitations du quartile inférieur et supérieur (sur la base du Résultat Courant / UTHF) est supérieur à 10 €/ brebis, soit plus de 5 000 € de gain potentiel pour ce dernier groupe, malgré une productivité moindre et pour une surface de céréales équivalente.

Priorité donnée à l'outil de production

La baisse de l'EBE oblige les exploitants à compresser les prélèvements privés pour garder une CAF légèrement positive. Pour autant le niveau d'investissement reste identique à l'an dernier à 33 €/ brebis, financé en grande partie par emprunt. La totalité de la CAF ne suffit pas à assurer la partie d'autofinancement de ces investissements, c'est pourquoi la trésorerie nette globale diminue de 2 500 € pour se situer à 23 600 €.

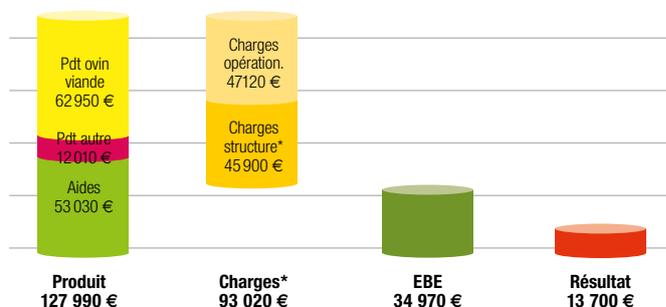
Etiollement de la santé financière des exploitations

Le comportement prudent des éleveurs permet de maintenir plus de 80 % des exploitations en situation de « sérénité » ou « équilibre ». Notons toutefois que le nombre d'exploitations classées dans la catégorie « sérénité » passe de 62 à 50 % au profit de la catégorie « équilibre ». Même s'il faut analyser ce classement de façon pluriannuelle, ce phénomène est assez significatif pour être remarqué.

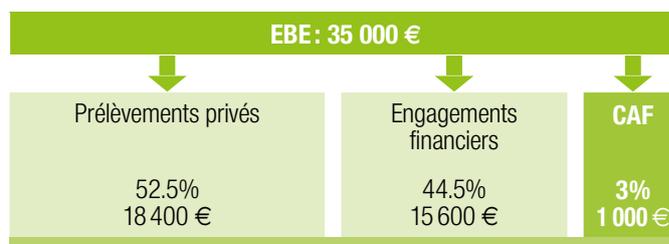
Dans les 18 % d'exploitations restantes, on constate globalement un déficit d'efficacité économique, qui pourrait être corrigé par une amélioration des résultats techniques. La situation financière est fortement dégradée pour 2/3 d'entre elles (soit 12 % de l'échantillon total), ce qui est un problème chronique pour ces exploitations.

L'échantillon CERFRANCE

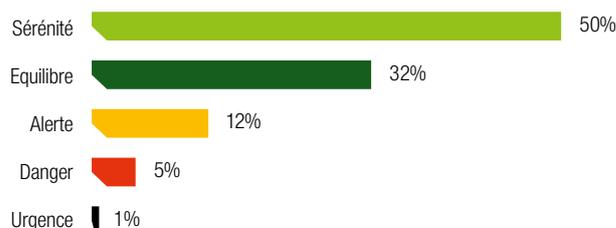
- 189 exploitations spécialisées dont 46 % ind., 28 % GAEC, 26 % EARL
- SAU : 178 ha dont 161 ha de SFP
- 1.5 UTH familiale / 0.1 UTH salariée
- Troupeau : 489 brebis soit 305 brebis/ UTH
- Prix moyen de l'agneau de boucherie : 112 €



CONSTRUCTION DU RÉSULTAT ÉCONOMIQUE



UTILISATION DE L'EBE



SANTÉ FINANCIÈRE DES EXPLOITATIONS

L'ÉLEVAGE OVIN LAIT

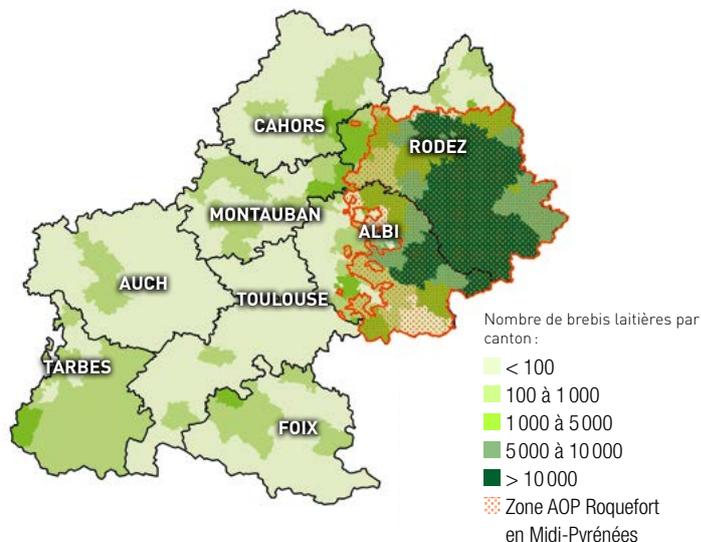


En 2013, avec près de 646 000 brebis laitières et une production de 167 millions de litres (soit 65 % de la production nationale), **Midi-Pyrénées se classe en tête des régions productrices de lait de brebis.**

La production est largement concentrée dans la zone AOP Roquefort, en Aveyron et dans le Tarn. Ces deux départements détiennent 98 % des brebis laitières et produisent 98 % de la production totale de la région. 1 346 exploitations sont spécialisées dans cette production. Elles détiennent plus de 65 % du cheptel, le reste étant réparti dans des exploitations ayant un second atelier, bovin viande le plus souvent ou ovin viande.

Depuis 2000, le cheptel a légèrement régressé (- 5.2 %) alors que la production se maintient.

Les entreprises de l'interprofession de Roquefort réceptionnent la quasi-totalité des livraisons de lait à l'industrie. Un peu moins de la moitié de ces volumes (47.5 %) est transformé en Roquefort (AOP).



RÉPARTITION DU CHEPTEL OVIN LAITIÈRE [Source RA 2010]

Environ 17 000 tonnes de Roquefort ont été produites en 2013. Cette transformation, qui représente la meilleure valorisation du lait, tend à diminuer ces dernières années. Le reste du lait est transformé en d'autres spécialités fromagères ou en produits frais. L'avenir de la filière dépend de la stratégie de diversification qu'adopteront les différents acteurs pour pallier la baisse des transformations en Roquefort.

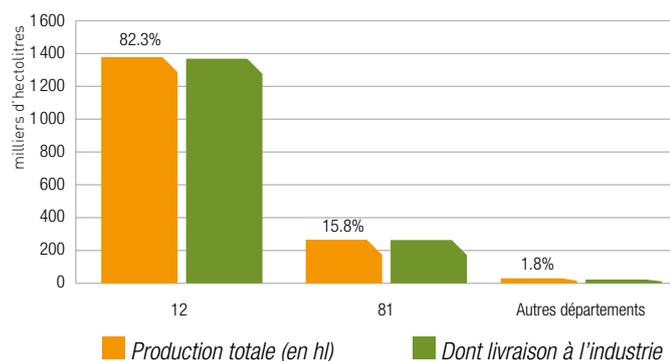
L'application du paquet lait européen à la filière ovine lait nécessite une réorganisation de l'interprofession de Roquefort avec la mise en place d'organismes de producteurs. Ces dernières années, on assiste également à un développement de la production de lait de brebis bio porté par une demande forte des industriels.

Hors « rayon de Roquefort », les producteurs sont plutôt orientés sur la fabrication de produits fermiers et la vente directe. C'est principalement le cas dans le Massif des Pyrénées.

LES CHIFFRES

- **645 874 brebis laitières (soit 52 % du cheptel national)**
- **2 040 exploitations ont des brebis laitières**
dont 1 429 exploitations produisant sous signe de qualité
dont 137 exploitations produisant en AB
- **4 377 UTA concernées**
- **1 346 exploitations spécialisées**
- **167.4 millions de litres (soit 65 % de la production nationale) dont 99 % est livré à l'industrie**
- **159.5 millions d'euros de valeur produite, soit 4 % du produit brut total agricole de Midi-Pyrénées**

[Sources : INOSYS - SAA 2013 - Comptes de l'agriculture 2013]



PRODUCTION DE LAIT DE BREBIS [Source SAA 2013]

CARACTÉRISTIQUES DES EXPLOITATIONS OVIN LAIT* [Source RA 2010 - Inosys]

	Ayant un atelier OL significatif*	Dont spécialisées	Dont mixtes avec atelier bovin ou ovin viande
Nombre d'exploitations	2040	1346	507
SAU Moyenne en ha	95.5	84.1	101.2
STH + surface fourragère moyenne en ha	80.3	71.3	87.2
UTA moyennes	1.3	1.9	2.4
Nombre moyen de brebis laitières	341.3	340.7	315.1

* >= 25 brebis laitières



PLUS D'INFOS sur

Institut de l'Élevage : <http://idele.fr>

Chambre régionale d'agriculture : www.mp.chambagri.fr/-Elevage-ovine-caprin-.html

ANALYSE ÉCONOMIQUE DES EXPLOITATIONS OVIN LAIT

CAMPAGNE 2013-2014 (Source : CERFRANCE Midi-Pyrénées)

Le point campagne

La production sur le bassin de Roquefort a très légèrement baissé en 2013 par rapport à l'année précédente dans un contexte national de stagnation. La fabrication du Roquefort poursuit son érosion (-1.76 %) mais la tendance est plus lourde pour d'autres transformations.

Le prix du lait a progressé de +1.8 %. Ceci n'a pas totalement compensé l'accroissement des coûts de production.

Un produit en baisse et des charges fixes en hausse

Par rapport à 2012, le produit total diminue de 7 %. Des rendements en céréales plus faibles, une baisse en volume de la production laitière et un prix de vente inférieur pour l'agneau de Roquefort en sont les principales causes.

Une baisse des charges opérationnelles est à noter, en particulier du poste aliments. Toutefois ce dernier demeure élevé et reste le 1^{er} poste des charges avant amortissement (21 %) ; sa maîtrise conditionne en grande partie le revenu. Les charges fixes progressent encore de 6 %. Les cotisations sociales exploitants représentent un tiers de la hausse, viennent ensuite les postes entretien-réparations, fermage et assurances. L'EBE chute fortement et le taux de rentabilité passe de 36 % en 2012 à 31 % en 2013.

Il existe une grande disparité en matière d'EBE : un quart du groupe réalise un EBE inférieur à 30 000 €, pour 19% l'EBE dépasse les 70 000 €.

L'EBE devient insuffisant

Les annuités demeurent stables d'une année à l'autre. L'EBE baissant, 41 % de ce dernier sert à rembourser la dette. L'EBE n'a pas suffi pour couvrir l'ensemble des besoins d'où une dégradation du fonds de roulement de 3 720 €. Les investissements nets (23 000 €) sont similaires à ceux de 2012 et sont financés à 80 % par des emprunts.

Ce chiffre cache de fortes disparités entre exploitations : la moitié du groupe a peu renouvelé son outil de production (moins de 10 000 € - moyenne 3 000 €) alors que 15 % des exploitations ont investi massivement (+ de 50 000 € moyenne 79 000 €).

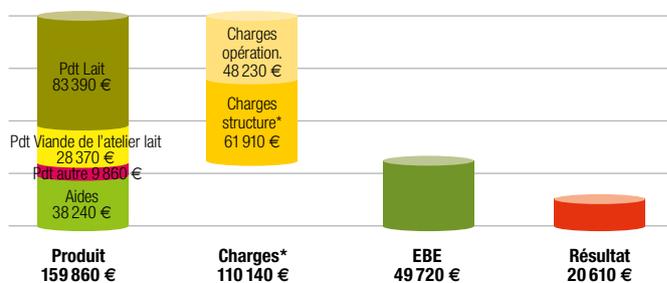
La situation financière à court terme se dégrade pour certaines exploitations

Le fonds de roulement couvre huit mois du cycle de charges. La trésorerie nette malgré une diminution de 5 360 € reste nettement positive, mais elle est négative pour 19 % des exploitations. Le taux d'endettement moyen est de 38 % dont 14 % à court terme. Ce sont les dettes court terme qui évoluent légèrement (+2 points par rapport à 2012).

La part des entreprises se situant en sérénité demeure largement majoritaire ; toutefois elle diminue de 17 points par rapport à 2012. C'est la proportion des exploitations en équilibre qui progresse le plus. Pour la première fois, 4 % des exploitations se trouvent en situation de grande fragilité.

L'échantillon CERFRANCE

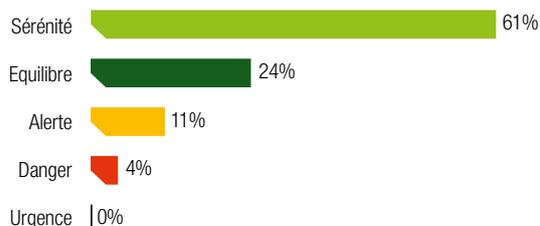
- 459 exploitations spécialisées dont 35 % en EARL, 33 % en GAEC et 31 % individuelles
- SAU : 94 ha dont 78 ha de SFP
- 1.7 UTH familiale / 0.2 UTH salariée
- Troupeau : 341 brebis
- 91 560 l. de lait vendus soit 268 l./brebis
- Prix moyen du lait : 911€/1000 l.



CONSTRUCTION DU RÉSULTAT ÉCONOMIQUE



UTILISATION DE L'EBE



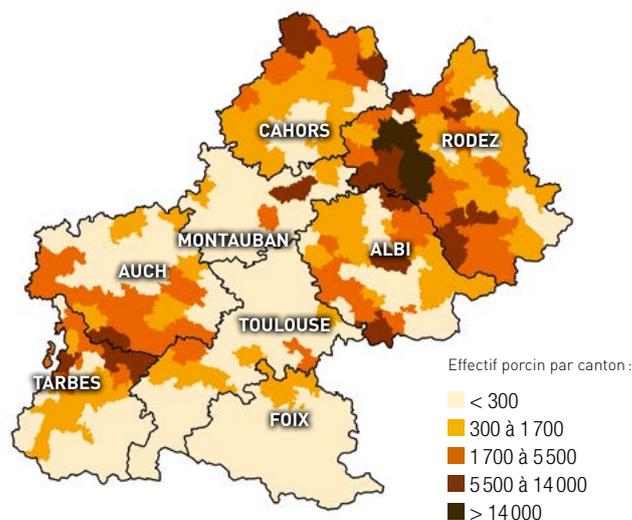
SANTÉ FINANCIÈRE DES EXPLOITATIONS

L'ÉLEVAGE PORCIN

Midi-Pyrénées possède 3.3 % du cheptel national de truies alors qu'elle produit 2.8 % de la viande porcine française. **Cette filière décline** depuis le début des années 2000. En cause, les crises successives qui l'ont secouée et ont provoqué l'abandon de beaucoup d'ateliers. La production a ainsi chuté, entre 2000 et 2012, de près de 20 %. Elle reste insuffisante pour répondre à la demande des transformateurs locaux, nombreux sur le territoire.

Les ateliers se concentrent dans le Nord de la région (Lot-Aveyron-Tarn) et fournissent 75 % de la production. La majeure partie des exploitations possède un, voire deux ateliers complémentaires à l'atelier porcin : atelier végétal (grandes cultures) ou animal (bovin viande ou lait). Spécificité de Midi-Pyrénées, plus de la moitié des éleveurs de porcs élaborent leur aliment à la ferme.

Plus de 85 % des porcs sont produits dans le cadre d'un cahier des charges SIQO : IGP Bayonne, IGP Jambon de Lacaune, IGP Porcs du Sud-Ouest (depuis mai 2013), Label Rouge. Une demande de reconnaissance en AOC est en cours pour le Porc noir de Bigorre ainsi qu'une demande d'IGP pour les saucisses et saucissons de Lacaune.

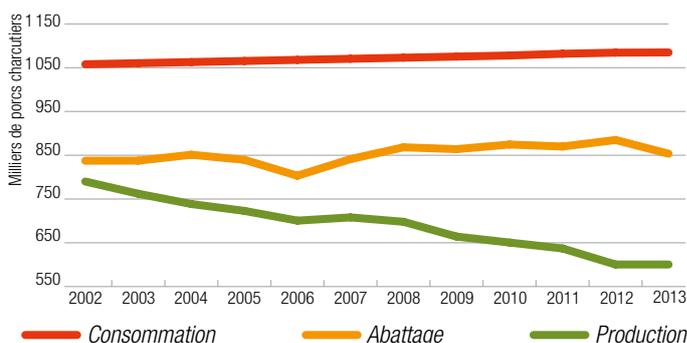


RÉPARTITION DU CHEPTEL PORCIN (Source RA 2010)

LES CHIFFRES

- **33 868 truies**
- **684 exploitations ont des porcs**
dont 329 exploitations produisant sous signe de qualité
dont 48 exploitations produisant en AB
- **1 492 UTA concernées**
- **63 exploitations spécialisées**
- **58 317 tonnes équivalent carcasse de viande produite (soit 2.8 % de la production nationale)**
- **82.4 millions d'euros de valeur produite soit 2 % du produit brut total agricole de Midi-Pyrénées**

[Sources : Inosys - SAA 2013 - Comptes de l'agriculture 2013]



PRODUCTION - ABATTAGE - CONSOMMATION DE PORCS CHARCUTIERS EN MIDI-PYRÉNÉES

(Source MidiPorc)

CARACTÉRISTIQUES DES EXPLOITATIONS PORCINES*

	Ayant un atelier porcin significatif*	Dont spécialisées	Dont polyculture - élevage (atelier porcin)	Dont mixtes herbivores viande - atelier porcin	Dont polyculture-élevage herbivore viande et atelier porcin	Dont polyélevage herbivores viande et lait et atelier porcin
Nombre d'exploitations	684	63	185	173	95	90
SAU moyenne en ha	65.3	12.3	60.5	64.1	99.6	63.2
UTA moyennes	2.2	2.2	2.1	2	2.3	2.3
Nombre d'exploitations ayant des truies	348	45	92	87	50	33
Nombre moyens de truies**	98.2	220.1	103.4	72.9	84.5	92.1
Nombre d'exploitations ayant des places d'engraissement	606	47	173	152	87	79
Nombre moyens de places d'engraissement	474	646	542	407	546	493

* >= 10 truies ou 50 places d'engraissement/** pour les exploitations avec activité naisseur



ANALYSE ÉCONOMIQUE DES EXPLOITATIONS PORCINES

CAMPAGNE 2013-2014 (Source : CERFRANCE Midi-Pyrénées)

Le point campagne

Malgré une demande mondiale moins dynamique, les exportations européennes et françaises ont pu se maintenir. Dans un contexte de baisse de l'offre nationale (repli du cheptel et des abattages), les prix ont légèrement

progressé en 2013. La hausse des charges, principalement du coût de l'aliment, a pesé une nouvelle fois sur la rentabilité des élevages.

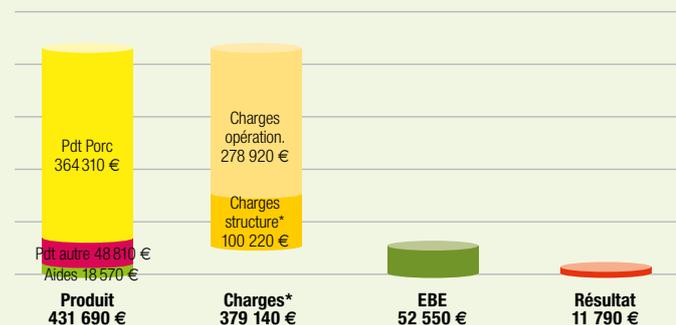
NAISSEURS ENGRAISSEURS

Des exploitations porcines fragilisées malgré des charges maîtrisées

La baisse du nombre de porcs charcutiers vendus n'a pas eu d'impact sur le produit porc car elle a été compensée par une augmentation du prix de 5 € par porc. Mais, globalement, le produit courant des exploitations porcines baisse de 9 000 € à cause de la baisse du produit végétal.

Les aliments, à eux seuls, représentent 83 % des charges opérationnelles. Ces derniers progressent de 3 %. Malgré les charges de mécanisation en repli, les charges de structures augmentent de 2 %, avec une hausse du poste main d'œuvre.

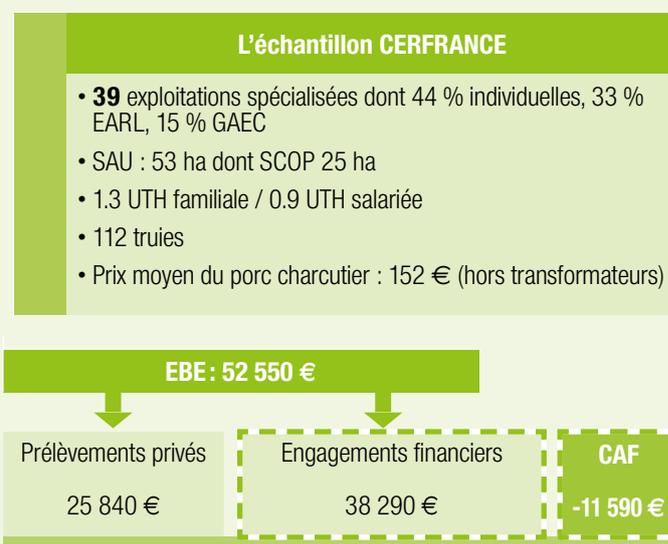
À échantillon constant, l'EBE chute de plus de 21 000 € par rapport à 2012.



CONSTRUCTION DU RÉSULTAT ÉCONOMIQUE

Une rentabilité économique insuffisante

L'EBE se dégrade, il couvre les annuités (qui régressent de 20 % par rapport à 2012) mais il est insuffisant pour faire face aux prélèvements privés et ne laisse aucune marge de sécurité sur l'exploitation.



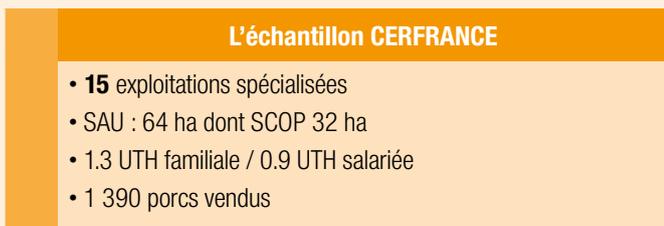
UTILISATION DE L'EBE

ENGRAISSEURS

Une situation économique difficile

Le prix du porc charcutier reste stable mais le nombre de porcs vendus diminue de 3 % faisant baisser le produit porc.

Les charges restent constantes sur cet exercice. Malgré cela, l'EBE chute de 30 % et ne permet pas de couvrir les annuités.

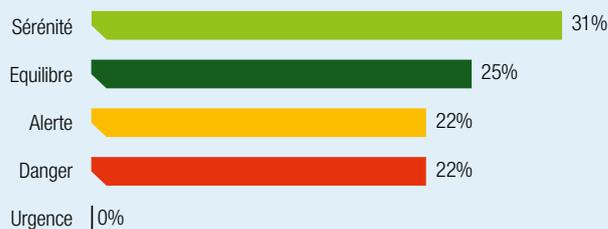


UNE SANTÉ FINANCIÈRE DÉGRADÉE QUEL QUE SOIT LE SYSTÈME

44 % des exploitations porcines sont dans une situation financière délicate, avec une proportion plus importante chez les engraisseurs.

Le fonds de roulement diminue et ne couvre que 100 jours du cycle de charges. Le taux d'endettement est de 55 % avec un endettement court terme qui progresse. La trésorerie nette globale se dégrade, elle est négative pour 65 % des exploitations.

(Échantillon total tous systèmes : 55 exploitations)



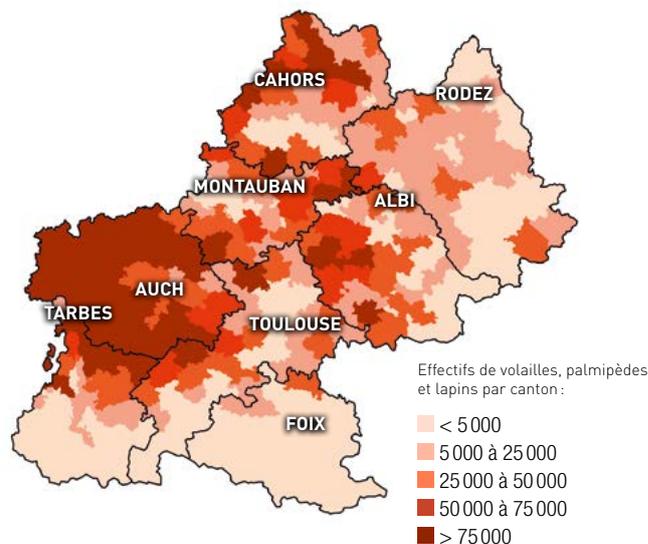
SANTÉ FINANCIÈRE DES EXPLOITATIONS

L'ÉLEVAGE DE VOLAILLES, PALMIPÈDES ET LAPINS

Midi-Pyrénées a produit, en 2013, 2,2 % des volailles de chair, 22,3 % des canards gras, 21,5 % du foie gras de canard et 3,4 % des lapins du territoire national. La région produit également 2,8 % des volailles festives (dindes, pintades...) et 2 % des œufs de consommation.

La majeure partie des 2005 exploitations détenant des volailles et des 1 543 exploitations détenant des palmipèdes se situe dans le Gers, qui regroupe 30 % des exploitations et près de la moitié des effectifs animaux. La production de lapins est concentrée dans le Nord de la région (Aveyron et Lot), puis dans les Hautes-Pyrénées.

Ces filières sont fortement marquées par la production sous signe de qualité. En volailles, 3 SIQO, dont un pour la production d'œufs, réalisent 23,5 % du chiffre d'affaires de la filière : Volailles fermières du Gers (IGP+LR), Volailles fermière du Ségala et du Quercy (LR), Œuf Cocorette (LR+AB). Concernant les palmipèdes, 3 SIQO couvrent l'essentiel du chiffre d'affaires de la filière : Canard à foie gras du Sud-Ouest (LR+IGP), Canard à foie gras du Gers (IGP), Oie fermière Label Rouge (élevée dans le Gers).



RÉPARTITION DES EFFECTIFS DE VOLAILLES, PALMIPÈDES ET LAPINS (Source RA 2010)

LES CHIFFRES

- **Effectifs présents dans les exploitations en 2013 : 1.2 million de volailles de ponte, 4.9 millions de poulets de chair, 1.4 million de volailles festives, 8 millions de palmipèdes et 52 000 lapines**
- **2 005 exploitations ont un atelier volailles significatif*, 1 543 un atelier palmipèdes** et 62 un atelier lapin*****
dont 1 266 exploitations produisant sous signe de qualité
dont 83 exploitations certifiées AB
- **396 exploitations spécialisées en volailles, 307 en palmipèdes et 23 en lapins**
- **38 133 tonnes équivalent carcasse produite en volailles**
- **30 258 tonnes équivalent carcasse en palmipèdes dont 4 160 T de foie**
- **278.2 millions d'œufs produits**
- **1 806 tonnes équivalent carcasse de viande de lapin produite**
- **240.1 millions d'euros de valeur produite en volailles et œufs soit 5.9 % du produit brut total agricole de Midi-Pyrénées**

(Source Inosys – SAA 2013 – Comptes de l'agriculture 2013 - CIFOE)

* Définition INOSYS : plus de 200 poules pondeuses ou reproductrices ou volailles de chair ou plus de 30 autruches ou plus de 500 pigeons ou cailles ou plus de 150 m² de bâtiments volailles de chair ou plus de 500 volailles totales

** Définition INOSYS : plus de 100 oies ou canards ou présence de gavage de volailles

*** Définition INOSYS : plus de 50 lapines mères

CARACTÉRISTIQUES DES EXPLOITATIONS EN VOLAILLES, PALMIPÈDES ET LAPIN

(Source RA 2010/Inosys)

	Ayant 1 atelier volailles significatif *		Ayant 1 atelier palmipèdes significatif **		Ayant des lapins	
		Dont spécialisées		Dont spécialisées		Dont spécialisées
Nombre d'exploitations	2 005	396	1 543	307	62	23
SAU moyenne en ha	56.6	5.6	53.4	6.1	29.5	1.7
UTA moyennes	1.9	1.6	1.9	1.6	1.5	1.2
Nombre de têtes de volailles moyen ou nombre de têtes d'oies et de canard ou nombre de lapines moyen	5 252	5 621	2 231	2 646	232	276
m ² de bâtiment moyen	478.1	442.0	276.6	239.5	-	-



ANALYSE ÉCONOMIQUE DES EXPLOITATIONS AVICOLES

CAMPAGNE 2013-2014 (Source : CERFRANCE Midi-Pyrénées)

Le point campagne

En 2013, la production française de volailles a atteint 1.9 million de tonnes, en légère progression (+1.2 %) après une année de repli. Ce chiffre cache de fortes disparités entre espèces, avec +5 % pour le poulet mais -7 % en dindes et canards.

En ce qui concerne le foie gras, la production française est en recul, passant de 19600 à 19200 tonnes entre 2012 et 2013. Après une progression ininterrompue depuis 15 ans, la production de canards se stabilise. La filière est impactée par la mise aux normes des logements d'animaux, d'ici 2015, qui implique de forts investissements pour la poursuite de cette activité.



VOLAILLES DE CHAIR

Un résultat courant qui se dégrade

Le produit avicole représente 81 % du total de la production, hors aides. L'aliment demeure le poste de charges essentiel, il représente 79 % des charges opérationnelles.

En termes de charges de structure, la mécanisation représente 39 % (importance des amortissements) et les frais généraux 23 % devant la main-d'œuvre à 17 %.

Chute de l'EBE

L'EBE a chuté par rapport à l'année précédente, en raison de la baisse de la production végétale (volume et prix) et des aides. Il ne représente plus que 12 % du produit courant. La rentabilité de ces entreprises est donc pénalisée.

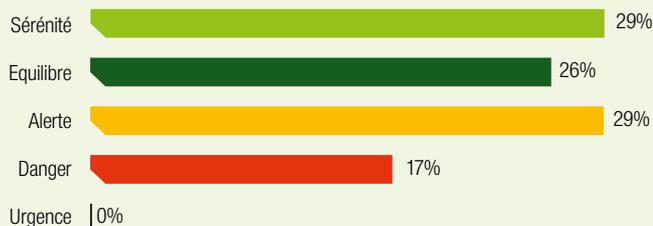
Les charges opérationnelles sont identiques, la baisse des charges de structure n'a pu compenser la baisse de la production.

Le montant des annuités atteint presque le niveau de l'EBE. Les prélèvements privés ne peuvent être assurés. La capacité d'autofinancement est devenue négative.

Ce système est fragilisé

Il y a cette année autant d'exploitations en alerte qu'en sérénité. La part des exploitations en danger a été multipliée par plus de trois depuis l'an dernier.

Le taux d'endettement est de 66 % dont 24 % à court terme.



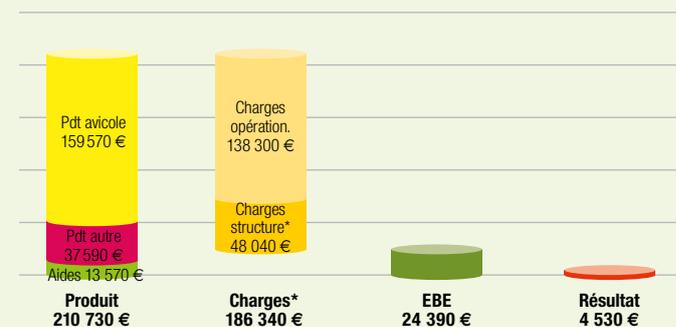
SANTÉ FINANCIÈRE DES EXPLOITATIONS

L'échantillon CERFRANCE

- 75 exploitations spécialisées dont 57 % individuelles et 32 % en EARL
- SAU de 43 ha dont 25 ha en grandes cultures.
- 1.2 UTH familiale / 0.2 UTH salariée



UTILISATION DE L'EBE



CONSTRUCTION DU RÉSULTAT ÉCONOMIQUE

PALMIPÈDES GRAS – PRÊTS À GAVER

L'envolée des charges de structure pénalise le résultat

La production de prêts à gaver est pratiquement constante et représente 82 % de la production totale hors aides.

Dans l'ensemble, tous les postes des charges de structure augmentent, entre autres, main-d'œuvre et mécanisation (entretien), entraînant la chute de l'EBE et du résultat courant.

L'EBE se détériore

L'EBE n'atteint plus que 27 500 € contre 41 770 € l'année précédente. Il ne représente plus que 11 % du produit courant.

L'EBE ne peut assurer la couverture des annuités et des prélèvements privés ; il manque 16 000 € pour atteindre l'équilibre de trésorerie. Cela aura une incidence sur les frais financiers futurs.

Un système toujours fragile

La répartition des exploitations selon leur indice de santé financière est globalement la même que l'an dernier avec une augmentation sensible de la part des exploitations en urgence.

Le taux d'endettement global est de 70 % dont 37 % à court terme.



SANTÉ FINANCIÈRE DES EXPLOITATIONS

PALMIPÈDES GRAS – GAVAGE

Un résultat en repli

Le résultat est impacté par l'augmentation globale des charges, notamment le poste aliment (62 % des charges opérationnelles) et le poste mécanisation (33 % des charges de structure). Il baisse de 10 000 € par rapport à l'année précédente.

Un système de production moins pénalisé que les deux précédents :

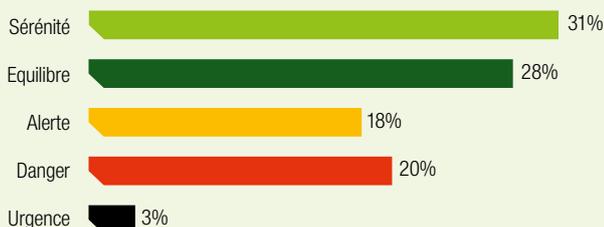
L'EBE représente 17 % du produit courant, sa diminution est plus faible que pour les deux autres systèmes mais il ne réussit pas à couvrir les besoins de l'entreprise.

Le niveau d'annuités se maintient en raison d'investissements constants.

Attention à la dégradation de la trésorerie

Par rapport à l'an passé, la part des exploitations en alerte, danger et urgence est en augmentation.

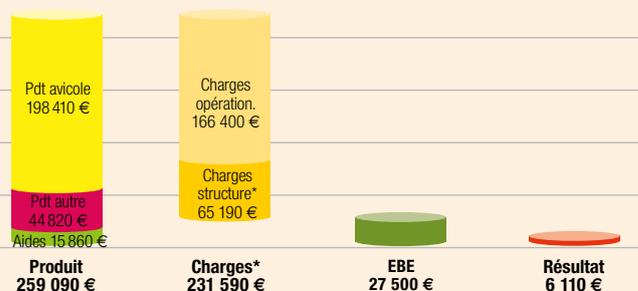
Le taux d'endettement est en augmentation, à plus de 70%.



SANTÉ FINANCIÈRE DES EXPLOITATIONS

L'échantillon CERFRANCE

- 49 exploitations spécialisées dont 49 % individuelles et 41 % en EARL
- SAU : 49 ha dont 26 ha en grandes cultures et 21 ha en SFP
- 1.3 UTH familiale / 0.9 UTH salariée



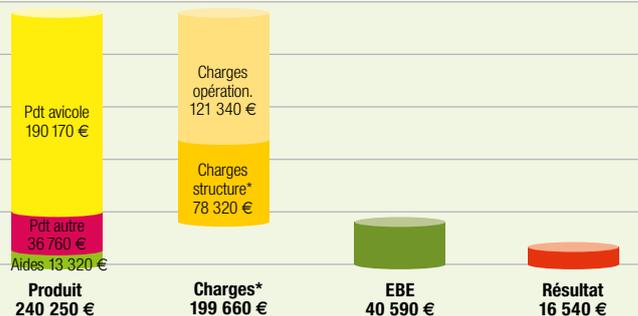
CONSTRUCTION DU RÉSULTAT ÉCONOMIQUE



UTILISATION DE L'EBE

L'échantillon CERFRANCE

- 109 exploitations spécialisées dont 50 % individuelles et 34 % en EARL
- SAU : 39 ha dont 17 ha en grandes cultures et 20 ha en SFP
- 1.5 UTH familiale / 0.7 UTH salariée



CONSTRUCTION DU RÉSULTAT ÉCONOMIQUE



UTILISATION DE L'EBE

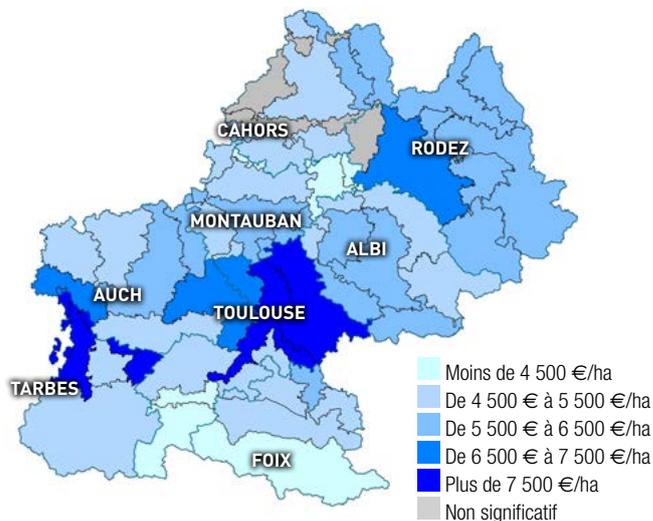
LE FONCIER

Comme la plupart des régions, Midi-Pyrénées est confrontée à l'urbanisation progressive de l'espace rural (développement de l'habitat résidentiel et des espaces de loisir) et à l'artificialisation des terres agricoles.

Après un repli important en 2012 et 2013 (voir graphique ci-dessous), le marché foncier rural s'est ouvert en 2014 en Midi-Pyrénées sous l'impulsion principalement de la forte progression du marché agricole. En effet, les transactions sur le marché agricole atteignent environ 27 000 hectares, soit le total le plus important depuis 2008 (+ 11 % par rapport à 2013). Ce phénomène est constaté sur au moins 6 départements de la région avec des évolutions plus ou moins importantes (entre + 19 % dans le Tarn-et-Garonne et l'Aveyron et + 6 % dans le Lot). Le Gers est le département où les surfaces échangées sont les plus importantes avec près de 6 000 hectares en 2014.

Les ventes du marché foncier atteignent aussi la valeur la plus élevée depuis 2008 : près de 265 000 K€ (+ 13 % par rapport à 2013). Outre la hausse des surfaces échangées, ce phénomène s'explique également par la progression des transactions de terres agricoles bâties, échangées à des valeurs plus importantes que les terres non bâties.

Note : les chiffres de l'année 2014 par département n'étant pas encore complètement consolidés à ce jour, il nous est impossible d'actualiser les chiffres du graphique ci-dessous. Pour autant, les premiers chiffres restent suffisamment significatifs pour permettre le commentaire ci-dessus.



VALEUR VÉNALE DES TERRES AGRICOLES EN 2013

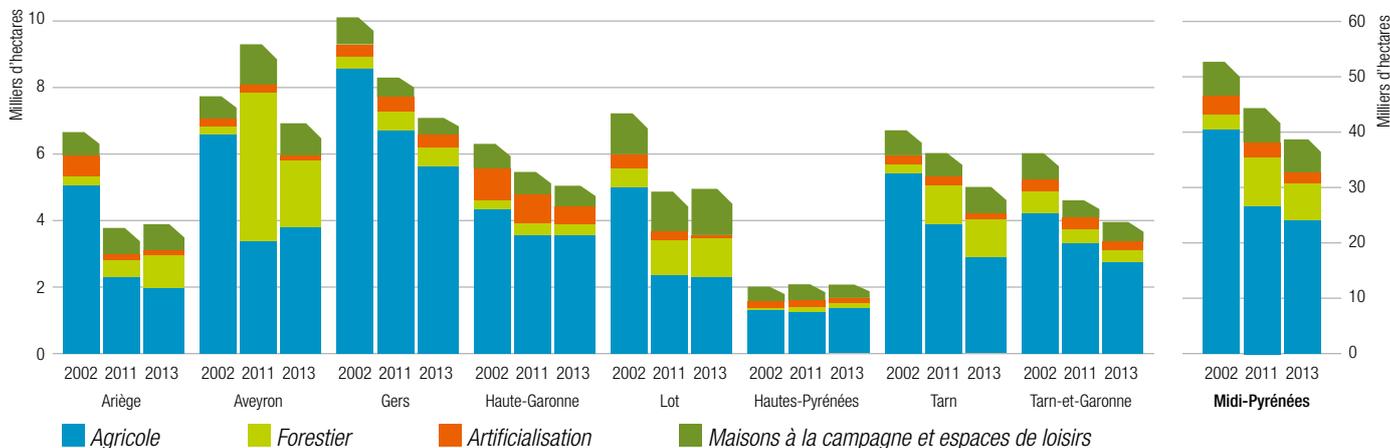
[Source ARSAMIP 2013]

LE POINT SUR L'ARTIFICIALISATION (Source : ARSAMIP)

L'artificialisation* a très fortement régressée en Midi-Pyrénées depuis 2009. En effet, elle diminue chaque année et ne représente plus que 1 500 hectares en Midi-Pyrénées en 2014 (4 800 hectares en 2008). Cette baisse est d'ailleurs fortement marquée entre 2013 et 2014 (20 %). La mise en place des mesures de densification de l'urbanisation via les documents d'urbanisme, les mesures environnementales, les lois Grenelle... expliquent ce phénomène car c'est en effet le marché des particuliers (terrains à bâtir) qui est le plus impacté.

En valeurs, le marché de l'artificialisation représente plus de 236 000 K€, soit - 17 % par rapport à 2013. Près de 67 % de ces valeurs sont concentrées sur le seul département de la Haute-Garonne.

*artificialisation au sens SAFER : surfaces destinées à l'emprise d'infrastructures, aux équipements collectifs, aux terrains à bâtir et aux extractions de substances minérales.



ÉVOLUTION DES SURFACES VENDUES PAR SEGMENT (Source ARSAMIP)

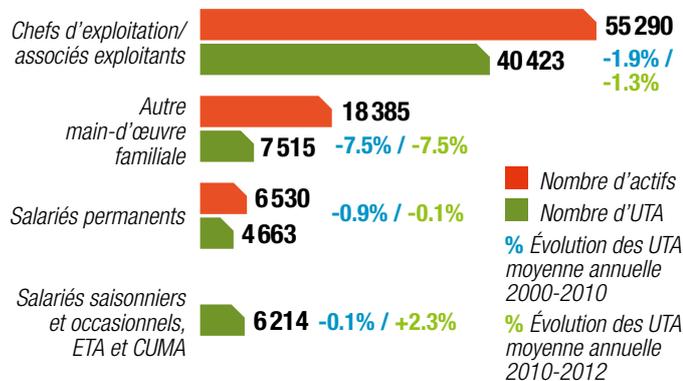
DÉMOGRAPHIE ET EMPLOI EN AGRICULTURE

Le secteur agricole et agroalimentaire est un employeur majeur en Midi-Pyrénées : plus de 97 000 emplois en 2012, dont la moitié provient des exploitations agricoles. Si le nombre d'emplois dans les exploitations agricoles a tendance à stagner, on constate a contrario une augmentation conséquente du nombre d'emplois à la fois dans les IAA et dans le secteur des services à l'agriculture entre 2011 et 2012.

Les **55 300 chefs d'exploitation et co-exploitants** représentent 69 % des emplois de l'agriculture.

Bien qu'en proportion moindre que la moyenne nationale, l'emploi salarié est aussi largement développé dans les exploitations agricoles régionales avec **près de 11 000 UTA salariées** (43 % en salariat permanent). Les systèmes agricoles les plus utilisateurs de main-d'œuvre sont les cultures permanentes et spécialisées qui font appel à une main-d'œuvre saisonnière importante. La carte ci-contre montre que ces systèmes ressortent comme majoritaires en termes de main-d'œuvre, y compris sur des territoires où ils ne représentent que peu d'exploitations.

Les évolutions du fonctionnement des exploitations agricoles ont modifié la structure de la main d'œuvre agricole régionale. En effet, alors que le nombre de chefs d'exploitation et co-exploitants diminue en moyenne de 1.9 % par an entre 2000 et 2010, la main d'œuvre familiale chute de 7.5 % par an. La main d'œuvre salariée, au contraire, se maintient, voire augmente, traduisant ainsi une évolution des exploitations d'une structure plutôt familiale vers un fonctionnement d'entreprise. L'augmentation des structures sociétaires renforce cette dynamique et permet une restructuration du travail au sein des exploitations.

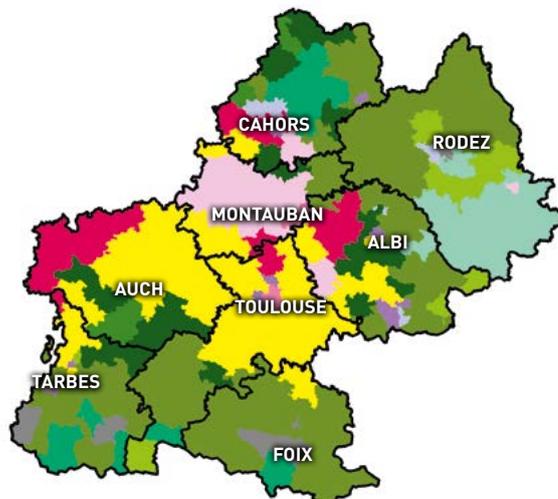


Main-d'œuvre permanente non salariée totale : **47 938 UTA**
 Dont chefs et coexploitants : **84 %**

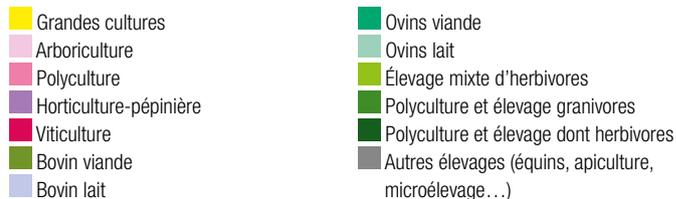
Main-d'œuvre salariée totale : **10 876 UTA**
 Dont salariés permanents : **43 %**

RÉPARTITION DE LA MAIN-D'ŒUVRE AGRICOLE RÉGIONALE

(Source Agreste BAEA 2012)



Système majoritaire en nombre d'UTA par canton



ORIENTATION AGRICOLE DES CANTONS EN FONCTION DE LA MAIN-D'ŒUVRE

(Source RA 2010/INOSYS)

Malgré cette tendance à la professionnalisation des systèmes agricoles en termes d'emploi, le **vieillessement global de la population agricole** reste un problème majeur pour les territoires de la région. L'âge moyen des chefs d'exploitation est passé de 46 à 50 ans entre 2000 et 2010, et la proportion de jeunes agriculteurs dans les exploitations professionnelles est de seulement 18 % alors qu'elle était de 28 % en 2000. La transmission des exploitations et l'installation de jeunes agriculteurs s'avèrent de plus en plus difficile avec l'agrandissement des structures, l'alourdissement des contraintes financières et de la réglementation, et la difficulté d'accès au foncier.

LES CHIFFRES

L'EMPLOI DU SECTEUR AGRICOLE ET AGRO-ALIMENTAIRE 2012

Nombre total d'emplois dans l'agriculture et l'agro-alimentaire élargi : 97 153 (+ 3.8% par rapport à 2011)
 (nombre d'emplois calculé en incluant les saisonniers et temps partiels au prorata du temps de travail)

- **Dont emplois des exploitations agricoles : 48 470** (+ 0.5% par rapport à 2011)
 (salariés et non salariés)
- **Dont emplois des IAA : 26 153** (+ 6.5% par rapport à 2011)
- **Dont emplois des services à l'agriculture : 22 530**
 (+ 8.6% par rapport à 2011)

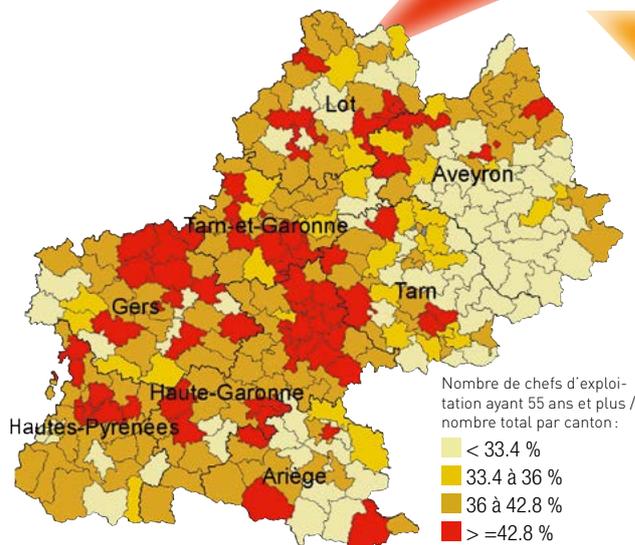
(Sources : Agreste BAEA 2012; INSEE; MSA)



INSTALLATION ET TRANSMISSION

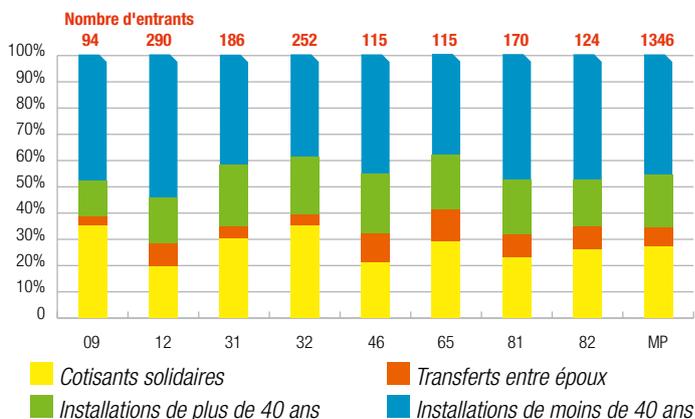
En Midi-Pyrénées comme dans les autres régions françaises, le vieillissement de la population agricole se poursuit et les installations, dont le nombre se stabilise, ne suffisent pas à compenser les départs en retraite. **Le taux moyen de remplacement de ces départs est seulement de 64 %**, pour un renouvellement de 2 % (cf définitions page 46).

En 2012, près de 15 000 chefs d'exploitations ont 55 ans et plus, soit 36 % des chefs d'exploitations de Midi-Pyrénées. Si les moyennes et grandes exploitations trouvent plus facilement un reprenneur que les petites, le poids financier de la transmission et les contraintes inhérentes au métier ne facilitent pas le renouvellement des générations. Certaines productions semblent toutefois garder une certaine attractivité pour les jeunes agriculteurs. Ainsi, **la population des éleveurs**, en particulier en ovins lait et caprins, **reste relativement plus jeune que la moyenne** (plus de 25 % a moins de 40 ans). Les jeunes installés sont conduits à rechercher de nouvelles sources de valeur ajoutée. Ainsi en 2013, **16 % des projets d'installations DJA s'orientent vers l'AB** et **1/3 prévoit de pratiquer la vente directe**.



TAUX DE CHEFS D'EXPLOITATIONS DE 55 ANS ET PLUS

(Source MSA 2012 - traitement ODR-CRAMP)



RÉPARTITION DES NOUVEAUX ENTRANTS * 2012

(Source : MSA - traitement ODR-CRAMP)

* Nouveaux entrants = chefs d'exploitations ou cotisants solidaires nouvellement enregistrés dans le fichier de la MSA des non salariés agricoles.

LE POINT SUR LES ARRÊTS D'ACTIVITÉ

En 2012, **1 470 chefs d'exploitation agricole ont cessé leur activité**, ce qui représente un taux de départ de 3 %, alors que le taux de renouvellement (créations d'activité) est de seulement 2 %. Le décalage entre ces deux taux conduit à une diminution constante du nombre d'agriculteurs. Parmi les chefs d'exploitation ayant cessé leur activité en 2012, on compte 43 % de femmes. On constate que le taux de femmes parmi les départs est plus élevé que le taux de femmes chefs d'exploitation (28 %), y compris dans la catégorie des 55 ans et plus (36 %). Cela signifie que les femmes sont proportionnellement plus nombreuses à cesser leur activité agricole ; elles s'installent plus tard mais quittent le métier d'agriculteur plus tôt que les hommes. La principale cause de cessation d'activité reste le départ en retraite du chef d'exploitation. Néanmoins, en 2012, **21 % des départs concernent des personnes de moins de 50 ans**. Ces départs, considérés comme « précoces », peuvent avoir plusieurs causes (problèmes de santé, difficultés économiques, opportunités pour changer de voie, etc...). L'augmentation des prix de vente pour l'ensemble des catégories, et le marché mondial plutôt favorable, avec un commerce international en croissance régulière et une progression des ventes à l'export de Midi-Pyrénées, ne compensent pas la baisse de volume sur les résultats économiques des exploitations.

(Source : MSA - traitement ODR-CRAMP)

LES CHIFFRES

ZOOM SUR LES INSTALLATIONS DJA EN 2014

Nombre d'installations DJA en 2014 : 450

(dossiers engagés)

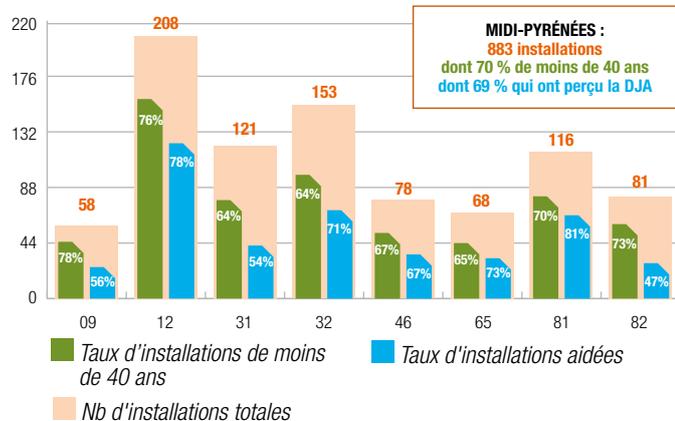
- Femmes : 27 %
- Installations hors cadre familial : 28 %
- Installations en société : 64 %
- Répartition selon les principales productions :

- Élevage bovin, viande et lait : 33 %
- Élevage ovin, caprin, viande et lait : 23 %
- Grandes cultures : 20 %
- Cultures permanentes et spécialisées : 13 %
- Élevage granivore : 6 %

(Sources : ASP - traitement ODR-CRAMP)

Tendance d'évolution 2013/2014

- ↑
-
-
-
- ↑
- ↑
-
-
-
-



MIDI-PYRÉNÉES :
883 installations
dont 70 % de moins de 40 ans
dont 69 % qui ont perçu la DJA

Taux d'installations de moins de 40 ans = nombre d'installations de moins de 40 ans / nombre d'installations totales
Taux d'installations aidées = nombre de DJA / nombre d'installations de moins de 40 ans

INSTALLATIONS PAR DÉPARTEMENT EN 2012

(Sources : MSA - DRAAF/ASP - traitement ODR-CRAMP)

LES SIGNES D'IDENTIFICATION DE LA QUALITÉ ET DE L'ORIGINE



Cette page a été réalisée avec la collaboration de l'IRQUALIM

Depuis les années 90, les démarches visant à garantir la qualité et l'origine des produits se sont fortement développées. Soutenus par les politiques régionales, nationales et européennes, les SIQO* ont permis de **valoriser le patrimoine agricole et agro-alimentaire de la région.**

L'Aveyron est le département le plus impliqué dans les SIQO : plus de la moitié des exploitations professionnelles sont concernées, et il compte à lui seul 30 % des surfaces en AB de la région.

Les SIQO autres que l'AB concernent majoritairement les systèmes d'élevage, en particulier les bovins et ovins viande (IGP, Labels Rouge et CCP), les laitiers, surtout ovins (AOP) et les volailles (IGP). Toutefois, ce sont les exploitations viticoles qui sont les plus impliquées avec plus de 90 % des exploitations utilisant les SIQO.

ZOOM SUR L'AGRICULTURE BIOLOGIQUE

Midi-Pyrénées est une région très active en agriculture biologique et maintient cette année encore sa **position de leader en France pour les superficies engagées en bio.** La dynamique de conversion concerne toutes les productions et tous les départements mais reste plus marquée dans les départements du Gers, de l'Aveyron et du Tarn. En 2013, le secteur aval maintient aussi sa progression avec un total de 774 entreprises de transformation et de distribution des produits biologiques, soit une augmentation de 7.5 % par rapport à 2012. Plus de 56 % de ces entreprises privilégient un approvisionnement régional de leurs matières premières, ce qui représente un débouché important pour les producteurs bio de la région.



LES CHIFFRES DE LA BIO

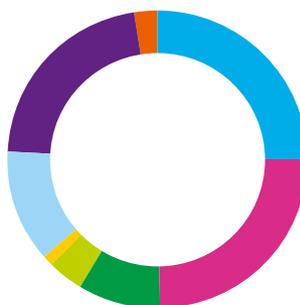
- **2 746 exploitations Bio en 2013 :**
3^e région avec 11% des exploitations françaises en AB
- **130 500 ha certifiés ou en conversion :**
1^{er} région avec 12.4% des surfaces françaises
- **1^{er} région productrice de grandes cultures Bio**
avec 17.4% des surfaces françaises
- **9^e région en viticulture Bio** avec 3% des surfaces françaises
- **6^e région productrice de fruits Bio** avec 6% des surfaces françaises
- **3^e région en bovin viande Bio** avec 11% des effectifs français
- **1^{er} région ovine Bio** avec 29% des effectifs français
- **3^e région caprine en Bio** avec 11% des effectifs français
- **9^e région porcine en Bio** (1^{er} pour le nombre d'exploitations) avec 7% des effectifs français de truies
- **9^e région en volailles de chair Bio** (3^e pour le nombre d'exploitations) avec 9% des effectifs français

(Sources : Agence Bio - ORAB)

ZOOM SUR LE CHIFFRE D'AFFAIRES DES PRODUITS LABELLISABLES

La mesure du poids économique des SIQO dans l'agriculture de Midi-Pyrénées telle que présentée ci-contre s'appuie sur les volumes de produits réellement commercialisés sous SIQO auprès des consommateurs. Or, dans certaines filières, les produits « labellisés » sont payés au producteur avec la plus-value du SIQO même si, pour des raisons de gestion du marché, ils ne seront finalement pas commercialisés comme tels. En calculant le chiffre d'affaires des produits SIQO labellisés, on approche donc mieux le volume économique que cela représente à la sortie des exploitations agricoles.

Ainsi, les produits « labellisés valorisés SIQO » représentent, en 2013, 875 millions d'Euros, soit 25 % du CA de l'agriculture. L'incidence est importante pour la filière des viandes ovines qui double presque son CA, mais également des viandes bovines (+46 %), les fruits et légumes (+60 %) et les produits laitiers (+9 %).



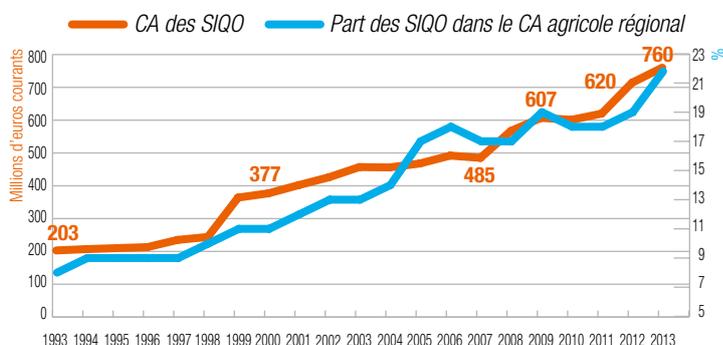
- 25% Palmipèdes gras
- 25% Lait et produits laitiers
- 9% Viandes bovines et ovines
- 4% Aviculture
- 1% Viandes porcines et salaisons
- 12% Agriculture biologique
- 22% Vins et spiritueux
- 2% Fruits et légumes

CHIFFRE D'AFFAIRES DES SIQO PAR SECTEUR EN 2013

(Source : IRQUALIM/CRAMP)

Les produits sous SIQO phares en Midi-Pyrénées sont **les palmipèdes gras, les vins et les produits laitiers**, qui représentent chacun près d'1/4 du chiffre d'affaires. Les secteurs avicole et des palmipèdes gras sont ceux dont le chiffre d'affaires a le plus progressé en 10 ans. A contrario, le secteur des viandes porcines et salaisons diminue.

* Les SIQO sont les Labels Rouge, les IGP, les AOC/AOP et l'Agriculture Biologique. Les CCP collectives ont également été prises en compte ici.



ÉVOLUTION DU CHIFFRE D'AFFAIRES RÉGIONAL DES SIQO

(Source : IRQUALIM/CRAMP)

PLUS D'INFOS SUR

IRQUALIM : www.irqualim.net

InterBio : www.biosudouest.com/interbio.html

Chambre Régionale d'Agriculture : www.mp.chambagri.fr/-Agriculture-biologique-.html

ANALYSE ÉCONOMIQUE DES EXPLOITATIONS BIO

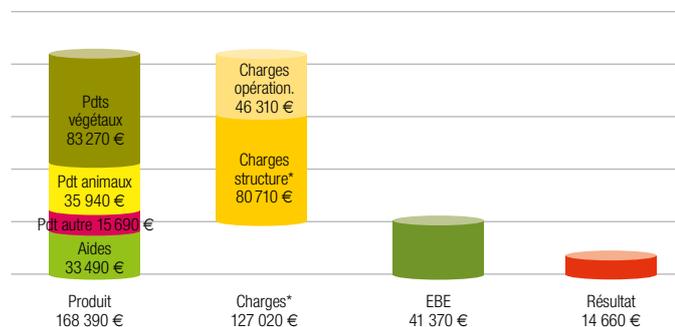
CAMPAGNE 2013-2014 (Source : CERFRANCE Midi-Pyrénées)

La diversité des productions en Midi-Pyrénées est représentée dans l'échantillon : 1/3 sont des exploitations de polyculture (dont les spécialisées grandes cultures). Les exploitations de polyculture-élevage sont également bien présentes, viennent ensuite les viticulteurs et les producteurs de viande bovine.

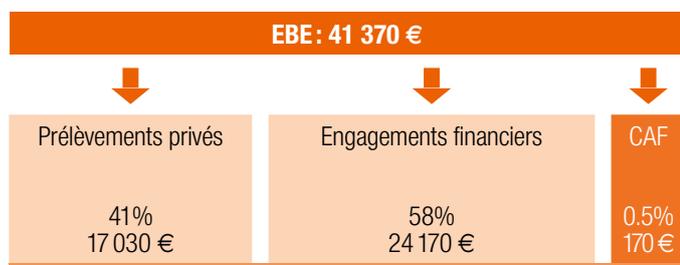
Le produit par UTH se situe à 72 000 €, avec des variations de plus ou moins 10 000 € dans les filières les plus significatives. Pour des moyens de production proches (SAU), c'est globalement moins que les exploitations de la ferme Midi-Pyrénées. Cela peut s'expliquer par des itinéraires techniques nécessitant plus de main-d'œuvre.

L'efficacité économique varie de 22 % à plus de 40 % (globalement 25 % en grandes cultures, arbo et viticulture, plus proche de 33 % en production animale) : ce qui est proche des résultats obtenus par les exploitations en conventionnel.

La répartition selon la santé financière montre que les performances économiques et financières sont avant tout dues à la cohérence du système avec les moyens de production mis en œuvre.



CONSTRUCTION DU RÉSULTAT ÉCONOMIQUE

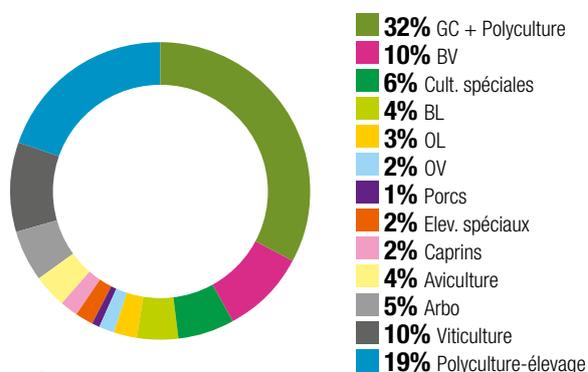


UTILISATION DE L'EBE

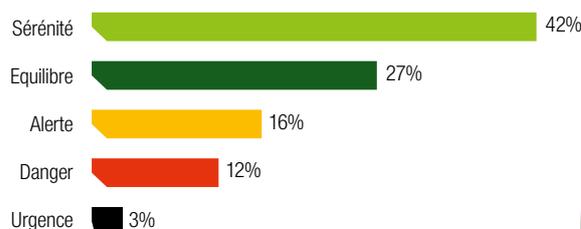
L'échantillon CERFRANCE

- **262** exploitations bios en 2013 (Date de conversion antérieure au 31/12/2011) dont 51 % ind., 28 % EARL, 14 % GAEC
- SAU : 88 ha dont 34 ha SCOP, 46 ha SFP
- 1.5 UTH familiale / 0.9 UTH salariée
- Produit / UTH : 72 000€

Attention : ces exploitations sont recensées au niveau de l'agence bio, cela signifie qu'au minimum un atelier de l'exploitation est conduit avec le label AB. Pour autant, nous ne pouvons isoler l'importance de cet atelier par rapport à l'ensemble de l'exploitation.



RÉPARTITION DE L'ÉCHANTILLON PAR FILIÈRE



SANTÉ FINANCIÈRE

LES CIRCUITS COURTS

Les circuits courts de commercialisation* (CC) permettent aux producteurs de conserver une part plus importante de la valeur ajoutée de leurs produits, et aux consommateurs de participer au développement agricole de leur territoire. L'Ariège est le 1^{er} département avec 38 % d'exploitations impliquées, suivi par les Hautes-Pyrénées avec 33 %.

Les exploitations spécialisées maraîchères ou horticoles et les élevages granivores (essentiellement volailles et palmipèdes) pratiquent souvent les CC et de manière quasi exclusive (plus de 75 % du chiffre d'affaires). À l'opposé, les élevages d'herbivores pour la viande y ont moins recours ou seulement de manière partielle (moins de 10 % du CA).

*On entend par « circuit court » un mode de commercialisation faisant intervenir au maximum un intermédiaire entre le producteur et le consommateur final.

L'ESSOR DES DRIVES FERMIERES BIENVENUE À LA FERME EN MIDI-PYRÉNÉES

Le réseau Bienvenue à la ferme et l'IPSOS ont mené une étude "les Français et le consommateur local" publiée le 12 février 2014 afin de mieux comprendre le rapport des Français à la consommation locale.

1 Français sur 2 estime ne plus savoir ce qu'il mange : les crises alimentaires réactivent sans cesse leurs inquiétudes et leur ont fait perdre confiance dans la sécurité des aliments. Face à ces menaces, un changement profond semble s'opérer chez les consommateurs modifiant l'analyse qu'ils font de la situation et faisant évoluer leurs attentes. Leur attention se focalise ainsi de plus en plus sur l'origine et le mode de fabrication des produits qu'ils consomment. C'est donc auprès des producteurs proches de chez eux que beaucoup trouvent une forme de réassurance.

Pour autant, les produits locaux souffrent du manque de points de vente malgré des circuits d'approvisionnement très diversifiés et 47 % des consommateurs estiment qu'il est difficile de se procurer des produits alimentaires sur lesquels ils se sentent entièrement rassurés.

Les Drive Fermiers sont ainsi une nouvelle forme de « Circuits Courts » qui a pour but d'assurer l'échange de produits de qualité, à des prix intéressants pour le consommateur, tout en favorisant le développement d'une agriculture de qualité et de proximité. Le format « drive » de ce projet est conçu pour s'adapter aux modes de vie urbains, en permettant notamment au consommateur un gain de temps non négligeable.

Le Drive fermier répond à différents objectifs :

- faciliter l'accès de tous à une alimentation de qualité
- améliorer l'offre alimentaire
- promouvoir le patrimoine alimentaire et culinaire français
- soutenir le revenu des agriculteurs en leur permettant d'accéder à un nouveau débouché de commercialisation
- répondre à une demande sociétale en quête de gain de temps et de produits de bonne qualité.



LES DRIVES FERMIERES EN MIDI-PYRÉNÉES

(Source : Chambres d'Agriculture Midi-Pyrénées)

La vente directe au consommateur est le principal mode de commercialisation en circuit court avec la vente à la ferme, plutôt privilégiée pour la viande ou les produits laitiers, et les marchés, notamment pour les fruits, légumes et fleurs. On note toutefois l'émergence de nouvelles formes de CC comme les magasins de producteurs ou les plateformes d'approvisionnement pour la restauration collective, mais également les drives fermiers.

LES CHIFFRES

NB : les chiffres ci-dessous ne tiennent pas compte de la viticulture, traitée à part dans le RA 2010

- **7 355 exploitations pratiquent les circuits courts de commercialisation en Midi-Pyrénées : 1 sur 5**
- **Dont 79 % par la vente directe au consommateur**
- **35 % en retire plus des 3/4 de leur CA**
- **Les Chambres d'agriculture accompagnent ces producteurs au travers de démarches collectives :**

Marché de Producteurs de Pays : 729 adhérents dont 261 producteurs présents sur 47 marchés labellisés dans 3 départements (Aveyron, Lot, Tarn)

Bienvenue à la Ferme : 722 producteurs réalisant plus de 1 050 prestations : vente de produits fermiers, activités de loisir, restauration, hébergement...

En 2013, 136 fermes du réseau ont ouvert leurs portes au public sur un même weekend pour fêter le printemps

(Source RA 2010/INOSYS - Chambres d'agriculture Midi-Pyrénées)



MÉTHODE, SIGLES ET DÉFINITIONS



NOTE MÉTHODOLOGIQUE

Les résultats économiques présentés dans ce document sont issus d'une étude réalisée chaque année sur la base des données comptables fournies par les 8 CERFRANCE de Midi-Pyrénées et consolidées régionalement. Les exploitations analysées sont des exploitations spécialisées : la production principale constitue au moins 70 % du produit hors aides. Ce document décrit les résultats de la campagne de production 2013-2014 (il prend en compte, pour certaines filières, les comptabilités clôturées jusqu'au 30 juin 2014). Nous avons intégré des éléments d'évolution entre les campagnes 2012-2013 et 2013-2014 dans les commentaires.

Note sur les comptes de l'agriculture : en 2013, les comptes de l'agriculture des années 2010 à 2013 ont été recalculés sur la base des valeurs de 2010 (la base précédente datait de 2000). Les valeurs présentées dans cette édition ne sont donc pas comparables à celle des éditions précédentes du Tableau de bord de l'agriculture.

Liste des sigles utilisés

AB	Agriculture Biologique	IGP	Indication Géographique Protégée
AFRAC	Association des Filières Régionales Avicoles et Cunicoles de Midi-Pyrénées	INSEE	Institut National de la Statistique et des Études Économiques
AOC/AOP	Appellation d'Origine Contrôlée/Appellation d'Origine Protégée	IPG	Identification Pérenne Généralisée
APCA	Assemblée Permanente des Chambres d'Agriculture	IPPAP	Indice des Prix des Produits Agricoles à la Production
AREFA	Association Régionale pour l'Emploi et la Formation	IRQUALIM	Institut Régional de la Qualité Alimentaire de Midi-Pyrénées
AROMSA	Association Régionale des Organismes de Mutualité Sociale Agricole	JA	Jeunes Agriculteurs
ARSAMIP	Association Régionale des SAFER de Midi-Pyrénées	LR	Label Rouge
BAEA	Bilan Annuel de l'Emploi Agricole	LT	Long terme
CAF	Capacité d'Autofinancement (cf définitions)	MAEC	Mesures Agro-Environnementales et Climatiques
CA	Chambre d'Agriculture	MP	Midi-Pyrénées
CAMP	Chambres d'Agricultures de Midi-Pyrénées	MSA	Mutualité Sociale Agricole
CCI	Chambres de Commerce et de l'Industrie	MT	Moyen terme
CCP	Certificat de Conformité du Produit	OP	Organisation de Producteurs
CDOA	Comité Départemental d'Orientation Agricole	ORAB	Observatoire Régional de l'Agriculture Biologique (Agence Bio)
CIFOG	Comité Interprofessionnel du foie Gras	PAC	Politique Agricole Commune
COP	Céréales et Oléo-Protéagineux	PBS	Production Brute Standard (cf définitions)
CSO	Conseil supérieur d'orientation et de coordination de l'économie agricole et alimentaire	PHAE	Prime Herbagère Agro-Environnementale
CT	Court terme	PIB	Produit Intérieur Brut
DPB	Dotation au Paiement de Base (aide dé耦plée PAC après réforme)	PMTVA	Prime au Maintien du Troupeau de Vaches Allaitantes
DPU	Dotation au Paiement Unique (aide dé耦plée PAC avant réforme)	RA	Recensement Agricole
DJA	Dotation aux Jeunes Agriculteurs	RCAI	Revenu Courant Avant Impôt
DRAAF	Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt	RICA	Réseau d'Information Comptable Agricole
EA	Exploitation Agricole	SAA	Statistiques Agricoles Annuelles
EARL	Entreprise Agricole à Responsabilité Limitée	SAFER	Société d'Aménagement Foncier et de l'Établissement Rural
EBE	Excédent Brut d'Exploitation (cf définitions)	SAU	Surface Agricole Utile
EBE	Excédent Brut d'Exploitation	SCEA	Société Civile d'Exploitation Agricole
EPCI	Établissement Public de Coopération Intercommunale	SCOP	Surface Céréales Oléagineux Protéagineux
ETP	Équivalent Temps Plein	SFP	Surface Fourragère Principale
GC	Grandes cultures	SICA	Société d'Intérêt Collectif Agricole
GAEC	Groupement Agricole d'Exploitation en Commun	SIQO	Signe d'Identification de la Qualité et de l'Origine
GNIS	Groupement National Interprofessionnel des Semences	STH	Surface Toujours en Herbe
ha	hectare	TEC	Tonnes Équivalent Carcasse
hl	hectolitre	UE	Union Européenne
IAA	Industrie Agroalimentaire	UGB	Unité Gros Bovin
ICHN	Indemnité Compensatoire de Handicap Naturel	UTA	Unité de Travail Annuel (cf définitions)
IG	Indication Géographique	UTANS	Unité de Travail Annuelle Non Salariées des exploitations agricoles
		UTH	Unité de Travail Humain
		UTHF	Unité de travail Familial
		UTHS	Unité de travail salarié
		VL	Vache Laitière

DÉFINITIONS

Ratios utilisés pour la page « Installation et transmission » :

- **Taux de remplacement** = Nombre d'installations / Nombre de départs
- **Taux de renouvellement** = Nombre d'installations / Nombre total d'agriculteurs
- **Taux d'installations de moins de 40 ans** = Nombre d'installations de moins de 40 ans / Nombre d'installations totales
- **Taux d'installations aidées** = Nombre d'installations avec DJA / Nombre d'installations de moins de 40 ans
- **Taux de départs** = Nombre de départs / Nombre total d'agriculteurs pour un territoire

PBS: Production Brute Standard. Elle décrit un potentiel de production des exploitations et permet de classer les exploitations selon leur dimension économique et leur orientation de production. Il s'agit d'un coefficient en euros représentant le potentiel de production de chaque unité (hectare, tête, m² de bâtiments, etc...) et décliné au niveau régional. La PBS 2007, utilisée dans le recensement agricole 2010, s'est effectuée à partir de coefficients issus de valeurs moyennes calculées sur la période 2005 à 2009.

Les coefficients de PBS ne constituent pas des résultats économiques observés. Pour la facilité de l'interprétation ils sont exprimés en euros, mais il s'agit surtout d'une unité commune qui permet de hiérarchiser les productions entre elles.

Dimension Économique des exploitations. Les valeurs totales de PBS permettent de classer les exploitations agricoles recensées en trois classes de dimension économique :

- Petites exploitations : PBS < 25 000 €
- Moyennes exploitations : PBS entre 25 000 et 100 000 €
- Grandes exploitations : PBS > 100 000 €

Dans le cadre de la typologie INOSYS des chambres d'agriculture, utilisée dans ce document, on ne considère que les exploitations « professionnelles ». Il s'agit des exploitations de moyenne et grande dimension économique (PBS >= 25 000 €) et des petites exploitations déclarant plus d'1/2 UTA en 2010.

La mesure d'**UTH** est équivalente à celle d'UTA. Il s'agit de la mesure du travail utilisée en agriculture. Contrairement aux ETP, les UTA et UTH ne sont pas ramenés aux 35 h hebdomadaires.

Définitions des éléments économiques

Charges* : Charges hors amortissements et frais financiers

Charges de structure * : Charges de structures hors amortissements et frais financiers

EBE : Excédent Brut d'Exploitation = Résultat courant + dotations aux amortissements + frais financiers : c'est le potentiel de ressources créé par l'entreprise

Engagements financiers : Annuités + frais financiers CT

CAF : Capacité d'autofinancement : c'est la part d'EBE disponible après prélèvements privés et remboursement des annuités

Capital d'exploitation : Actif hors foncier

Fonds de roulement : C'est le révélateur de l'équilibre financier de l'entreprise. Il représente la partie des capitaux à long terme « finançant » des stocks, des créances et du disponible

Investissement net : Investissement hors cession et subvention d'équipement

Taux d'endettement : Total des dettes/capital d'exploitation

Taux d'endettement CT : Dettes CT / Capital d'exploitation

Trésorerie nette globale : Elle permet de mesurer si les créances, les comptes bancaires positifs et la caisse couvrent le remboursement des dettes à court terme de l'entreprise.

MÉTHODOLOGIE CERFRANCE DE CALCUL DE LA SANTÉ FINANCIÈRE DES EXPLOITATIONS AGRICOLES

Pour appréhender la situation financière des exploitations, nous avons utilisé :

- des indicateurs qui mesurent la marge de sécurité de l'entreprise d'après l'EBE 2013 (Excédent Brut d'Exploitation)
- et d'autres qui mesurent la solidité financière de la structure d'après son bilan 2013.

Un nombre de point a été affecté à chaque indicateur. L'entreprise a donc une note globale pour l'année. Plus le résultat est élevé, plus l'entreprise est en situation délicate. Cinq niveaux ont été identifiés.

Les situations sont différentes d'une filière à l'autre et les leviers d'actions sont également différents. C'est pourquoi nous avons calculé cet indicateur pour chaque production. Vous retrouverez donc un schéma santé financière sur les principales pages filières.

Catégories	Signification	Couleur	Échelle
Sérénité	L'entreprise a une bonne résistance financière		0 – 239 points
Équilibre	Quelques écarts à corriger sur l'année à venir		240 – 349 points
Alerte	Les principaux indicateurs sont négatifs et obligent à analyser la situation		350 – 499 points
Danger	Il est nécessaire d'agir pour redresser la barre !		500 - 800 points
Urgence	La situation est préoccupante. L'amélioration de la situation nécessitera des moyens lourds et sur plusieurs années		+ de 800 points



CHAMBRES D'AGRICULTURE DE MIDI-PYRENEES

PARTENAIRES
DES ENTREPRISES
AGRICOLES ET
DES ACTEURS
DES TERRITOIRES



NOS ENGAGEMENTS QUALITE

- L'écoute** proche pour mieux vous comprendre
- La réactivité** pour que vous gardiez une longueur d'avance
- L'efficacité** des prestations pertinentes au bon moment
- L'expertise** une large palette de compétences
- La clarté des informations** pour une relation en toute confiance
- L'éthique** des valeurs pour le respect de vos intérêts

DES PRESTATIONS CERTIFIEES POUR LA REUSSITE DE VOS PROJETS

- CONSEIL
- FORMATION
- ETUDE
- DIAGNOSTIC



7 Chambres d'agriculture de Midi-Pyrénées sont certifiées pour au moins 1 des catégories.

LA QUALITE DE NOS SERVICES EST CERTIFIEE PAR AFNOR CERTIFICATION



**PILOTEZ EN
CONJONCTURE
INSTABLE
AYEZ UNE
VISION D'AVANCE**



Voir loin, les pieds sur terre

www.cerfrance.fr



CERFRANCE Midi-Pyrénées

05 34 66 75 55

mroubier@mp.cerfrance.fr



CONSEIL - EXPERTISE COMPTABLE

PARTENAIRE DES AGRICULTEURS



AUTEURS

Pôle permanent Données, Economie et Références
des Chambres d'Agriculture de Midi-Pyrénées
Chargés d'études CERFRANCE Midi-Pyrénées

Équipe de rédaction

Nelly Dubosc (CRA Midi-Pyrénées)
Magali Roubière (CERFRANCE Midi-Pyrénées)
Sandrine Sabatier (CERFRANCE 09)
Audrey Hironnelle (CDA 12)
Marie-Annick Merelle (CERFRANCE 31)
Ginette Senat (CERFRANCE 32)
Damien Ameline (CERFRANCE 46)
Amélie Urbain-Bajeux (CDA 81)
Cathy Bigouin (CERFRANCE 81-82)
Sophie Chambonnière (CDA 82)

Conception graphique : Ogham, mars 2015

Crédits photos : Shutterstock, Chambre régionale d'Agriculture Midi-Pyrénées,
Photothèque des Chambres d'agriculture, Association gersoise
pour la promotion du foie gras

Donnez-nous votre avis sur
Agri'scopie® Midi-Pyrénées !
Rendez-vous sur <http://tinyurl.com/orb606k>
pour répondre à un rapide questionnaire



**AGRICULTURES
& TERRITOIRES**
CHAMBRES D'AGRICULTURE
MIDI-PYRÉNÉES



Midi-Pyrénées
Voir loin, les pieds sur terre